



Estimant la situation « grave » et le « rôle dirigeant du parti » menacé

Achats
à l'Ouest

Au-delà de la complexité croissante des moyens techniques dont nous disposons, le monde serait-il en train de se simplifier dangereusement ? Du fait des progrès accomplis par la technologie et qui, théoriquement, confèrent à l'homme des pouvoirs multiples sur la nature, on croyait un peu naïvement résolu des problèmes élémentaires qui ne le sont pas. Ils se rappellent aujourd'hui, souvent avec brutalité, à l'attention de gouvernements plus ou moins pris de court.

On le voit en URSS, avec cette grève des mineurs, profession à laquelle le régime soviétique réservait traditionnellement toutes ses faveurs : c'est-à-dire, dans les faits, peu de choses.

On l'a vu aussi la semaine dernière à Paris, à l'occasion de la conférence au sommet des riches et de la nouvelle tentative, vite avortée, d'amorcer un nouveau dialogue avec les pauvres. A partir du moment où la relation créancier-débiteur tend à prendre le pas sur toutes les autres, relèguant au second plan les affrontements idéologiques entre capitalistes et socialistes, entre pays démocratiques et pays dictatoriaux, toute la bonne volonté d'un François Mitterrand pour rapprocher le Nord et le Sud est insuffisante pour changer le cours des événements.

Aux pays emprunteurs de fournir la preuve, par de nouveaux sacrifices et des réformes économiques vigoureuses, qu'on exige d'eux (avec peu de succès, il est vrai) depuis sept ans, qu'ils sont finalement capables de se sortir par eux-mêmes de la difficile situation qu'ils avaient crû naïvement, fort imprudemment, surmonter en acceptant les crédits qu'on leur offrait apparemment sans compter. Faute de quoi, aucune « coopération » internationale ne pourra leur venir sérieusement en aide.

Dans l'ancienne patrie du socialisme, le retour aux réalités prend un tour encore plus frappant. Il est vrai que l'utopie marxiste, longtemps régnante, était une autre façon de simplifier, en en différenciant indéfiniment la solution, les problèmes pendants. Mais, aujourd'hui, les mineurs sibériens demandent des satisfactions immédiates. L'envoyé de M. Gorbatchev leur promet 10 000 tonnes de sucre, 5 000 tonnes de viande, 10 000 tonnes de thé, de café et de chocolat, 3 000 tonnes de savon et de détergents. On croit rêver. Cette incroyable énumération fournit en creux la liste des pénuries.

Cependant, Moscou est bien en peine de préciser comment les hausses de salaires correspondantes et la fourniture de ces marchandises seront financées. Faut-il entendre que le montant des subventions qui obèrent déjà, à la limite du supportable, le budget de l'Etat sera augmenté, que de nouveaux emprunts seront contractés pour importer les denrées indispensables.

M. Gorbatchev a annoncé un programme d'achat à l'étranger de biens de consommation portant sur 10 milliards de roubles, soit, au taux de change officiel (troussièrement brutalement), environ 16 milliards de dollars. Sans modernisation rapide, c'est le processus polonais qui est mis en marche, à grande échelle.

M 0147 - 0720 - 4,50 F



3790147004500 07200

M. Gorbatchev s'alarme des appels à la grève
dans les chemins de fer soviétiques

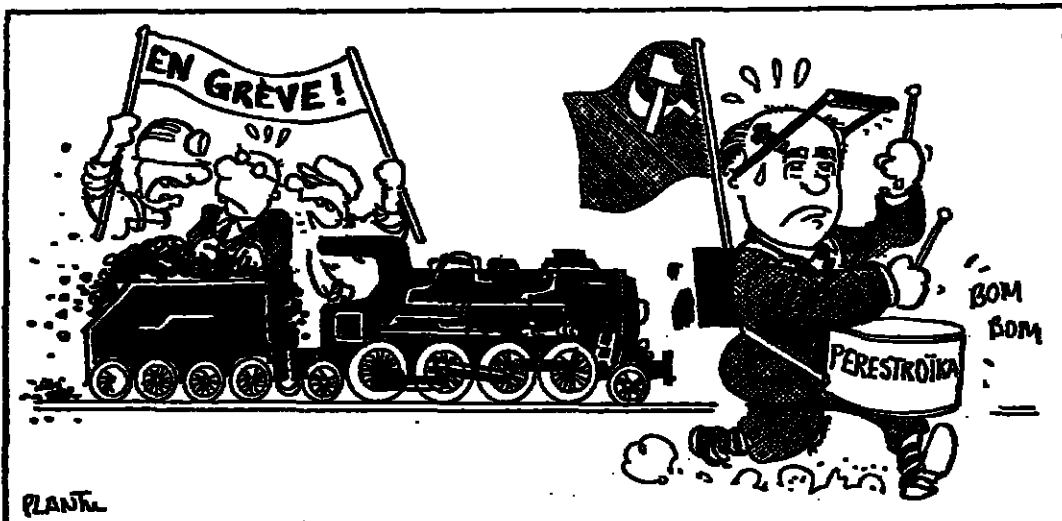
La grève des mineurs soviétiques s'étend : cent quatre-vingt mille d'entre eux auraient cessé le travail. « La situation est grave », a déclaré, mercredi 19 juillet, M. Gorbatchev. Révélant devant le Soviet suprême que des appels à une grève dans les chemins de fer étaient lancés pour le 1^{er} août, le président soviétique a

estimé que l'URSS pouvait « se trouver dans une situation dans laquelle il faudra penser à prendre des mesures pour que le contrôle des choses ne nous échappe pas ». Le chef de l'Etat a annoncé que son pays allait acheter à l'étranger pour 16 milliards de dollars de biens de consommation, sur-

tout alimentaires. La veille, M. Gorbatchev avait appelé le parti à abandonner sa mentalité d'« assiégé » et à laisser prévoir un rétablissement du droit de tendances en son sein. Il avait ajouté que l'évolution de la situation « menaçait d'affaiblir le rôle dirigeant du parti ».

MOSCOU
de notre correspondant

La coïncidence aurait été voulue qu'elle n'aurait pas été plus parlante. A Moscou, devant les premiers secrétaires des républiques et tout le haut appareil, M. Gorbatchev appelait le parti à sortir de sa « mentalité d'assiégé », à s'ouvrir à la nouvelle réalité du pays plutôt que de tirer les rideaux dessus. Quasiement à la même heure, mardi 18 juillet, la grève s'étendait dans le bassin houiller du Don, et les mineurs du Kouzbass, en Sibérie, refusaient de reprendre le travail.

BERNARD GUETTA.
(Lire la suite page 3.)

Le vingtième anniversaire de la mission d'Armstrong et Aldrin

De la Lune à la Terre...

Il y a vingt ans, deux Américains, Neil Armstrong et Edwin Aldrin, posèrent le pied sur le sol lunaire. Une formidable aventure humaine et scientifique sur l'URSS. Un défi aussi, car aucun des deux grands ne serait aujourd'hui prêt à relever.

Vingt ans ont passé. Leurs empreintes sont toujours là, intactes, marquées dans la poussière grise et pulvérisée, attendant quelque paléontologue venu d'ailleurs pour tenter de découvrir l'origine des êtres qui ont foulé ce sol menable figé pour l'éternité.

Des êtres bien singuliers qui ont fait trois petits tours et s'en sont allés, apparemment à la hâte, abandonnant sur place un bien curieux matériel : une sorte de bannière étoilée déployée dans

un paysage à jamais sans vent et une grande araignée métallique à quatre pieds recouverte par endroits d'un fin papier d'aluminium doré.

C'était il y a vingt ans et nous fîmes des centaines de millions en cette nuit de juillet à rester éveillés devant le petit écran dans l'attente de l'« événement ». Un homme allait marcher sur la Lune, porté par l'humanité tout entière. Un homme allait faire enfin une réalité de cette utopie chantée par Dante, l'Arioste et Cyrano de Bergerac. C'était il y a vingt ans, le 21 juillet 1969, à 3 h 56 du matin (heure française).

L'Américain Neil Armstrong, commandant de bord de la mission Apollo-11, devenait le premier homme à fouler le sol d'une planète autre que la sienne. Et comme l'exploit était hors du

commun, il y alla d'une courte déclaration que l'on sentait préparée de longue date : « C'est un petit pas pour l'homme, mais un grand bond pour l'humanité ».

Tout avait commencé dans l'après-midi du 16 juillet 1969. Ce jour-là, devant un million et demi de spectateurs massés à proximité de Cap Canaveral (Floride), trois hommes, Neil Armstrong, Edwin Aldrin et Michael Collins, s'envolèrent aux commandes de leur vaisseau spatial Apollo-11, perché à plus de cent mètres de haut, au sommet de la gigantesque fusée Saturne imaginée par l'un des pères des V-2 allemands, le fameux Werner von Braun.

Un moment, les Soviétiques tentaient bien de rattraper la vedette aux Américains en braquant les projecteurs de l'actualité sur une petite sonde automatique, Luna-15, lancée peu de temps avant et

dont ils affirmaient qu'elle ne générerait en rien la mission américaine.

Mais ce fut en vain. Avec le lancement du premier satellite artificiel de la Terre en octobre 1957, puis avec celui du premier homme dans l'espace, Youri Gagarine, en avril 1961, ils avaient eu leur heure de gloire. Luna-15, misérable engin spatial, petite carcasse de ferraille sans équipage, ne pouvait rattraper la vedette à ceux qui tentaient de réaliser « le plus vieux rêve de l'humanité ».

L'histoire était en marche et rien ne pouvait désormais l'arrêter. L'Amérique avait une trop grande revanche à prendre.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

Lire la suite page 7 ainsi que
« La mission des missions »
par CATHERINE VINCENT.

L'avenir des usines Renault

Le crépuscule de Billancourt

La CGT a manifesté récemment dans les rues de Paris, avec l'appui du PC, pour la réintégration de ses dix militants licenciés de l'usine Renault de Billancourt. Cette campagne masque un autre problème : celui du sort de ladite usine et de ses quelque quatre mille ouvriers de l'usine de montage...

« Tous les matins, je vais à mon atelier, mais je n'ai rien à faire. J'attends. De temps en temps, le contremaître me donne un boulot pour un jour ou deux, ou une semaine. Le reste du temps je ne touche même pas un papier. »

Kader, cinquante ans, contrôleur à l'usine Renault de Billancourt, après quatorze années à la fonderie, est « excédentaire » depuis février 1988. En attente d'un licenciement en fait : il a été remplacé à son poste aux retou-

ches. Comme Karoubi, contrôleur lui aussi, vingt ans de Régie : d'abord sur la chaîne, à l'habillage des véhicules (la sellerie), puis chargé de vérifier les voitures terminées. Il y a un an déjà, il est allé en visite organisée, en quelque sorte, à l'usine de Douai, dans l'espoir d'y trouver un poste. Il a passé la visite médicale. Depuis, il attend une réponse.

Il y a cinq ans, en attendant dans le même atelier. Un peu plus loin, ils étaient une quarantaine, près des bureaux, à pointer matin et soir et à jouer aux échecs toute la journée. Il y en a eu jusqu'à trois cents en 1986-1987, quand est tombée la première vague de licenciements. Depuis deux ans déjà, on voit s'agiter la fin de la grande aventure industrielle entamée par Louis Renault, dont le petit atelier - une cabane, plutôt - témoignait symboliquement sur la pelouse qui fait face aux bureaux de la direction, à côté d'un tank de la guerre 1914-1918.

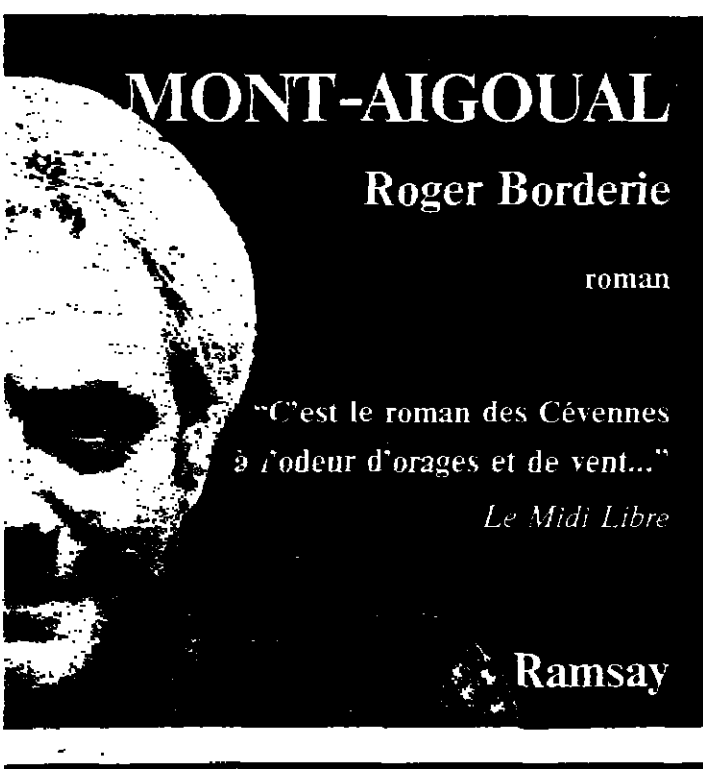
Le Tour de France

Le jugement des Alpes

Surprise lors de l'étape alpine Gap-Briançon, mardi 18 juillet : les leaders du Tour de France 1989 sont restés en retrait. La victoire est revenue à un Suisse, Pascal Richard, échappé dans la montée de col de l'Isard, qui remporte ainsi sa première victoire d'étape, après un abandon à la suite d'une chute lors du Tour précédent.

Mercredi 19, l'ascension des cols du Galibier et de la Croix-de-Fer, et surtout l'arrivée à l'Alpe d'Huez pouvaient donner la possibilité aux adversaires du porteur du maillot jaune, l'Américain Greg LeMond, de passer à l'attaque. Y parviendront-ils dans cette dernière grande étape de montagne, alors que, la veille, leurs offensives ont paru bien tirées ?

(Lire page 8 les articles
de JACQUES AUGENDRE
et J.-M. THEOLLEYRE.)



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir ; Tunisie, 800 m ; Afrique, 2 DR ; Arabie, 20 sch ; Belgique, 30 fr ; Canada, 1,95 \$; Espagne, 7,20 P ; États-Unis, 4,25 F ; France, 11 fr ; Grèce, 180 dr ; Inde, 90 p ; Italie, 1 800 L ; Liban, 0,400 DL ; Luxembourg, 90 F ; Norvège, 12 kr ; Pays-Bas, 2,25 f ; Portugal, 140 esc ; Sénégal, 255 F CFA ; Suède, 12,50 kr ; Suisse, 1,80 S ; USA (NY), 1,50 \$; USA (Londres), 2 £.

IL Y A 50 ANS, LA GUERRE

1939 • 1940

L'ANNÉE TERRIBLE

La guerre est commencée. Le 1^{er} septembre 1939, prétextant une attaque, l'armée allemande se rue sur la Pologne. Le 2 septembre, Daladier décrète la mobilisation générale. Voici la France (et la Grande-Bretagne) engagée contre le Reich. Une France qui, dans les années 30, fut profondément divisée, mais que la menace hitlérienne ressoûde dans un esprit d'union nationale.

« L'Hitler a voulu la guerre. La France et l'Angleterre ont multiplié leurs efforts pour sauver la paix. Nous luttons pour défendre notre terre, nos foyers et nos libertés », disait aux Français Edouard Daladier, le 3 septembre 1939, dans une allocution radio-diffusée. Ce même jour, un peu après midi, l'ambassadeur de France à Berlin, Robert Coulondre, avait signifié à Ribbentrop que seraient remplis à partir de 17 heures « les engagements que la France avait contractés à l'égard de la Pologne ». C'était donc la guerre.

Quoi qu'on ait pu écrire, Hitler en fut l'instigateur, lui qui était absolument décidé à liquider la Pologne, coupable d'avoir annexé des terres du patrimoine allemand, et qui serait un champ d'expérimentation pour la colonisation allemande à l'est. Il était persuadé qu'on déboucherait sur un second Munich : pourquoi les Britanniques et les Français risqueraient-ils la guerre pour des Polonais, alors qu'ils avaient bradé, un an plus tôt, la Tchécoslovaquie, autrement plus importante stratégiquement ?

Aux yeux de Hitler — et on ne saurait trop souligner ce point — la guerre était une nécessité vitale, quasi physiologique.

Septembre 1939

III - Les Français reprennent leur barda

les nations ayant, comme les hommes, besoin de saignées régulières ; bien plus, elle était seule capable d'accoucher de l'Homme fasciste, en dépouillant le peuple allemand de ses oripeaux anciens.

Le déclenchement du « plan blanc », fixé au 26 août, dut être, il est vrai, décommandé in extremis : Hitler apprenait coup sur coup que les Italiens, pris de court, ne pouvaient techniquement entrer en guerre, et que la Grande-Bretagne avait conclu un traité d'alliance — fait assez rare — avec la Pologne.

Or, Hitler espérait bien séparer la France de la Grande-Bretagne. Pendant cinq jours, le Reich, soit directement, soit indirectement (par l'intermédiaire d'un industriel suédois, Birger Dalherus, que connaissait bien Goering), s'efforça d'apprivoiser les Britanniques, tout en refusant toute négociation réelle avec Varsovie. In fine fut montée une mise en scène macabre : des détenus tirés d'un camp de concentration, revêtus d'uniformes polonais, furent abattus pour simuler une attaque polonaise contre un poste émetteur situé en territoire allemand. Quelques heures plus tard, le 1^{er} septembre, à l'aube, la Wehrmacht se rua sur la Pologne.

HITLER avait sous-estimé la détermination des Français et plus encore celle des Britanniques. Naguère, ceux-ci avaient pesé de tout leur poids pour imposer la paix désastreuse de Munich ; ils étaient maintenant convaincus de la nécessité d'être fermes ; le 1^{er} septembre, les Britanniques mirent comme condition à toute médiation le retour au *status quo ante*.

L'attitude de Paris, dans les dernières heures de la paix, reflétait plus les ultimes hésitations de Daladier et, mieux encore, la division de la classe politique française. D'un côté, le comité permanent de la défense nationale du 23 août avait conclu que « 1. la seule solution à envisager était de tenir nos engagements ; 2. l'armée était prête ». Le conseil des ministres du lendemain avait décrété la mobilisation partielle. Mais, en même temps, l'ailé qu'on dénommera

— au choix — pessimiste ou défaitiste, menée par Monzie et surtout par Bonnet, ministre des affaires étrangères, s'évertuait à assouplir l'alliance franco-polonaise : « La France ne doit-elle pas reconsidérer son attitude [après la signature du pacte] et profiter du répit ainsi accordé pour accroître notre puissance militaire ? » Il saisit au vol la proposition faite le 31 août par Mussolini de réunir une conférence et n'abandonna pas l'espoir qu'elle pourrait se tenir malgré l'entrée de la Wehrmacht en Pologne. Le 2 septembre encore, il plaçait pour retarder de quarante-huit heures l'entrée en guerre.

partout, à souhaiter une guerre « courte et désastreuse », gardaient pour eux ce genre de spéculation. La seule manifestation pacifiste fut le tirage à cent mille exemplaires d'un tract intitulé « Paix immédiate », signé de trente et un noms, ceux de quelques hommes politiques (Marcel Déat), d'intellectuels entraînés par Alain (Jeanne et Michel Alexandre), d'écrivains (Giono par exemple) et surtout d'une quinzaine de syndicalistes (dont Dumoulin). Mais ce mouvement resta d'autant plus limité que son rédacteur, Lecoin, un militant anarchiste, eut à affronter quelques dénégations gênantes : c'est ainsi que Déat, qui,

à l'emporter sur les affrontements de classe. Mais, en 1936, les Français avaient eu l'impression que s'offraient à eux des choix de société parfaitement antinomiques, une impression confortée chez les hommes de droite par le bond électoral du PCF, l'irruption d'un mouvement de grève d'une ampleur jamais vue, l'émergence d'un « pouvoir syndical » (la CGT avait jusqu'à 4 millions d'adhérents).

Dans certaines familles de la « France profonde », on avait eu fort peur. Qu'on en juge par des rapports de police de la région toulousaine rédigés durant l'automne 1936 et retrouvés par l'histo-

bonne partie de la gauche ou sélectif pour la droite extrême, fait pratiquement éclater tous les partis (et les communistes eux-mêmes n'y échappèrent pas à l'automne 1939). Des Français de plus en plus nombreux en arrivaient à hésiter sur une question primordiale : quel était l'ennemi prioritaire ? Était-ce l'ennemi extérieur (et quel était-il ?) ou l'ennemi intérieur (même interrogation) ? S'entremêlaient dans la confusion et la passion partisane — où l'anticommunisme jouait un rôle moteur — données géopolitiques et convictions idéologiques : le risque était grand de voir remettre en cause, dans une guerre franco-française, l'identité nationale.

Ces fractures de la société française, il faut les avoir en mémoire si l'on veut comprendre la France de l'été 1940, si l'on veut également expliquer la dégradation de l'esprit public pendant la « drôle de guerre ». Mais, et il faut insister sur ce point, en septembre 1939, les Français semblaient s'être ressoudés. Même la classe politique semblait faire bloc. Le 2 septembre, les Chambres furent convoquées en séance extraordinaire pour voter « des crédits supplémentaires [...] pour faire face aux obligations de la situation internationale ». Faisons une brève incursion du côté de la Chambre des députés. Ouvrant la séance, Edouard Herriot exalta la « volonté d'union » de toute la nation, flétrit « la brutalité et la fourberie » de l'agresseur ; suit un message bien tenu du président de la République ; puis vient Daladier, qui, au nom de ce qu'il avait été, — « J'ai combattu comme la plupart d'entre vous », — souligne que les Français n'ont rien contre le peuple allemand, tout en affirmant que le gouvernement français est encore prêt à des négociations, si du moins elles reprennent sur des bases sérieuses, car « ce sont les actes de M. Hitler qui comptent, et non pas sa parole » ; et de conclure : « Il s'agit d'une phase nouvelle dans la marche de la dictature hitlérienne vers la domination de l'Europe et du monde. »

La commission des finances accorda sans barguigner les 70 milliards de crédits supplémentaires demandés, votés à main levée (à l'unanimité, dit la presse, à quelques exceptions près selon toute vraisemblance, en tout cas avec les voix des députés communistes). Seul Gaston Bergery, pacifiste non conformiste, tenta de prendre alors la parole, mais les protestations le firent redescendre de la tribune.

AU Sénat, où le vote des crédits se fit sans difficulté, Laval, lui, conseilla au gouvernement de s'entendre avec l'Italie, tout en votant les crédits. La défaite venue, les opposants affirmèrent que le débat avait été escamoté, que les Chambres n'avaient pas été consultées en bonne et due forme et que la déclaration de guerre était illégale. Sans doute fut-il affirmé en commission que « voter les crédits n'était pas déclarer la guerre », et il y a bien en une demi-décennie du gouvernement, qui s'explique avant tout par la volonté de ne pas fermer la porte à la négociation prônée par l'Italie. Mais, pour la presse de l'époque, comme pour la très grande majorité des députés, le vote de ces crédits équivalait à l'approbation de l'entrée en guerre.

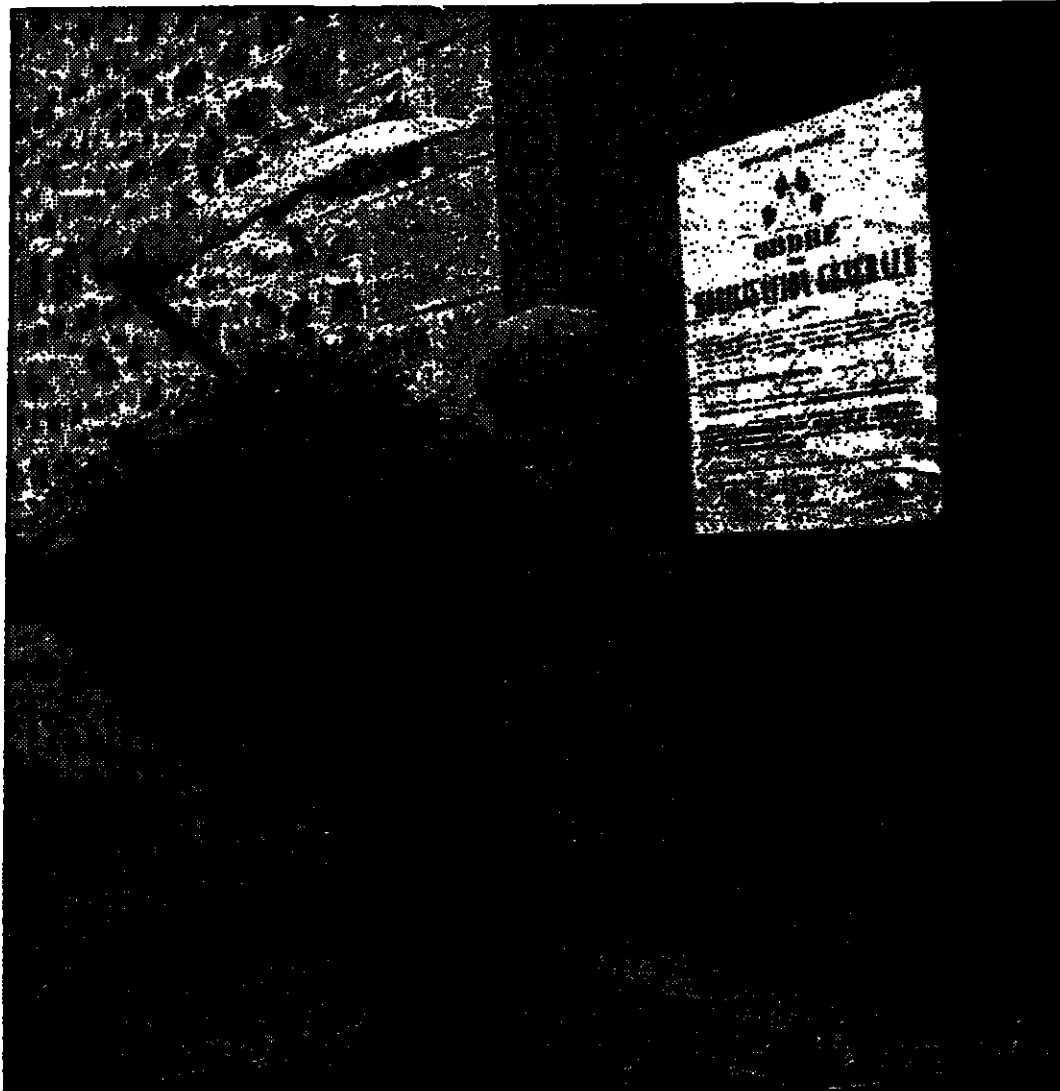
On s'attendait alors que Daladier prît bien les choses en main. Le remaniement ministériel qui devait sceller l'union sacrée débuta : beaucoup de manœuvres en coulisse (auxquelles se trouva mêlé Pétain) et peu de résultats, puisque les socialistes, à qui on n'avait offert que deux strapontins, restèrent en dehors du gouvernement.

Se posait encore plus le problème de la conduite de la guerre. On aimait à croire qu'Edouard Daladier serait un nouveau Clemenceau. En cet été 1939, l'homme était sans nul doute très populaire. Ancien combattant, il avait fait une belle guerre ; on lui savait gré d'être foncièrement honnête, et on avait confiance en ce républicain qui vivait sans ostentation et avait gardé la simplicité de ses origines modestes. Il passait tout autant pour énergique et efficace. C'est là où le bât allait blesser, et Anatole de Monzie a pu écrire avec pertinence : « Même quand il parle, surtout quand il délibère, Daladier écoute deux voix [...], il traduit les hésitations de l'âme française. »

REPÈRE BIBLIOGRAPHIQUE

► Guy Rossi-Landi, *La Drôle de guerre*, Paris, A. Colin, 1971, 247 p.

Demain :
A drôle de guerre,
drôle de crise



Un paysan face à l'affiche annonçant la mobilisation du 2 septembre 1939.

par
Jean-Pierre Azéma

dans l'œuvre du 4 mai, avait affirmé que « les paysans français n'avaient aucune envie de mourir pour les Polonais », déclarait qu'on avait abusé de sa bonne foi.

Le mouvement pacifiste se trouva gêné à partir de la mi-septembre par l'évolution du PCF. Celui-ci, après avoir adopté une ligne baptisée « défensisme », prônait, sur l'ordre du Komintern, un virage à 180 degrés : la guerre n'était plus la nécessaire croisade des démocraties contre le fascisme, mais un conflit « inter-imperialiste » ; les communistes devaient donc exiger la paix immédiate, ce qu'ils firent dans une lettre de leurs parlementaires à Herriot, le 1^{er} octobre.

A vrai dire, ce tournant ne fut admis que des communistes vraiment chevronnés : bon nombre de militants, d'intellectuels (Nizan) et de responsables (vingt et un députés sur soixante-douze et 17 % des conseillers municipaux de la Seine) rompirent avec le parti. Daladier put, le 26 septembre, décréter l'interdiction du PCF et de ses diverses organisations sur le motif que celui-ci avait approuvé l'invasion de la Pologne par l'armée rouge. Somme toute, le pouvoir en place n'avait à peu près rien à redouter, pour l'heure, sur le front intérieur.

Et c'est par une autre simplification tout aussi abusive qu'un décret généralisé des déroutes de l'année 1940 que le régime était déjà moribond en septembre 1939. Il valait mieux dire qu'il était convalescent, car, dans les années 30, il s'était fragilisé. Disons en deux mots que le Front populaire avait ravivé la vieille coupure droite-gauche, héritage de la Révolution française, en réveillant les vieilles peurs sociales qui s'étaient relativement assoupies. Car depuis l'affaire Dreyfus les conflits d'ordre idéologique avaient eu tendance

rien Pierre Laborie : « Les chefs d'opinion conservateurs envoient femmes et enfants se cacher à la campagne [...]; les gens se barricadent et dorment avec leurs fusils après avoir fait provision de chevrotines [...]; le curé s'est acheté des habits civils et se tient prêt à fuir. » Le Sud-Ouest était sans doute traumatisé par la proximité de la guerre d'Espagne, et il faut faire la part de fantasmes transcrits tels quels par les renseignements généraux. Reste que s'était rallumée la guerre franco-française.

Dans ce contexte se développait une violence politique verbale qui s'exprimait dans la rue et ailleurs, et qui n'a pas d'équivalent dans nos joutes partisans contemporaines. A la recherche de boucs émissaires, les gros bataillons de la droite dénonçaient la main de l'étranger, vitupéraient le « pouvoir des métèques » et s'en prenaient à l'envi aux juifs. Ainsi Robert Brasillach pouvait-il encore, le 24 mars 1939, écrire tout naturellement dans *Je suis partout* : « Mais le petit matin frais où l'on conduira Blum à Vincennes [entendons pour le fusiller] sera un jour de fête dans les familles françaises, et l'on pourra boire du champagne à l'occasion. » On comprend que ceux que l'historien américain Stanley Hoffmann a dénommés « les conservateurs brouillés avec la République » aient pu préférer ouvertement à un système politique qui aurait pu permettre aux communistes d'avoir des ministres, s'ils l'avaient souhaité, un régime autoritaire copié sur celui de Salazar, au Portugal.

Ce n'était pas tout. A la coupure bipolaire droite-gauche s'était surajouté, sans se superposer terme à terme, le clivage aigu entre bellicistes et pacifistes. C'était là un mélange particulièrement détonant et redoutable. Au moment de Munich, la France est plus profondément et plus violemment divisée que lors de l'affaire Dreyfus.

La profonde ambivalence des incommensurables variantes du pacifisme hexagonal français, viscéral pour beaucoup de Français hantés par le souvenir de la Grande Guerre, doctrinal pour une

Etranger

URSS : les affrontements entre ethnies dans le Caucase et l'agitation sociale

Le couvre-feu est imposé dans plusieurs villes d'Abkhazie

L'état d'urgence et le couvre-feu ont été décrétés mardi soir 18 juillet dans plusieurs localités de la République autonome d'Abkhazie, qui dépend de la Géorgie. Seize personnes au moins ont été tuées au cours des affrontements interethniques qui ont débuté à la fin de la semaine dernière. On dénombre plus de deux cents blessés.

Dans un court article consacré mardi à la situation « complexe » dans la région, la *Pravda* explique que la majorité des Abkhazes réclament l'instauration du couvre-feu de façon à protéger les « vieillards, femmes et enfants ». Ces nouvelles menaces concernent la capitale abkhaze, Soukhoumi, et les villes de Gagra et Tkvarcheli, a annoncé Radio-Moscou.

L'Abkhazie, qui compte environ un demi-million d'habitants, fait partie de la Géorgie soviétique depuis 1921, et les Géorgiens de souche y sont majoritaires. A la suite des troubles nationalistes de 1978, les Abkhazes ont obtenu certains droits culturels et économiques, mais les autorités centrales avaient rejeté leurs revendications « séparatistes ».

M. Alexei Gogoua, responsable du Forum populaire abkhaze, a qualifié la situation de « dangereuse » à cause des armes dont disposent.

Publication d'un texte de Soljenitsyne. — La revue littéraire soviétique *Novy Mir* a publié, lundi 17 juillet, le discours d'acceptation du Prix Nobel de littérature décerné en 1970 à Alexandre Soljenitsyne. « Vypuska », l'écrivain dissident n'avait pu se rendre à Stockholm pour y recevoir sa récompense. Ce texte condamne la persécution de millions de personnes. Quatre ans plus tard, Alexandre Soljenitsyne était exilé par le gouvernement soviétique, après la publication par des éditeurs occidentaux de son œuvre, « *Le Cercle du poète* ». — (AP).

TURQUIE : onze morts, dont trois militaires

Multiplication des accrochages entre l'armée et les séparatistes kurdes du PKK

ANKARA
de notre correspondant

Trois militaires et huit militants séparatistes kurdes du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) ont été tués mardi 18 juillet au cours de violents affrontements dans trois villages de l'extrême-est de la Turquie. Dans la capitale régionale, Diyarbakir, une bombe a secoué le bâtiment des renseignements généraux, faisant un mort et deux blessés parmi des passants. Au cours des trois derniers jours, cinquante-huit villageois ont également été enlevés par le PKK.

Les autorités attribuent la persistance de la lutte armée — qui a fait plus de mille cinq cents victimes depuis 1984 — à l'aide fournie au PKK par la Syrie et aujourd'hui par l'Iran. L'intensification des actions de sabotage depuis 1987 a réduit la zone d'opérations au triangle de Diyarbakir, où, selon les autorités, l'armée débusque actuellement les terroristes accablés dans leurs derniers retranchements. Pourtant, si l'état se resserre, il semble loisible encore d'être fermés. Les dernières opérations débordent de cette zone et les affrontements ont fait, pour les premiers mois de 1989, autant de morts parmi les militaires.

(selon des chiffres officiels) qu'au cours de toute l'année 1988. Un bilan qui infirme la thèse officielle qui soutient que l'audience locale du PKK ne dépasserait pas « un maximum de cinq cents militants ».

Le PKK a été désemparé il y a deux ans par la population comme par les organisations kurdes à l'étranger, horrifiées par les massacres des populations entières de villages, accusées de collaboration (quatre-vingt-deux victimes dans la population civile en 1987). Aujourd'hui, par crainte des enlèvements et des exécutions, le plus souvent par solidarité familiale, ou grâce au prestige symbolique que lui vaut un combat qu'il est seul à mener depuis l'interdiction de toute activité kurde en 1980, le PKK semble disposer de quelques points d'appui dans une partie de la population. Sans approuver ses objectifs — un Etat kurde marxiste-léniniste — certains villageois lui font crédit d'« avoir attiré l'attention sur l'existence du problème ». L'interdiction, pour raisons de sécurité, de l'accès aux villages n'a fait qu'augmenter le mécontentement des paysans-bergers de la région, coincés entre les actions du PKK et la répression militaire.

MICHEL FARRÈRE.

POLOGNE : l'élection présidentielle

Les députés de Solidarité déterminés à voter contre le général Jaruzelski

VARSOVIE
de notre envoyé spécial

Le général Jaruzelski a fini par annoncer officiellement sa candidature à la présidence de la République mardi 18 juillet, à la veille du scrutin. De leur côté, les députés de Solidarité s'apprêtent à voter « en conscience ». C'est-à-dire massivement contre le général Jaruzelski. Pour être élu, ce dernier devait donc compter sur la cohésion de ses propres rangs : les députés du Parti ouvrier (communiste) et de ses alliés, un certain nombre de députés étaient redoutés et un échec n'était donc pas tout à fait impossible.

Annouçant sa candidature devant le groupe parlementaire communiste, le général Jaruzelski a d'ailleurs envisagé cet échec et demandé en cas où ses députés communistes de soutenir la candidature du général Kiszczak, ministre de l'Intérieur.

C'était précisément cette dernière candidature que le général Jaruzelski avait mise en avant le 30 juin, estimant qu'elle aurait plus de chances d'être approuvée par les députés. Il a justifié son revirement en invoquant « son sens du devoir », les lettres de soutien reçues en grand nombre et les appels de nombreuses organisations politiques, mais aussi, sans plus de précisions, des « aspects internationaux ». Il a aussi fait état des prises de position en sa faveur de responsables de l'armée, mais il a ajouté que des « opinions négatives » continuaient à se manifester à son sujet : le déroulement de sa rencontre la veille avec les députés de Solidarité lui en avait apporté une ample confirmation (le *Monde* du 19 juillet).

Mardi, le groupe parlementaire de l'opposition a longuement débattu de la position que devait adopter Solidarité lors du vote : un certain nombre d'élus se sont

(Suite de la première page.)

Les militaires pressaient cette décision contre l'avis des dirigeants du mouvement, malgré l'ouverture de négociations et malgré les premières concessions du pouvoir. (La grève touchait mercredi matin cinquante-huit mines de charbon d'Ukraine, a annoncé au Soviet suprême un député de cette région. Par ailleurs, l'organe des syndicats soviétiques, *Pravda*, a annoncé mercredi de 180 000 grévistes en Sibirie, dans le bassin du Kouzbass.)

M. Gorbatchev appelait le parti ainsi que les syndicats et les Jeunesses communistes à se remobiliser pour ne pas être laissés sur le bas-côté de l'histoire, proposant même, de facto, de rétablir le droit de tendances en son sein, et l'histoire s'accélérait encore un peu plus, peut-être surtout, ce jour-là, par la télévision.

Car, c'est la télévision centrale, d'ordinaire tellement à la traîne du reste de la presse, qui annonçait mardi soir au pays que c'était « non », que décidément les mineurs du Kouzbass ne voulaient pas déserter avant d'avoir gagné. Et ce n'était pas dit sur l'habitude du navré que sait prendre le journal télévisé pour déplorer que le peuple se trompe en ne répondant pas à l'appel du parti.

Non : c'était une information, et l'on voyait entendre qui plus est des ouvriers, chaque de mineur sur la tête, torse nu sous le soleil continental de la Sibirie — des prolétaires, en quelque sorte, du réalisme socialiste — calmement expliquer leur refus. « Nous perdrons tout, disaient-ils, à reprendre avant que toutes les revendications ne soient satisfaites. » « Tant qu'on n'aura pas obtenu l'autonomie financière des mines, notre mouvement n'aura servi à rien », ajoutait un autre avant que, d'Ukraine, un porte-parole des grévistes du Donbass ne confirme : « Nous continuerons jusqu'à la satisfaction complète de nos revendications. »

Il est vrai que dans plusieurs républiques de puissants mouvements populaires sont devenus de véritables partis séparatistes, que l'Archipel du goulag va être publié à la fois d'un côté et de l'autre, que, dans le cas de la Pologne, le pacte Molotov-Ribbentrop et l'interdiction contre le printemps de Prague seront officiellement condamnés. Il est vrai, en d'autres termes, qu'il est plus que temps de cesser de s'étonner et de temps de comprendre que ce bouleversement est véritablement une révolution dont on a seulement vu le début.

Une base sociale pour M. Gorbatchev

On a beau le savoir, on reste pourtant bouche bée quand la télévision soviétique légende non seulement un mouvement de grève mais aussi son radicalisme. L'équipe de M. Gorbatchev, c'est clair, est fermement décidée à tout faire pour ne pas rompre avec ce mouvement ouvrier renaissant, pour ne pas rater l'occasion de devenir le partenaire recomposé d'une classe ouvrière dont c'est le réveil et l'entrée en scène.

C'est que l'enjeu est naturellement colossal. Si le mouvement pouvait se terminer pacifiquement, sur un accord négocié, avantageux pour les grévistes, adieu le fond et assumable par l'Etat. M. Gorbatchev se serait alors trouvé la base sociale qui lui manque toujours. Non plus une sympathie distante pour ses volontés de réformes, non plus quelques intellectuels réservés, mais les usines — avec tout

le poids qu'elles ont en système socialiste.

L'enjeu pour le pouvoir c'est d'arriver à jeter les bases d'une alliance sans laquelle les sacrifices des réformes économiques ne seraient pas possibles et la poursuite des réformes politiques difficiles. La partie est extrêmement serrée. A chaque instant, ce peut être le débordement. A chaque instant, le spectre de la grève générale peut se profiler sur le pays puisque d'autres tranches — particulièrement en cas de succès des mineurs — pourraient, elles aussi, débayer.

Mais si hasardeuse soit la situation, quel autre choix se présentait-il. La force ? Sous Brejnev, déjà, on n'avait pas osé l'employer contre les ouvriers de Gdansk et, sauf à se lancer dans le loi martiale, on n'avait que tout simplement d'hommes. Car dans cette si vieille dictature, les troupes de maintien de l'ordre sont relativement peu nombreuses puisqu'avant c'est à la mitrailleuse lourde que se résolvait tous les problèmes. On embauche aujourd'hui à tour de bras dans les troupes d'intervention du ministère de l'Intérieur (l'ébauche de CRS soviétiques) mais il y a l'Abkhazie à feu et à sang (lire ci-contre) et une innumérable liste de foyers de tensions nationalistes qui peuvent s'embrancher à chaque instant.

Le numéro trois mondial du charbon

Avec 772 millions de tonnes extraites en 1988, l'Union soviétique occupe le troisième rang des producteurs mondiaux de charbon, derrière la Chine et les Etats-Unis.

Le bassin du Donbass, en Ukraine, est le plus important d'URSS, avec une production annuelle de l'ordre de 200 millions de tonnes. Celui du Kouzbass en Sibirie occidentale vient au second rang avec 150 millions de tonnes produites l'an passé.

Avec 7 milliards de tonnes d'anthracite, l'Union soviétique dispose de la moitié des réserves de charbon du globe. En 1988, un gisement d'environ 2 milliards de tonnes a été découvert dans le Kazakhstan, en Asie centrale.

La décision fut prise en 1958 de rééquilibrer la balance des combustibles au profit du pétrole et du gaz. Le charbon n'a cessé depuis lors de perdre en importance. Après avoir représenté plus de 60 % de la production d'énergie fossile en 1950, il ne comptait plus que pour 20 % en 1988.

Avec ces grévistes, il faut négocier, aussi bien parce qu'on ne peut pas faire autrement que parce qu'il faut introduire en URSS la négociation socio-politique — cette inconnue de la dictature et du fondement de la démocratie. Arrivé lundi dans le Kouzbass, M. Silyukov, membre du bureau politique et plénipotentiaire (tout le laisse penser) de M. Gorbatchev, a donc tenu sa première journée de pourparlers à quatre heures du matin mardi. « Nous vous comprenons », a-t-il déclaré sur place, et nous le disons : nous ne nous contenterons pas de demi-mesures. »

La-dessus, le grand patron des questions économiques au comité central a entamé ses véritables négociations, à Prokopyevsk, avec le comité de grève régional, et informé la presse soviétique de ce que ses interlocuteurs « étaient des représentants respectés des ouvriers ».

Tant de bonnes paroles n'ont pas suffi. M. Silyukov a eu beau énumérer les concessions déjà acquises, comme le dimanche férié pour tous et l'augmentation des salaires de nuit, il a eu beau se déclarer partisan de l'octroi aux mines du droit de fabriquer et de vendre des produits finis, annoncer que tout serait fait pour que le mineur se rende d'« à la maison ». Ce fut non, malgré l'appel du comité de grève, pourtant sorti du mouvement. Les ouvriers n'ont repris le travail que dans une ville, Misk.

Est-ce un début, malgré tout, de succès pour M. Silyukov ? L'agence Tass elle-même ne paraît guère y croire. Partout l'accent est mis sur la poursuite et le développement du mouvement et il suffit pour le comprendre de citer la liste des avantages matériels déjà octroyés par les autorités à la ville de Prokopyevsk.

Annuellement, Prokopyevsk recevra un supplément de dix mille tonnes de sucre, trois mille de viande et cinq millions de boîtes de lait, mille de thé et cent de café et

cacao : en 1989, dans la deuxième puissance du monde, soixante-douze ans après une révolution dite prolétarienne, des ouvriers font grève pour du savon et de la viande.

Il y a beaucoup à faire, pas seulement pour les mineurs, et l'on comprend donc que M. Gorbatchev ait annoncé, mardi, qu'il se résolvait à combler un peu le vide des étalages en consacrant 10 milliards de roubles (environ 16 milliards de dollars, soit quelque 103 milliards de francs au cours officiel) à l'importation de produits de première nécessité. Le secrétaire général suit là les conseils pressants de plusieurs des économistes de son entourage, mais on ignore pour l'instant s'il s'est aussi résolu à recourir pour cela à l'emprunt sur le marché international.

Droit de tendance

Le premier ministre, M. Rykov, s'y était dit opposé le mois dernier. Beaucoup d'économistes en étaient, en revanche, partisans, mais s'il y a là un très important élément de détente sociopolitique, l'essentiel du discours de M. Gorbatchev est ailleurs. Car cette sortie de l'Etat de siège à laquelle il a appelé le parti annonce avant tout un bouleversement radical de la vie politique soviétique puisque le secrétaire général vient de prendre position en faveur du rétablissement du droit de tendance.

L'atmosphère de discussions constructives et de débats autour de solutions alternatives qui prévaut actuellement, grâce aux efforts du parti, dans la société, oblige à une certaine logique dans la vie du parti », a-t-il en effet déclaré. « Nous n'avons pas besoin aujourd'hui d'une unité pour la montre, a-t-il poursuivi, (car) cette unité est aujourd'hui à la fois inutile et impossible. Une véritable unité ne peut être obtenue qu'à la condition que le parti garantisse la liberté de discussions, la liberté de débats sur une base alternative des problèmes de la politique du parti, et le droit pour la minorité d'exprimer son point de vue — y compris sur des décisions adoptées par la majorité à la condition obligatoire que la minorité se soumette à la majorité. »

L'expression, au sein du parti, de points de vue politiques alternatifs, l'existence d'une « minorité » et d'une « majorité » — en bon russe comme en bon français, cela s'appelle le droit de tendance, droit supprimé sous Staline mais dont on

n'aura aucun mal à prouver qu'il existait bel et bien sous Lénine.

A grandes enjambées, l'URSS marche à la fois vers le pluralisme organisé, car si ce droit de tendance ne concerne que le parti, M. Gorbatchev n'a cessé, mardi, de rappeler à son appareil l'existence d'organisations « informelles », de plus en plus nombreuses, et influentes et qui sont en passe, si le parti et les organisations officielles ne réagissent pas, de monopoliser la réalité de la vie politique.

« De fait », a-t-il ainsi déclaré, les membres des organes élus du parti se tiennent à l'écart des problèmes brûlants (en raison soit d'une inertie de la pensée, et la peur du nouveau [soit] des vieilles habitudes de tout décider dans les bureaux ». Il faut, estime donc le secrétaire général, « résoudre la question des cadres » en mettant aux postes dirigeants des partisans actifs et « réellement convaincus » de la perestroïka. Et il faut le faire sans traîner, car si l'on « ne peut pas briser des destins comme on briserait un bout de bois », s'il faut comprendre le « véritable drame » que vivent tant de cadres politiques, on ne peut « pour autant pas placer les intérêts de certains personnels plus haut que ceux du peuple et de la société ».

Comment alors « surmonter ce conservatisme injustifiable des comités du parti » ? Sans doute (mais cela, M. Gorbatchev ne l'a pas dit) en prenant contre eux le parti des grévistes et en sacant « quatre représentants respectés de la classe ouvrière », des hommes nouveaux, mais aussi en donnant (et cela, M. Gorbatchev le déclare) le feu vert à des conférences des organisations régionales du parti, en les appelant à utiliser toutes les possibilités d'autonomie et d'initiative que leur accordent déjà les statuts, en préchant les candidatures alternatives dans les élections internes, et en rappelant surtout l'échec.

Au printemps prochain auront lieu les élections des députés des soviets républicains et locaux. Si le parti n'a pas d'ici là fait son aggrégement, s'il n'a pas mis à sa tête des hommes populaires et actifs, ce sera la défaite que seul peut éviter le « dynamisme ».

La grève dure, s'étend, et il existe, dit M. Gorbatchev devant la crême de l'appareil, une « menace réelle d'affaiblissement du rôle dirigeant du parti », dont le Congrès sera avancé d'un petit semestre. On le tiendra à l'automne 1990.

BERNARD GUETTA

GRÈCE : le scandale Koskotas

M. Papandréou et quatre anciens ministres comparaitront devant une commission d'enquête

ATHÈNES
de notre correspondant

Le Parlement grec, issu des élections du 18 juin dernier, a adopté, dans la nuit de mardi à mercredi 19 juillet, à une large majorité, la proposition du parti conservateur « Nouvelle Démocratie » (soutenue par la coalition de gauche et du progrès), de former une commission d'enquête sur les responsabilités de l'ancien premier ministre socialiste, M. Andreas Papandréou, dans le « scandale Koskotas ». Il s'agit de l'affaire portant le nom du banquier-escroc, accusé d'avoir détourné 230 millions de dollars de la Banque de Crète et actuellement emprisonné aux Etats-Unis.

Les députés, qui se sont prononcés à bulletin secret, ont également décidé la comparution devant la commission de MM. Agamemnon Koutsyorgas, ancien vice-premier ministre et ministre de la justice, Georges Petros, ex-ministre des transports et des télécommunications, Panayotis Roumeliotis et Dimitri Tsoulas, qui occupaient respectivement les portefeuilles de l'économie nationale et des finances.

Le groupe parlementaire du Pasok (mouvement socialiste pan-hellénique) a suivi la consigne du rapporteur socialiste Christos Rokoyflos, ancien ambassadeur à Paris, qui avait demandé la comparution devant la commission de MM. Koutsyorgas et Petros, accusés de « corruption passive », mais s'est prononcé contre celle de M. Papandréou, Roumeliotis et Tsoulas. Le premier ministre sortant, qui n'a pas participé au débat, avait invité les députés socialistes à voter « selon leur conscience ».

La commission composée de douze membres devra déposer dans un délai d'un mois les éventuelles responsabilités des cinq anciens membres du gouvernement. Aux termes de la loi sur la responsabilité des ministres établie pendant la dictature (1967-1974) et toujours en vigueur, des procédures pénales pourront ensuite être engagées contre les présumés coupables.

Au cours du débat de deux jours, les conservateurs et les dirigeants de la coalition de gauche, qui ont formé ensemble un gouvernement provisoire « contre les scandales », ont souligné l'entière responsabilité politique de M. Papandréou dans l'affaire Koskotas et assuré qu'ils mèneraient à terme la « catharsis » (épuration) jusqu'aux élections, prévues en octobre. Pour le Pasok, le vote du Parlement constitue un « règlement de comptes ».

Devant l'assemblée bondée, M. Petros, accusé d'avoir touché des pots-de-vin de Koskotas, a clamé pendant une heure son innocence et demandé à la commission d'enquête de rechercher « l'homme-clé » (Andreas Papandréou, selon certains commentateurs grecs) qui a permis l'état des lieux à Koskotas de renflouer, avec les dépôts de trésores entreprises publiques, la Banque de Crète utilisée pour ses activités frauduleuses. M. Koutsyorgas, l'ancien numéro deux du gouvernement, soupçonné d'avoir reçu deux millions de dollars sur un compte suisse pour avoir couvert Koskotas, s'est contenté d'envoyer un mémoire aux parlementaires niant en bloc les accusations portées contre lui. MM. Roumeliotis et Tsoulas ont pour leur part démenti toute implication dans l'affaire.

La volonté de la Nouvelle Démocratie et de la coalition de gauche d'épurer la vie politique a déjà été marquée par la création, la semaine dernière, d'une commission d'enquête chargée d'examiner l'achat de mats yougoslaves par la Grèce en 1986 et revendu à la Belgique comme produit grec, une opération qui a rapporté deux millions de dollars et qui n'appartient sur aucun compte public. Un représentant du parti conservateur a par ailleurs annoncé que deux autres propositions allaient être déposées prochainement, l'une touchant les fournitures de matériel militaire — notamment l'achat de 40 F-16 et de 40 mirages 2000 — et l'autre, les écoutes téléphoniques et les contrats conclus par l'office des télécommunications (OTE).

DIDIER KUNZ.

Proche-Orient

IRAK

La reconstruction de Fao : une priorité pour le régime

Un an après que l'Irak ait accepté de cesser les combats contre l'Iran, qui ont effectivement pris fin en août 1988, et sans attendre que la paix soit consolidée, le régime de Bagdad a fait de la reconstruction de Fao, presque totalement détruite et toujours à portée des fusils iraniens, une priorité pour laquelle il n'a pas hésité sur les moyens.

FAO
de notre envoyée spéciale

50°C à l'ombre et un soleil sans pitié achèvent de craquelier, sur les 100 kilomètres qui séparent Bassorah de la pointe de la péninsule de Fao, les formidables défenses en terre édifiées tout au long des huit années de la guerre du Golfe par les soldats irakiens, puis iraniens, et de nouveaux irakiens. Profondes tranchées, casemates à moitié enterrées, trous individuels pour se protéger des obus, ont dévasté la plaine déséchée qui s'étend à perte de vue sur la droite de la route qui conduit à Fao. A gauche, les rares palmiers encore debout dissimulent le Chatt-el-Arab, cet estuaire frontalier contesté par Bagdad et Téhéran. La fumée de la seule cheminée qui brûle dans la raffinerie d'Abadan et les mâts rouillés des bateaux qui émergent devant le port de Khorramchahr sont terriblement proches.

De Fao, débouché maritime de l'Irak sur le Golfe, il ne reste quasiment rien, et, comme l'affirme un officiel irakien, « ici, c'est plus facile de reconstruire qu'à Bassorah car on part de zéro, tout est à refaire ». Deux mosquées aux minarets soûlés par la mitraille, aux murs criblés, resteront cependant pour l'histoire le témoignage de la « férocité iranienne ».

Démarrée officiellement le 25 juin dernier, la reconstruction de Fao, évacuée dès le début de la guerre par ses quelque 50 000 habitants, devrait, comme celle de Bassorah, être menée tambour battant. Les plans pour une nouvelle ville de 40 000 habitants ont été dressés. Pour l'instant, c'est une nouvelle armée d'ingénieurs et d'ouvriers qui s'affaire dans la chaleur épuisante de l'été. Des centaines de bulldozers, excavatrices, pelleuses sont soigneusement alignées, des porte-chars convertis servant à les transporter.

Un peu partout, de grands tableaux noirs rappellent, s'il en était besoin, aux visiteurs accompagnés (car le périmètre de Fao reste toujours soumis à autorisation) ce que fut cette bataille. « Voici la terre où le sang de 52 948 Irakiens a été versé de septembre 1980 à avril 1988 pour la défense et la libération de Fao. Ici aussi, plus de 120 000 envahisseurs iraniens ont été tués pour essayer en vain de maintenir l'occupation de cette terre, du 9 février 1986 au 17 avril 1988. Cette terre a été la cible de plus de 10 millions d'obus tirés par les deux côtés », y est-il écrit en lettres d'or.

Sur les bords du Chatt-el-Arab, un pont de tubes métalliques à moitié détruit reste l'un des seuls vestiges des travaux entrepris par les Irakiens pendant leur occupation. A quelque 400 mètres du rivage, au milieu du fleuve, flotte d'ailleurs le drapeau de la République islamique iranienne, et les sentinelles de Téhéran observent sans inquiétude leurs collègues irakiens, eux aussi démunis.

Dans la volonté farouche de reconstruction de Fao, pour laquelle le président Saddam Hussein a mobilisé, d'une part, tous les Irakiens — par décret, ceux-ci ont été appelés à y participer, soit physiquement, soit financièrement, et le Baas y veille, — d'autre part, tous les pays arabes, invités au moins à envoyer une pierre symbolique, il faut sans doute voir un quadruple message.

Symbolique pour l'Irak de sa victoire sur l'Iran — le 17 avril, jour de la reprise de Fao, est désormais férié, — la participation obligatoire des Irakiens peut être considérée comme un moyen de les associer à la victoire d'une guerre qui n'a pas toujours été très populaire, même si le nationalisme a joué un grand rôle à partir de 1982.

Le « danger perse »

Le deuxième message aux Arabes est clair, et les brochures distribuées à l'occasion du lancement de la campagne de reconstruction, sont sur ce point, sans ambiguïté : l'Irak a défendu par le sang de son peuple les Arabes du « danger perse ».

Cette dette de sang, Bagdad ne cache pas sa volonté de la faire payer, d'abord au Koweït et à l'Arabie saoudite, ses principaux créanciers (30 milliards de dollars), et

sans doute aussi politiquement, dans la mesure où les dirigeants irakiens estiment avoir prouvé leur capacité à sauvegarder les intérêts arabes.

En troisième lieu — les médias irakiens l'ont aussi largement souligné — la reconstruction de Fao est la preuve éclatante de la volonté irakienne d'enterrer la hache de guerre. « Nous avons reconstruit Bassorah, qui est à portée des canons iraniens. Nous construisons Fao, qui est à portée des fusils iraniens. Nous voulons ainsi souligner à l'Irak que le moment est à la vie et à la construction, et non à la destruction », déclarait récemment le président Saddam Hussein.

Enfin faut-il sans doute et surtout voir dans la reconstruction de Fao,

lesquels s'abritaient les soldats. Quarante-dix statues environ, représentant chacune un héros de la guerre, le bras droit pointé vers l'Iran, pour rappeler, dit-on, que le danger vient de là, vont être installées tout le long de la jetée. Dans le Chatt, à cet endroit incontestablement irakien, les bateaux coulés ont disparu, et toute cette partie, draguée et nettoyée, a été rendue aux baigneurs ou aux pêcheurs qui jettent leurs lignes au crépuscule. Dans les grands hôtels rouverts, les hommes d'affaires de toutes nationalités se pressent à la recherche du contrat dont ils devront toutefois trouver le financement.

Avec l'impulsion donnée par les travaux de réhabilitation, Bassorah

les mois à venir, nul ne s'aventure non plus à prédire ce qui pourrait arriver dans quatre ou cinq ans, le temps minimum pour l'Irak de se refaire un peu. La question de la souveraineté du Chatt-el-Arab demeure, et ce différend entre Bagdad et Téhéran ne paraît pas près d'être réglé, s'il ne l'est jamais.

L'accès au Golfe

C'est aussi pour cela que l'Irak a fait de gros efforts pour développer ses deux ports d'Umm-Qasr et Zubair, rouverts immédiatement après le cessez-le-feu et qui devraient, en début de 1990, selon des sources irakiennes, rivaliser en capacité avec celui de Bassorah avant la guerre. Des travaux de dragage des canaux de Khor-el-Zubair et de Khor-Abdallah, entre l'Irak et les îles koweïtiennes de Jazirat et Bubiyan, ont été entrepris pour permettre l'accostage de plus gros bateaux. Le 3 avril dernier, un cargo a quitté Zubair en emportant des produits pétroliers issus de la raffinerie de Bassorah, qui a recommencé à tourner avec une capacité de 3,5 millions de tonnes de pétrole léger.

En fait, tout le sud de l'Irak, la région la plus éprouvée pendant la guerre, est un vaste chantier sur lequel se concentre l'essentiel de l'effort de reconstruction. Si l'armée irakienne demeure, bien évidemment, très vigilante à la frontière, elle n'est pas visible. Tout ce qui rappelle un peu son qu'il y a moins d'un an, était concentré le plus dense réseau de défense irakien à Bassorah. Ouvert le jour même de l'entrée en vigueur officielle du cessez-le-feu, le 20 août 1988, l'aéroport international de Bassorah, construit par des Allemands de l'Ouest pendant la guerre, n'accueille pour l'instant que les avions d'Iraq Airways qui relient trois fois par jour la capitale du Sud à Bagdad.

S'il ne s'agit pas d'oublier la guerre (les monuments qui la rappellent sont légion), l'Irak entend reconstruire au plus vite son développement d'après-guerre. Le coût de huit ans d'un conflit qui a profondément marqué la population.

FRANÇOISE CHIPAUX.

● IRAN : treize nouvelles pendaisons. — Treize personnes, reconnues coupables de trafic de stupéfiants par les tribunaux islamiques, ont été pendues en public, mardi 18 juillet, en Iran, a annoncé Radio-Téhéran. Ces nouvelles exécutions portent à 743 le nombre de trafiquants de drogue qui ont été pendus dans le pays depuis l'entrée en vigueur, le 21 janvier, d'une loi anti-stupéfiants particulièrement sévère. (AFP).

Diplomatie

La visite de M. Roland Dumas au Maroc

M. Mitterrand rencontrera Hassan II avant la fin de l'année

La visite de quelques heures que le chef de la diplomatie française, M. Roland Dumas, a effectuée, mardi 18 juillet à Rabat, a permis de poser les jalons d'une rencontre au sommet entre le président en exercice de la CEE, M. Mitterrand, et le président de l'Union du Maghreb arabe, le roi Hassan II, qui détiennent tous deux leurs fonctions jusqu'à la fin de l'année. M. Dumas a évoqué avec le souverain marocain les conditions et les dates d'une telle rencontre, qui, selon les termes du ministre, sera la première du genre et « donnera le ton » pour les rapports entre les deux entités.

Selon M. Dumas, « une des tâches de la présidence française sera d'assurer et de développer les relations avec les autres grands ensembles du monde ». « L'Europe communautaire, s'il est souligné, voit d'un très bon œil le rapprochement des pays du Maghreb », qui « facilitera les études et les réalisations de projets d'intérêt commun ».

Un sujet du Liban, le ministre a réaffirmé que la France « continuait de soutenir la légitimité du comité tripartite arabe », composé du roi Hassan II, du président algérien Chadli Bendjedid et du roi Fahd

d'Arabie. Il a aussi tiré avec ses interlocuteurs marocains les leçons du sommet de Sept, notamment en ce qui concerne le problème de la dette et le projet d'observatoire des zones sahariennes destinées à lutter contre la désertification au Maghreb et au Sahel.

M. Dumas, qui était accompagné du secrétaire d'Etat, M. Thierry de Baucq, a fait le point sur les relations bilatérales. Les deux ministres ont assisté à la résidence de l'ambassadeur de France à une réception donnée en l'honneur du fils cadet du roi Hassan II, le prince Moulay Rachid, à l'occasion de son succès au baccalauréat français. — (AFP).

Progrès entre Washington et Moscou sur le désarmement chimique

Bien que le président Bush ait démenti, dans un entretien avec les journalistes qui l'accompagnaient à son retour d'Europe, mardi 18 juillet, qu'un accord soit en vue avec Moscou sur le désarmement chimique, il a tout de même tenu à préciser que, « en matière de désarmement chimique, il se confirme que les négociations américaines et américaines ont sérieusement progressé ces dernières semaines dans la mise au point d'un projet de traité bannissant les armes chimiques et prescrivant leur destruction dans un délai de dix ans. Selon un porte-parole du département d'Etat, des « progrès significatifs » ont été accomplis par la rédaction « presque terminée » de « deux textes conjoints ».

Le New York Times a cité de son côté, mardi, M. Friederich, principal négociateur américain sur ce dossier, affirmant : « Nous sommes

parvenus à un accord sur une proposition très complète et détaillée concernant la procédure d'inspection surprise ». Ces inspections, dites « par défi », c'est-à-dire imposées dans un très court délai à la partie inspectée, seraient possibles même sur les lieux de production et de stockage ne figurant pas sur les listes de sites échangées lors de la conclusion du traité. Elles poseraient de ce fait certains problèmes constitutionnels aux Etats-Unis.

Un désaccord subsiste toutefois sur la date à laquelle les parties échangeraient ces informations : l'URSS souhaite que cet échange ait lieu au moment de la signature d'un traité, les Etats-Unis avant sa conclusion, afin de pouvoir procéder au préalable à des contrôles. En cas d'accord entre les deux grandes puissances, le projet sera soumis aux

quarante Etats membres de la conférence de Genève sur le désarmement.

Des ordinateurs AT pour les pays communistes

Par ailleurs, Washington a décidé de lever les restrictions à la vente aux pays communistes d'ordinateurs de type AT compatibles, a annoncé, mardi, le secrétaire américain au commerce. Cette décision, s'il est précisé, s'inscrit dans l'esprit du voyage de M. Bush en Pologne et en Hongrie et elle sera proposée aux dix-sept pays membres du COCOM, le comité de contrôle des exportations occidentales vers l'Est. Les firmes américaines ont vendu l'an dernier six millions d'ordinateurs AT compatibles, dont 2,7 millions (pour une valeur dépassant 1 milliard de dollars) ont été exportés vers les pays occidentaux. — (AFP).

Deux Iraniens recherchés pour l'assassinat d'Abdel Rahman Ghassemlou

La police autrichienne a lancé des mandats d'arrêt contre deux Iraniens qui seraient impliqués dans l'assassinat, jeudi dernier à Vienne, de trois dirigeants kurdes, dont le secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI), Abdel Rahman Ghassemlou, a-t-on indiqué, mardi 18 juillet, de source policière. La police avait appréhendé, sur les lieux du triple meurtre, un Kurde iranien qui avait affirmé se trouver à Vienne pour participer à la réunion au cours de laquelle les trois dirigeants kurdes ont été tués (Le Monde daté 16-17 juillet). Lors de son assassinat, Ghassemlou était en pourparlers avec un ambassadeur iranien détenteur d'un passeport diplomatique, lui-même blessé dans la fusillade.

Ce Kurde iranien, dont certains opposants au régime islamique disent qu'il est un « agent » de Téhéran, avait été relâché. Il est maintenant l'objet d'un mandat d'arrêt, de même qu'un autre ressortissant iranien. L'ambassade d'Iran a indiqué mardi soir que l'un des deux hommes recherchés se trouvait dans ses locaux, où les policiers autrichiens peuvent venir l'interroger.

L'Iran a accusé l'Irak d'être responsable de l'assassinat d'Abdel Rahman Ghassemlou, tandis que Bagdad, ainsi que le PDKI et les Moudjahidines du peuple (deux mouvements ayant leur quartier général en territoire irakien), en ont imputé la responsabilité à Téhéran. — (AFP).

POINT DE VUE

Qui défendra demain les Kurdes ?

par Bernard Kouchner
secrétaire d'Etat
à l'action humanitaire

Le même jour qui vit s'envoler les colombes, devant trente-deux chefs d'Etat, au-dessus du pavé du Trocadéro consacré aux droits de l'homme, un commando assassinait à Vienne un des meilleurs militants de ces mêmes droits, un homme de paix que la défense de son peuple avait obligé à la guerre.

Il aurait aimé cette cérémonie de Paris, Abdel Rahman Ghassemlou, il aurait seulement demandé, avec l'air doux et ironique qui lui appartenait, que l'on veuille bien aussi penser aux populations kurdes en communiant dans le culte nouveau.

A. R. Ghassemlou le Kurde, dont le corps est criblé de balles, ne verra jamais la fin de son combat, les victoires de ces peshmergas, les persans kurdes, et le succès de Fîdî, simple après tout, d'une autonomie du Kurdistan.

Ceux qui ont connu cet homme ne se consolent jamais de son exécution. Il y a aujourd'hui sur la terre un combattant de moins pour la démocratie. Ce sont toujours les meilleurs, que l'on tue aux quatre coins sanglants du monde. Après Sadat, après Sadegh Ghotbzadeh, Issam Sartout, après Baidin Majruh, après Jean-Marie Tjebou, on n'ose pas s'imaginer Ghassemlou. Tout ça, c'est de la Nouvelle-Calédonie à l'Algérie, de la Palestine à l'Iran et à l'Egypte, avaient en commun d'être libres, décidés et pacifistes.

Qui défendra demain ces Kurdes morcelés maintenant que Ghassemlou est mort ? Personne ne veut de ces combattants obstinés à sauver une culture et un mode de vie millénaire, à conserver cette démocratie villageoise qui s'écroule, d'un ism modéré. Ghassemlou, révolutionnaire démocrate et guerrier humain, disait : « On ne s'intéresse pas aux Kurdes parce qu'ils ne pren-

nent pas d'otages et j'en suis fier, parce qu'ils n'assassinent pas de prisonniers, parce qu'ils ne détournent pas d'avion. » Avec vingt-cinq millions d'habitants, c'est le plus grand des peuples sans terre, brisé par cinq frontières qui obligent les Kurdes, pour assumer un destin tragique, à changer d'alliance et parfois à s'affronter entre eux.

Ghassemlou m'avait raconté un jour en riant, dans sa petite cabane de trois pièces dont une bibliothèque, dans ces montagnes entre l'Iran et l'Irak, comment il avait fait libérer des otages français, des ingénieurs, contre de l'argent, des ingénieurs, et un petit combat, et comment la France ne lui avait jamais proposé de renvoyer la rançon. Il croyait, aux valeurs de la démocratie — ce mot qui devient le seul révolutionnaire au Nord comme au Sud — et proposait le dialogue au successeur de Khomeiny.

Il avait rendez-vous à Vienne, pour entamer des conversations de paix. Que lui soient, ses assassins ne voulaient pas qu'un kurde démocrate, cultivé, populaire — même si on le disait autoritaire au sein de son propre camp —, qu'un intellectuel libéral et progressiste puisse, faire pour un rôle dans l'Iran de demain au peuple kurde martyrisé.

Il reste aux amis de Ghassemlou à lui laisser des funérailles dignes de son combat. Elles auront lieu en France, pays que Ghassemlou considérait comme sa patrie naturelle après l'Iran. Il est bien que, chez nous, tous les assés de justice sachent qu'un homme de haute stature et de grande humanité vient d'être assassiné. Ils lui feront une haie d'honneur et viendront le saluer une dernière fois jeudi matin au cimetière du Père-Lachaise.

200 000 Français alors mentir le rude proverbe de ces hautes vallées qui affirme que le peuple kurde n'aura jamais qu'un seul ami : ses montagnes.

ISRAËL

Les syndicats se mobilisent contre le chômage

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Cela faisait plus de vingt ans que le chômage en Israël n'avait pas atteint de tels records : plus de 9 % pour l'ensemble du pays, selon des statistiques fournies par l'Agence nationale pour l'emploi. En tout, quelque 140 000 Israéliens sont sans travail. Des chiffres d'autant plus graves que la répartition des chômeurs ne se fait pas de manière uniforme. Dans certaines localités, notamment les villes dites « de développement », le chômage dépasse les 11 % et le nombre d'usines qui ferment leurs portes est en constante augmentation. Ce sont les jeunes qui sont le plus touchés par la crise et, en particulier, les soldats récemment démobilisés.

La Histadrout — la centrale syndicale — a décidé de lancer une campagne antic chômage en organisant, dimanche 23 juillet, une grève générale de deux heures et une manifestation de 8 000 chômeurs devant les bureaux de la présidence du conseil à Jérusalem, où sera réuni le conseil des ministres hebdomadaire. Le leader de la centrale syndicale, M. Israël Kassar, a violemment critiqué la « paresse du gouvernement » qui ne réagit pas face à la montée du chômage. Pour sa part, le ministre des finances, M. Shimon Peres (travailliste), ne partage pas l'inquiétude générale.

L'aggravation du chômage et la récession masquent l'assassinat de l'économie nationale, a-t-il dit lors d'un débat à la Knesset, mais on aperçoit déjà le bout du tunnel. Il

prévoit un train de mesures pour tenter de renverser la tendance à la hausse du chômage et éviter que la barre des 10 % ne soit franchie à l'échelon national. Des « travaux d'utilité collective » seraient notamment envisagés, tels que l'amélioration de l'infrastructure routière, avec un apport de 100 millions de dollars du gouvernement.

Les investisseurs étrangers seront, eux aussi, appelés à la rescousse et pourront jouir d'exonérations d'impôts sur une période de dix ans. L'accent sera mis sur la création d'industries nouvelles, sur la recherche et le développement. Par ailleurs, l'Agence nationale pour l'emploi a l'intention de modifier les critères pour l'octroi de l'allocation chômage. Il existe en effet en Israël quelque 20 000 postes à pourvoir, en particulier ceux laissés vacants par les travailleurs palestiniens des territoires occupés. Dans de nombreux cas, les chômeurs préfèrent toucher l'indemnité plutôt que d'accepter ce genre d'emploi.

Le débat sur le chômage doit être replacé dans son contexte politique. M. Peres avait choisi le portefeuille des finances au lendemain des élections de novembre 1988, en partie pour venir en aide aux kibboutzim et à l'empire industriel de la Histadrout en proie à des difficultés économiques et, dans certains cas, proches de la faillite. M. Peres regretterait ce choix, qui entame sérieusement sa popularité et, en outre, le numéro deux israélien chercherait à récupérer le portefeuille du ministre des affaires étrangères. — (Interim).

هكذا من الأمل

Amériques

PARAGUAY

La presse poursuit ses attaques contre M. Jacques Soustelle

ASUNCION
de notre envoyé spécial

Depuis trois mois, M. Jacques Soustelle tient la vedette au Paraguay. Il fait la « une » des journaux, provoque des colères ministérielles et sature de la part de l'opposition, des gros titres. La presse publie régulièrement la citation à comparaître qui lui a été adressée par un magistrat d'Asuncion pour « délit contre l'administration publique » et « le patrimoine des personnes » — rapellant que, s'il ne se présentait pas, il serait déclaré « rebelle et contumace ». Le directeur du très sérieux quotidien *Ultima Hora* dit, en ne plaisantant qu'à moitié, que le pays devait lui faire payer une partie de sa dette extérieure. On le prend pour bon émissaire de tous les investisseurs français présents au Paraguay depuis plusieurs années. « Vous croyez à Satan ? nous demande un haut fonctionnaire. Nous, nous y croyons. Il y a cinq siècles, les colons ont séduit les habitants de ce pays avec des colifichets. Vous, les Français, vous nous avez attirés avec votre argent. »

Ce n'est pas la première fois que M. Soustelle fait ici parler de lui. Quand le général Alfredo Stroessner était au pouvoir, il était un de ses visiteurs attitrés ; il faisait son siège dans les gazettes locales. Sa culture, son bagout étaient appréciés, son entêtement aussi. Il n'avait pas son pareil pour « planter les difficultés qui s'opposaient à la coopération franco-paraguayenne » telle qu'on l'entendait alors à Asuncion et rue de Rivoli, au ministère des finances.

L'affaire qui vaut à M. Soustelle d'être ainsi mis en cause remonte à 1961. Cette année-là, des entreprises françaises ont commencé la construction d'une cimenterie, qui a toutes les allures, aujourd'hui, d'un « éléphant blanc », comme on désigne en Amérique latine les ouvrages ruineux et démesurés. Il avait été le principal négociateur du projet. Il en a été aussi l'« ambassadeur » constant auprès des autorités paraguayennes. Chaque fois qu'il s'agissait de réclamer de l'argent. C'est à propos de cette cimenterie que le nouveau ministre de l'Industrie, M. Antonio Zuccolillo, a porté plainte, pour « fraude » et « escroquerie ».

A lire le dossier, on constate en tout cas que M. Soustelle semble ne s'être pas contenté de « faire des voyages » et de « faciliter des contacts », comme il le dit. A la tête d'une Société d'études pour les recherches internationales, domiciliée 209, bd Saint-Germain, et qui comptait le général Billotte parmi ses dirigeants, il était la tête de pont de divers intérêts français au Paraguay — pays auquel, d'ailleurs, il ne limitait pas sa prospection. Ses télégrammes, ses lettres au général Stroessner et à d'autres responsables en témoignent : il s'est démené ferme, pendant plusieurs années, pour obtenir des contrats en faveur des entreprises et des banques qui utilisaient ses relations.

PANAMA

Le gouvernement et l'opposition ont entamé des discussions

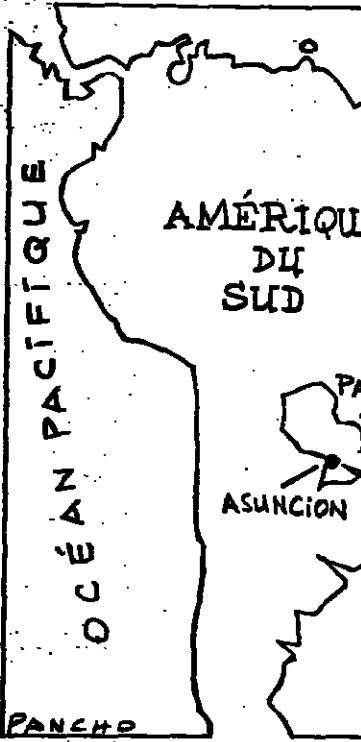
L'opposition au régime du général Manuel Antonio Noriega, le gouvernement et l'armée ont entamé dimanche 16 juillet, à la suite d'une médiation de l'Organisation des Etats américains (OEA), des discussions destinées à résoudre la crise politique que connaît le Panama depuis l'annulation des élections du 7 mai dernier. Les représentants de l'Alliance démocratique de l'opposition civique (ADOC), de la coalition de libération nationale (COLINA, au pouvoir), le président Manuel Solís Fariñas et les Forces de défense panaméennes, ont commencé ce dialogue « sous ordre du jour et avec l'engagement de ne exclure aucun sujet », a indiqué la mission de médiation de l'OEA, dirigée par le chef de la diplomatie équatorienne Diego Cordovez.

Les principaux points à aborder dans ces discussions concernent l'avenir du général Noriega, les modifications de la loi sur les forces armées, le retour des militaires dans leurs casernes, le nouveau gouvernement qui prendra place le 1^{er} septembre, les sanctions économiques décrétées par les Etats-Unis l'année dernière, le retour des exilés, la réouverture de sept médias panaméens fermés depuis février 1988 et la libération d'environ trente prisonniers politiques. (AFP.)

I.T.S. Langues

LES PROFESSEURS
ENSEIGNENT
LEUR LANGUE
MATERNELLE
ANGLAIS - ESPAGNOL
PORTUGAIS - BRÉSILIEN
NOTES OBJECTIFS : donner au stagiaire une bonne maîtrise de la langue ainsi que des codes propres au pays avec lequel il sera en relation.

A la fin des années 70, il a eu vent du projet de cimenterie. Le Paraguay produisait alors 200 000 tonnes de ciment par an. Il lui en faut davantage au moment où se construit, avec le Brésil, le barrage géant d'Itaipu et où il est prévu de réaliser avec l'Argentine un ouvrage du même genre. Une nouvelle usine est programmée, qui produira 600 000 tonnes supplémentaires. M. Soustelle propose d'en confier la construction au Bureau central d'études pour l'équipement d'outre-mer (BCEOM), à la tête d'un consortium d'entreprises qui a la banque Worms pour chef de file financier. Les investisseurs obligés, pour cette affaire, sont le ministre de l'Industrie, M. Delfin



Ugarte Carrion, et le président de l'Industrie nationale du ciment, M. Ramon Centurion Nunez. M. Soustelle entreprend de les séduire. Il les invite plusieurs fois à Paris.

On ne lésine pas sur les frais : un jour, M. Ugarte Carrion annonce son arrivée. « Pourriez-vous me réserver ma chambre... et le Lido ? », demande-t-il à son amphitryon. Arrive le jour des conversations sérieuses. L'opération doit être menée avec des pressions et la garantie du gouvernement français. M. Soustelle conseille au ministre paraguayen de demander le maximum aux fonctionnaires du Trésor ; il lui souffle ses arguments, en rédigeant un pense-bête à son intention.

La construction de l'usine se heurte à de nombreuses difficultés. Les travaux sont arrêtés pendant près d'un an : les Paraguayens se font tirer l'oreille pour payer. M. Soustelle dit que de tels retards font le plus mauvais effet à Paris, qu'ils le mettent dans une situation délicate, lui, le défenseur du Paraguay, et qu'ils risquent de compromettre les relations entre les deux pays. Quand, enfin, l'argent est débloqué, nouveaux télégrammes, cette fois pour dire que les relations franco-paraguayennes sont revenues au beau fixe, et pour proposer de nouveaux projets. De l'électrification du Chaco (la région semi-désertique du Nord) à la construction d'une raffinerie de pétrole, de silos et d'une voie ferrée : M. Soustelle ne manque jamais d'idées.

Ce n'est pas ce que les Paraguayens lui reprochent. Ils l'accusent surtout d'avoir lésé, avec ses partenaires paraguayens, les finances de leur pays. M. Zuccolillo parle même de « rapine » à propos de ses prédécesseurs et de leurs « complices » français.

Bien avant que la dictature de Stroessner ne soit renversée le 3 février dernier, la cimenterie était déjà un sujet de polémique. L'opposition trouvait anormal que le contrat ait été signé sans appel d'offres, pour un projet cité en main. Etant donné la vénalité des dirigeants, une telle procédure permettait, en effet, toutes les irrégularités.

On sait aujourd'hui qu'un groupe américain avait fait une proposition moins chère que celle des Français : la Banque mondiale avait, elle, présenté un projet apparemment mieux étudié. Le coût de l'ouvrage a gonflé au fil des ans. Le devis initial était de 112 millions de dollars, mais le contrat a été signé pour 162 millions ; et le coût final, selon les autorités, a été d'environ 250 millions. M. Zuccolillo affirme qu'avec les intérêts des emprunts contractés, la cimenterie reviendra à 450 millions de dollars, dont plus de la moitié restent à payer.

Dans cette affaire, l'Etat paraguayen a été volé, selon lui, de 100 millions de dollars : « Il y a eu surfacturation du

matériel », dit M. Zuccolillo. *Surveillance du fret. Des dépenses ont été inventées, des egos exorbitants ou injustifiés ont été prélevés. Il y a eu escroquerie de tous les côtés ! J'ai demandé des éclaircissements au gouvernement français ; il ne me les a pas fournis.*

Une boîte aux lettres
Le ministre paraguayen de l'Industrie reconnaît qu'il n'est pas en mesure, pour l'instant, de prouver toutes ses accusations. Il en est une, en revanche, qu'il se fait fort de démontrer et qui motive sa plainte en justice : elle concerne le détournement de quelque 38 millions de dollars au bénéfice d'une société-écran domiciliée en Suisse. Une société que M. Soustelle est accusé d'avoir montée pour la circonstance. En 1980, il apparaît comme son représentant officiel dans un protocole signé à Paris. Enregistrée au Panama, sous le nom de LABCO (Latin American Building Company), et domiciliée à Lausanne, cette firme n'était en fait qu'une boîte aux lettres, par où devait transiter la commission de 9% que M. Soustelle et les dirigeants du consortium avaient décidé de prélever sur le montant des travaux, pour la distribuer à des personnes bien placées.

Des sommes sont effectivement passées par la LABCO : 16 millions de dollars pour une assistance juridique, administrative et d'ingénierie qu'aurait prêtée cette société fantôme ; tout cela semble aux Paraguayens une fiction. Certaines factures ont même été présentées pour des frais de siège du consortium en France. Quand l'ouvrage a été terminé, les Français ont demandé à l'Etat paraguayen d'acquiescer des impayés en empruntant la même filière : 22 millions de dollars pour des arrets de travaux et des retards de paiement (qui se sont réellement produits) tout en réclamant le versement avec une belle-appeau.

La nouvelle cimenterie est prête depuis trois ans. Avec l'agrandissement d'une autre installation, le Paraguay est en mesure de fabriquer 1 million de tonnes de ciment par an. Il ne le produit pas, car il n'en consomme guère plus de 300 000 tonnes. Pourtant le barrage de Yacireta, en cours de construction avec les Argentins sur le Parana, permettrait de faire marcher l'usine au mieux de sa capacité. Mais c'est le ciment des voisins qui est employé. On dit à Asuncion que M. Ugarte Carrion a « touché » deux fois des Français, pour bâtir la cimenterie, et des Argentins, pour éviter de l'utiliser !

Une autre affaire, où le nom de M. Soustelle n'apparaît pas, met en cause les engagements économiques de la France au Paraguay. Il s'agit, cette fois, d'un hôpital. En 1983, le ministre de la Santé de Stroessner, M. Godoy Gimenez, avait confié à la Société générale d'entreprise-construction la réalisation de « l'hôpital le plus moderne d'Amérique du Sud » : sans appel d'offres, à sa guise, avec des prêts liés, pour un projet clé en main.

Les Français ont travaillé consciencieusement. Ils ont construit un établissement qu'on verrait très bien, à Paris : 570 lits — extensibles à 630, — une salle de conférences de 1 000 places, un équipement radiologique et chirurgical dernier cri, un pavillon d'accueil pour les familles, la climatisation dans les chambres, etc. L'Hôpital national — c'est son nom — est insolite non seulement par ses proportions, s'agissant d'un pays aussi modeste que le Paraguay (3,9 millions d'habitants), mais surtout par sa localisation : il se situe en effet à quelque 40 kilomètres d'Asuncion, en rase campagne. Il a fallu construire une route de 13 kilomètres pour y accéder. Il a coûté cher, très cher : le devis initial était de 63 millions de dollars. De dépassement en dépassement, on en est aujourd'hui à 100 millions, « ce qui met le lit à un prix exorbitant », estime un expert français. Tout, ou presque, a été importé, « même les boulons et les vis selon notre interlocuteur. » Pour chaque importation, un fonctionnaire paraguayen touchait une commission. Les autorités ne savent pas comment elles pourront payer les emprunts contractés, ni même si elles pourront mettre le mastodonte en service, car son fonctionnement coûtera au bas-mot 10 millions de dollars par an.

Un établissement plus modeste, situé en ville, aurait certes mieux convenu au pays. Mais pas à l'ancien ministre de la Santé, qui disait tout haut que l'hôpital était son « affaire », un mot qu'il considérait d'interdiction dans toutes ses acceptations. Aujourd'hui, ce ministre est en prison pour enrichissement illicite — de même que son ancien collègue de l'Industrie et l'ex-président de la cimenterie. L'Etat français, mis en accusation, et responsable — par ses prêts et sa garantie — d'une bonne partie des investissements, ne parvient pas à récupérer ses créances. Les arriérés de paiement se montent déjà à 45 millions de dollars pour la cimenterie. M. Zuccolillo menace de ne pas payer le reste de la dette, illégalement contractée, selon lui.

Quand Stroessner était au pouvoir, des opposants avaient protesté contre les « bonnes affaires » que la France réalisait dans leur pays, en profitant des facilités offertes par un régime fasciste et corrompu. Ils étaient d'autant plus étouffés que des socialistes étaient au pouvoir à Paris. L'un des protestataires, M. Francisco José de Vargas, membre d'une organisation humanitaire, le Comité des Eglises, raconte qu'avec ses compagnons il était allé à deux reprises à l'ambassade de France ; chaque fois, il a été éconduit.

CHARLES VANHECKE
[Rappelons que M. Soustelle avait opposé, le 7 mai, un « démenti formel aux accusations calomnieuses diffusées » contre lui au Paraguay et s'était « réservé d'y répondre par toutes les voies de droit ». Il s'était « écarté d'être mis en cause à propos de règlements de comptes particuliers ». Il avait reconnu avoir « facilité l'importation de BCEOM, organisme d'Etat français », parce qu'il constituait « beaucoup de monde dans ce pays, au point c'est tout ». « Je n'ai pas touché l'argent », ajoutait-il. « J'ai fait des voyages, des séjours (...), être accusé de détournement est de la folie furieuse... »]

De l'ethnologie à la politique

M. Jacques Soustelle, aujourd'hui âgé de soixante-dix-sept ans, a toute sa vie entremêlée une brillante carrière intellectuelle et une trajectoire politique heurtée. L'Amérique latine a constamment été au cœur de ses préoccupations : des premières missions scientifiques qu'y mène, dans les années 30, le jeune normalien agrégé de philosophie, docteur ès lettres et diplômé d'ethnologie, aux tribulations récentes au Paraguay, en passant par des missions pour les Forces françaises libres, depuis Londres, à partir de 1942.

Commissaire national à l'information à l'âge de 30 ans, il est nommé en 1943 directeur général des services spéciaux. Le 30 mai 1945, le général de Gaulle en fait son ministre de l'Information, puis des colonies. Après le retrait du chef de la France libre en 1946, il devient secrétaire général du RPF. Elu en 1951 député du Rhône, M. Soustelle, Montpelliérain, trouve à

Lyon une patrie d'accueil politique.

La guerre d'Algérie bouleversera sa carrière. Pierre Mendès France le nomme en janvier 1955 gouverneur général. Sa mission achevée, il quitte Alger au milieu d'une foule qui voyait en lui un défenseur contre les menaces de l'indépendance. Il mène pour « le salut et le renouveau de l'Algérie française ». Il croit que le retour au pouvoir du général de Gaulle permettra l'accomplissement de ce programme. Il est nommé ministre de l'Information, puis ministre délégué auprès du premier ministre Michel Debré. Lorsqu'il apparaît que la politique d'autodétermination finalement retenue par le général de Gaulle conduit l'Algérie hors du giron français, il fait connaître son désaccord. Il est exclu du gouvernement en février 1960 ; puis il quitte le parti gaulliste. Fin 1961, l'OAS (Organisation de l'armée secrète) part en guerre contre la politique d'« abandon » de l'ancien chef de

la France libre, et il doit quitter le territoire national ; un mandat d'arrêt est lancé contre lui fin 1962, alors que l'indépendance de l'Algérie vient d'être proclamée.

M. Soustelle restera près de cinq ans en exil. Amnistié, il rentre en France pour reprendre ses fonctions dans l'enseignement. Encore élu une fois député (non-inscrit du Rhône, en 1973), il échouera à se créer une position inébranlable à Lyon. Dès lors, il reviendra à ses premières amours : l'Amérique latine. A commencer par ce Mexique où il avait, jeune ethnologue, étudié les Lacandon, considérés comme des descendants des Mayas, à la frontière du Guatemala, et les Otomí, paysans du plateau central nahuatl ayant résisté à la tourmente culturelle de la Conquête.

Puis M. Soustelle a commencé de mettre au jour des archives et des nombreux contacts que ses brillantes recherches lui avaient permis de nouer dans le sous-continent.

RÉGINE DEFORGES

Une turbulente saga russe où ne manque aucun des ornements du grand roman historique à la Walter Scott : chevauchées dans la neige, hordes de loups, monceaux de fourrures, princesses ardentes et trahies, dames d'atour, rois tiraillés entre les exigences de la politique et d'innombrables pulsions physiques, non moins impérieuses...

Irène Frain, Paris-Match

roman 418 p. 98 F.

La plus grande histoire d'amour de cette année qui débute à presque un millénaire... Sous un titre qui déjà fait rêver, Sous le ciel de Novgorod, Régine Deforges nous la raconte avec un luxe de détails et une sensibilité romanesque qui sont l'apanage exclusif d'une femme, écrivain populaire de surcroît.

Yves Salgues, Jours de France

Aventures, amours contrariées, rivalités sanglantes, sabbats de sorcières à l'ombre des cathédrales... c'est le grand chambardement des âmes et de la fatalité tel que les aime Régine Deforges.

Françoise Ducout, Elle

FAYARD

Politique

Grandes manœuvres dans les petites formations

L'habit neuf du Parlement européen

M. Valéry Giscard d'Estaing a été élu, mardi 18 juillet, président du groupe libéral au Parlement européen, remplaçant ainsi M^{me} Simone Veil. Dans les petites formations — extrême droite, communistes, écologistes — les débats pour la constitution des groupes sont particulièrement vifs.

Le Parlement européen, dont l'installation aura lieu mardi 25 juillet à Strasbourg, prépare son habit d'Arlequin. Pour le moment, une seule chose est sûre : l'Assemblée des 518 élus des douze pays de la CEE aura, sauf coup de théâtre, un visage socialiste et espagnol, celui de M. Enrique Baron Crespo, ancien ministre du gouvernement de M. Felipe Gonzalez.

Ainsi en ont décidé les deux principaux groupes, le groupe socialiste, présidé par M. Jean-Pierre Cot (180 membres), et le groupe démocrate-chrétien (PPE), présidé par un Allemand, M. Egon Klepach (123 membres).

L'accord conclu entre ces deux formations prévoit que les socialistes laisseront la présidence à un démocrate-chrétien dans la seconde moitié de la législature, au début de 1992.

Cet arrangement devrait permettre à M. Baron Crespo d'être élu dès le premier tour de scrutin, alors qu'il y a deux ans et demi il avait été battu de quelques voix par le conservateur britannique lord Pym, président sortant.

Pour le reste, l'habillage du Parlement européen relève de la micro-couture, pour ne pas dire de la petite cuisine.

M. Valéry Giscard d'Estaing fera-t-il acte de candidature et s'opposera-t-il au candidat socialiste ? La question devait être tranchée mercredi 19 juillet. M. Giscard d'Estaing a été élu, mardi, président du groupe libéral, le troisième par ordre d'importance (49 membres). Il remplace à ce poste M^{me} Simone Veil qui s'est effacée et dont l'isolement était patent. Les six colistiers de M^{me} Veil appartiennent en effet... au PPE.

En l'absence de candidat démocrate-chrétien, l'ancien président de la République française apparaît comme le mieux placé des candidats potentiels de droite, personne d'autre n'étant entré en lice, jusqu'à présent, contre M. Baron Crespo. Mais le nouveau rapport de forces créé à Strasbourg par les élections de

juin ne lui laisse, en principe, aucune chance de succès.

M. Giscard d'Estaing n'est d'ailleurs pas parvenu à préserver la cohésion de sa propre équipe électorale. Jusqu'au dernier moment, le chef de file de la liste d'union UDF-RPR a œuvré pour que ses treize coéquipiers du RPR puissent siéger au sein du groupe libéral. En vain. Les libéraux portugais, espagnols et néerlandais se sont opposés à toute cohabitation avec les amis de M. Jacques Chirac. Ces derniers seront obligés de faire bande à part et ils ont reconstruit M. Christian de La Malène à la tête de leur propre groupe, le Rassemblement des démocrates européens (RDE), 20 membres dont 13 Français, 6 Irlandais du Fianna Fail, 1 Grec du DIANA).

A l'extrême droite, la cacophonie est encore plus grande. M. Jean-Marie Le Pen devait tenter une nouvelle fois, mercredi 19 juillet, au cours d'une réunion à Bruxelles, de sortir de l'impasse dans laquelle se trouvent ses sympathisants, compte tenu du refus des « républicains » allemands de M. Franz Schönhuber de siéger auprès des néo-fascistes italiens (MSI) de M. Giancarlo Fini. Le président sortant du groupe des Droites européennes se trouve ainsi confronté à un singulier cas de figure, puisqu'il doit trancher un litige aux racines historiques, les héritiers spirituels de Benito Mussolini étant accusés des pires turpitudes par ceux-là mêmes qu'en Allemagne on présente parfois comme les descendants politiques d'Adolf Hitler.

Plus de groupe communiste ?

Les élus communistes ne sont pas à la fête non plus. Il paraît même définitivement acquis que, d'où qu'ils viennent, ils ne s'intégreront plus communistes. Pour la première fois depuis le début des années 70, il n'y aura plus de groupe communiste au Parlement européen.

D'un côté, les vingt-deux députés élus sur la liste du Parti communiste italien (PCI) siègeront avec les quatre élus du Parti communiste d'Espagne (PCE), auxquels pourraient s'adjoindre un député grec et un député danois dans un groupe constituant les bases de l'eurogauche.

De l'autre, les sept communistes français formeront un second groupe, avec les trois communistes portugais et éventuelle-

ment trois (ou quatre) Grecs et un Irlandais du Nord. Ce groupe ne porterait plus l'étiquette communiste lui non plus, selon un membre de l'entourage du PCI.

Cet éclatement, qui se fait contre la volonté de M. René Piquet, « président » de la représentation communiste française au Parlement européen, porte un coup sérieux à l'image internationale du PCF, qui voit sa marginalisation nationale se porter désormais dans l'Europe en voie d'intégration politique. Un sujet que la direction du parti, ainsi que tous ses opposants — pro-européens ou anti-européens — ne manqueront pas de mettre dans la corbeille de préparation du prochain congrès du PCF, qui devrait, statistiquement, se dérouler entre les mois de février et de décembre 1990... pour le soixante-dixième anniversaire du secrétaire général, M. Georges Marchais.

Retournant le couteau dans la plaie communiste, le chef de file des députés socialistes européens, M. Cot, n'a d'ailleurs pas manqué de souligner qu'il considérerait les communistes italiens et espagnols comme des « partenaires privilégiés ».

Une seule éclaircie apparaît à la veille de l'ouverture de la nouvelle législature, du côté des écologistes. Les Verts européens sont enfin tombés d'accord, mardi 18 juillet, à Bruxelles. Leur groupe s'appellera les Verts au Parlement européen. Il sera composé, au minimum, de trente élus issus de sept pays. Les deux formations de base seront les Verts français, au nombre de huit députés (1), et les Grünen, leurs homologues allemands du Ouest. Également au nombre de huit. Les Italiens, venant de quatre composantes différentes, auront sept élus : trois Verts (« I Verdi »), deux représentants des Verts-Arc-en-Ciel, un préteur élu sur la liste Démocratie prolétarienne (DP) et un élu d'une liste antipollutionniste. Il y a aussi trois écologistes belges (deux Wallons et un Flamand), deux Néerlandais (Arc-en-Ciel), deux représentants des Verts portugais qui a été élu sur une liste de coalition présentée par le PC du Portugal, et un élu espagnol de la Gauche basque.

La solution adoptée, qui est finalement plus proche du schéma initial suggéré par les amis de M. Antoine Wacziarg, n'intègre pas dans le groupe des Verts européens les députés « anti-CEE » danois et les régionalistes, au nombre respectivement de quatre et de six, ainsi que le souhaitent les Verts allemands, à l'origine favorables à la formation d'un groupe élargi. Il manque actuellement deux élus aux « anti-CEE » et aux régionalistes pour constituer un groupe, dont l'existence semble, d'ores et déjà, très précaire.

Le groupe des Verts devait aborder la question de ses statuts mercredi, et se pencher notamment sur la structure de ses organes de direction. Il semble qu'un projet de coprésidence ou de cocrésidence soit dans ses cartons. Il permettrait, tout à la fois, de parvenir à une direction « homme-femme » et de ménager les rivalités politiques, par exemple entre les Français et les Allemands.

Selon un député écologiste, le groupe des Verts aurait plus de langage avec les socialistes pour « négocier » une vice-présidence du Parlement, mais il aurait été « pris de vitesse par le PC italien ». Cette information n'est pas confirmée dans l'entourage du PCI à Bruxelles.

L'habit neuf du Parlement européen ainsi rassemblée autour des deux pièces principales — la socialiste et la démocrate-chrétienne — sera-t-il assez seyant pour répondre aux besoins prosaïques de l'échéance de 1993 ? Il possède, en tout cas, un énorme avantage politique : il est à géométrie variable.

OLIVIER BIFFAUD, et MARIE-PIERRE SUBTIL.

(1) M. Max Simon, qui figure parmi les neuf élus de la liste européenne des Verts, siège ainsi qu'il l'avait annoncé avant le 18 juin, avec les régionalistes.

● RECTIFICATIF. — A l'occasion du conseil des ministres de mercredi 12 juillet, M. Jean-François Cuby a été nommé directeur (et non sous-directeur, comme nous l'avons écrit par erreur dans nos éditions du 14 juillet) de l'administration et des services extérieurs à l'administration centrale du secrétariat d'Etat chargé de la jeunesse et des sports.

Communication

Dans un rapport sur la programmation des salles

M. Brault souhaite pour le cinéma « plus de concurrence et de solidarité »

Comment redonner un peu d'oxygène à une profession engoncée dans ses corporatismes, ses rapports de forces, sa réglementation protectionniste et qui s'est mise peu à peu à fabriquer du droit commun de la concurrence ? C'est la question que tente de résoudre M. Dominique Brault dans le rapport sur la « réforme de la programmation cinématographique » qu'il vient de remettre au ministre de la culture.

Trois grands circuits ont, en France, la haute main sur la carrière des films (le Monde du 24 janvier). Gaumont, UGC et Pathé sont loin de posséder toutes les salles de cinéma, mais ils contrôlent, par un système d'entente, la programmation d'un millier d'écrans sélectionnés. Ils règnent sur tout sur 90 % des salles d'exclusivité parisiennes, celles qui sont indispensables au lancement d'un film, celles où se joue, en quelques jours, le destin d'une œuvre.

Face à cette redoutable concentration, les distributeurs ont baissé les bras : pour accéder aux « vitrines » parisiennes, ils abandonnent aux circuits la programmation nationale de leurs films. Victimes de cette position dominante, les exploitants indépendants ont du mal à s'approvisionner en films, à obtenir des copies en version originale, et les petits producteurs ne parviennent pas toujours à assurer une diffusion satisfaisante aux films jugés moins « grand public ».

À l'heure de l'année, M. Brault, président de la commission de programmation, et M. Jacques Vistel, médiateur du cinéma, avaient dénoncé les effets pervers de cette situation. L'affaire Pathé a précipité la crise : le troisième circuit de salles françaises, mystérieusement racheté par M. Gian-Carlo Pirelli, ne voulait pas se développer, comme les deux autres, dans la production et la distribution, et tendre son

contrôle de programmation à toute l'Europe ?

M. Jack Lang, qui avait déjà tenté de mettre un frein à la concentration en 1982, a alors confié une mission de réflexion à M. Brault. Après quelques mois de concertation avec les professionnels, ce dernier rend aujourd'hui son verdict : le cinéma français doit revenir dans le droit commun de la concurrence. Pas besoin pour cela, comme le réclamaient certains, de démanteler les circuits en les empêchant de cumuler les fonctions de programmeur avec celles d'exploitant, de producteur et de distributeur. Les effets d'une mesure aussi radicale déstabiliseraient Gaumont, UGC et Pathé, dont la santé économique est essentielle au dynamisme du cinéma français.

En finir avec une gestion corporatiste

M. Brault suggère plutôt aux pouvoirs publics de se servir des instruments qui ont fait leurs preuves dans d'autres domaines de l'activité économique. Le Conseil de la concurrence peut sanctionner les abus de position dominante et rétablir une situation plus saine dans les salles parisiennes. L'administration peut imposer une transparence minimale des contrats de location de films pour limiter les pressions et fournir des preuves à la justice en cas de recours.

Des mesures modérées mais qui impliquent, comme le rapport le souligne, de modifier profondément la loi de 1982. Celle-ci instituait une réglementation spécifique des ententes de programmation et confiait la régulation de la concurrence à une commission contrôlée, de fait, par les trois grands circuits. Pour protéger le cinéma contre ses propres dérives, explique clairement M. Brault, il est urgent d'en finir avec une gestion aussi corporatiste. Les ententes étaient soumises à autorisation ; elles seraient désormais libres, mais avec un strict

contrôle des abus de position dominante.

Même s'il professe un libéralisme rigoureux, M. Brault n'en estime pas moins nécessaire de protéger l'exploitation indépendante, « un des facteurs de revitalisation permanente du cinéma ». Les salles indépendantes n'ont-elles pas défendu la découverte et un « cinéma différent », comblé les attentes des cinéphiles avec des programmations d'art et d'essai et même exploré les formes modernes d'exploitation en lançant les multisalles, puis l'écran géant ? Mais face à la puissance économique des circuits et aux salles programmées par eux, les indépendants ont peu de chances de survivre.

Il faut donc, conseille M. Brault, corriger la stricte loi du marché par des mesures de « solidarité ». Pour que les films « à succès » ne restent pas l'apanage exclusif des salles programmées, la loi devrait obliger les distributeurs, les circuits et les salles qui leur sont liées à mieux partager les copies avec les salles indépendantes. Cette mesure est « quelque peu contradictoire avec l'esprit libéral de la réforme préconisée : le rapporteur suggère qu'elle soit votée à titre transitoire, en attendant une amélioration de la fréquentation cinématographique qui redonne sa fluidité au marché ».

Le rapport propose enfin quelques mesures d'accompagnement : donner plus de latitude aux salles pour baisser le prix des places, faciliter le regroupement d'exploitants indépendants dans des ententes de programmation, modifier les réflexes professionnels qui décident du maintien d'un film à l'affiche au seul vu des résultats d'entrées dans les salles parisiennes. La balle est désormais dans le camp du gouvernement. La modification des réformes proposées, l'intérêt que suscitent, à droite comme à gauche, les difficultés du cinéma, devraient inciter à proposer rapidement au Parlement un projet de loi.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Après la démission du directeur général de l'ACP

Le sort de la deuxième agence française en suspens

La démission de M. Michel Burton, directeur général de l'Agence centrale de presse (ACP), annoncée le 18 juillet, quelques minutes avant l'ouverture d'une réunion du comité d'entreprise (nos dernières éditions du 19 juillet) pose de nouvelles questions sur la stratégie de M. Robert Maxwell, propriétaire de 66,8 % du capital de la deuxième agence de presse en France.

Selon des sources concordantes, M. Burton aurait indiqué que les termes du communiqué émanant de la présidence de l'ACP, selon lesquels sa démission avait lieu « en plein accord entre les deux parties », ne correspondaient pas à la réalité. Il semble qu'en écartant M. Burton, M. Robert Maxwell ait sanctionné l'échec de la politique de redressement financier de l'ACP.

Contrôlée depuis 1987 par la filiale française de M. Maxwell, qui a installé à sa tête son fils Ian, l'ACP a enregistré 19,3 millions de francs de déficit en 1987 et 20,5 millions en 1988, pour un chiffre d'affaires qui s'établissait respectivement à 26,8 millions et 31,7 millions.

Endetté par le rachat de Macmillan aux Etats-Unis, M. Maxwell pouvait-il tolérer plus longtemps cette situation ? La création, en juin, d'une mission d'audit de quatre mois confiée à M. Alain Couture, ancien directeur des ventes de la Voix du Nord, ressemblait déjà à un désaveu de M. Burton. Ce dernier tablait sur une diminution du déficit et une augmentation du chiffre d'affaires jusqu'à 53 millions de francs en 1989, avant un retour à l'équilibre début 1990.

Après la démission de M. Burton, qui avait depuis deux ans procédé à une modernisation et une diversification de l'ACP, les cent trente salariés de celle-ci attendent maintenant les conclusions de la mission d'audit et la nomination d'un nouveau directeur général. M. Alain Couture, nommé à ce poste le 18 juillet par M. Ian Maxwell, affirme « occuper cette fonction à titre intérimaire ». Cette crise pourrait aussi être le prélude d'une restructuration de l'ACP qui ne conserverait que les services rentables comme la Bourse ou les services destinés aux collectivités.

Y.-M. L.

M. Michel Francaix :

« L'absence de loi est nuisible à la presse »

Les mouvements de capitaux et les problèmes de succession qui agitent actuellement la presse quotidienne régionale et notamment la Voix du Nord et l'Est républicain (le Monde du 12 juillet) posent à nouveau, selon M. Michel Francaix, député PS de l'Oise, le problème du « vide juridique » existant en matière de transparence et de pluralisme de presse.

Le député qui fut, en 1987, chargé de mission sur la communication et la presse quotidienne régionale au cabinet du président de la République, et qui préside aujourd'hui le groupe d'étude sur les aides à la presse à l'Assemblée nationale, estime que les deux affaires en cours « prouvent bien que nous sommes devant un vide juridique qui permet aux appétits politiques et financiers de s'assouvir et que cette absence de texte législatif est nuisible à la mission de la presse ».

Parce qu'une entreprise de presse n'est pas tout à fait une entreprise comme les autres, ajoute M. Francaix, les pouvoirs publics ne peuvent se désintéresser du rôle que doit jouer la presse écrite dans notre société.

Un sondage de la SOFRES

56 % des Français portent un jugement positif sur le bilan de M. Rocard

56 % des Français jugent « positif » le bilan du premier ministre, quatorze mois après sa nomination à l'hôtel Matignon, selon un sondage de la SOFRES, réalisé du 29 juin au 1^{er} juillet, auprès d'un échantillon national de 1 000 personnes et publié dans le Figaro du 18 juillet.

C'est dans la lutte contre le chômage que le bilan de M. Michel Rocard est jugé le plus « positif » : 19 % des Français placent ce sujet en tête du bilan, alors que 17 % des personnes interrogées citent la marche de l'économie, le dialogue social et la préparation de l'avenir. Le thème de l'unité des Français, qui avait été l'une des priorités de la campagne de M. François Mitterrand lors de la campagne présidentielle

de 1988, n'est cité que par 8 % des personnes interrogées. Si une majorité de Français jugent favorablement le bilan du premier ministre, 39 % lui reprochent néanmoins de ne pas s'attaquer « aux vrais problèmes » et 34 % « d'avoir de prendre des mesures impopulaires mais nécessaires ».

Le rôle du premier ministre au sommet de l'Etat ne semble pas décisif pour les personnes interrogées : 58 % d'entre elles jugent que c'est M. François Mitterrand qui dirige vraiment le pays. Enfin, 43 % des Français sont convaincus que M. Rocard mène une politique de gauche, contre 38 % qui pensent qu'il mène une politique centriste.

Le débat sur le Conseil constitutionnel

Le RPR : « démonter ce qui pourrait être un piège »

Commentant la proposition faite par M. François Mitterrand d'élargir aux particuliers la saisine du Conseil constitutionnel et les réactions partagées que cette idée provoque à l'intérieur du mouvement, la Lettre de la Nation, organe du RPR, écrit notamment, dans son numéro du 19 juillet, sous la plume de Georges Brousseau : « Le débat de fond ouvert sur le projet du président de la République est à la fois intéressant et important. La nouvelle mission, dont serait chargé le Conseil constitutionnel, paraît bien justifier une modification du mode de désignation de ses membres. C'est à ce prix qu'il bénéficiera de l'autorité d'une véritable Cour suprême à l'américaine. On peut cependant se demander si ce débat n'est pas un peu prématuré. Les véritables intentions du président de la République sont encore obscures.

Sans doute avons-nous imaginé un scénario subtil dans lequel le référendum jouerait un rôle décisif. S'il devait se concrétiser, l'opposition devrait définir son attitude et sa position en fonction des objectifs tactiques de M. Mitterrand, qui l'importait vraisemblablement sur le reste.

« Mais on peut aussi imaginer que M. Mitterrand n'a pas plus l'intention de réaliser cette réforme constitutionnelle que celles qu'il envisageait dans sa Lettre à tous les Français. Ce ne serait pour lui qu'un moyen d'entretenir une certaine agitation dans la classe politique. En tout état de cause, la question qui se pose aujourd'hui à l'opposition est de savoir si le projet Mitterrand est un piège. Et si cela paraît être le cas il lui faut avant tout en découvrir les ressorts, le fonctionnement et les buts. »

● RECTIFICATIF. — A l'occasion

du conseil des ministres de mercredi 12 juillet, M. Jean-François Cuby a été nommé directeur (et non sous-directeur, comme nous l'avons écrit par erreur dans nos éditions du 14 juillet) de l'administration et des services extérieurs à l'administration centrale du secrétariat d'Etat chargé de la jeunesse et des sports.

MÉDECINS DU MONDE
AIDE MÉDICALE INTERNATIONALE,
MÉDECINS SANS FRONTIÈRES,
LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE
DES DROITS DE L'HOMME,
LA FONDATION FRANCE LIBERTÉS.

Appellent à un rassemblement en faveur
du peuple kurde JEUDI 20 JUILLET 1989
à 13 h 30 République Père-Lachaise
à l'occasion des funérailles du dirigeant kurde Abdoul
Rahman Ghassemlou
assassiné lors des négociations de paix
qu'il menait avec l'Iran.

Le vingtième anniversaire de la mission d'Armstrong et Aldrin

(Suite de la première page)

Et l'occasion était trop belle, après des années de guerre froide entre les deux grands, pour ne pas méditer au mieux la toute-puissance de la technologie américaine. D'autant que durant toutes les années 60, Science et Technique s'étaient imposées, à Moscou comme à Washington, comme les sésames de l'avenir. Au point même de les ériger en un culte auquel on sacrifia sans trop compter.

Au terme d'un voyage sans histoire de quelque 400.000 kilomètres, les trois hommes parvinrent donc dans la banlieue lunaire où ils placèrent aussitôt leur engin en orbite. L'émotion de la planète fut alors sinistre. Mais sans plus. Car, par deux fois déjà, des équipages américains aujourd'hui oubliés avaient accompli le même exploit. Le premier, composé de Frank

capsule de retour — culminant 7 mètres plus haut.

Comment cela pouvait-il bien voler ? Beaucoup se le demandent encore. N'empêche que ce fut à bord de ce « coucou-là » que les deux hommes se postèrent à 21 h 17 dans la mer de la Tranquillité, soulignant leur exploit de ce commentaire laconique désormais célèbre : « Ici, Base de la Tranquillité. L'Aigle s'est posé ».

Enfin, l'Amérique prenait sa revanche sur son vieux adversaire, l'Union soviétique, et montrait ainsi indirectement que sa technologie militaire et ses armements stratégiques n'avaient rien à envier à ceux de Moscou.

L'affront du Spoutnik et de Gagarine était enfin lavé et l'humanité tout entière regardait du côté de la Floride et du Texas. Pourtant, il s'en fallut d'un rien pour que la mission historique d'Armstrong et d'Aldrin ne se solde par un échec et, peut-être pire, par un accident.

Car, huit minutes avant l'instinct prévu pour l'atterrissage, le calculateur de bord du Lem refusa tout service. Il fallut alors tout le génie et le sang-froid d'un jeune spécialiste de vingt-sept ans, Stephen Bates, pour identifier la cause de la panne et y porter remède en moins de temps qu'il n'en faut pour le dire. La mission fut donc sauvée et il ne resta plus

à Neil Armstrong qu'à prendre les commandes de l'engin dans les dernières secondes du vol pour éviter que le pilote automatique ne les mène droit « dans un cratère des dimensions d'un terrain de football » couvert « de nombreux rochers ». Le plus dur était fait et c'est non sans une certaine impatience que les deux hommes commencent les préparatifs qui allaient les conduire, moins de sept heures plus tard, à fouler le sol de notre satellite.

Un superbe spectacle

Quel superbe spectacle ce fut alors que de voir Neil Armstrong, empêtré dans son lourd scaphandre blanc, gauche comme un enfant qui fait ses premiers pas, chercher avec précaution le premier barreau de l'échelle de descente du Lem. Quel extraordinaire reportage, filmé en direct par l'une des caméras solidaires de l'engin de descente ! Quelle émotion aussi, lorsque après une dernière hésitation, Armstrong posa le pied sur le sol lunaire ! La mer de la Tranquillité résista et l'astronaute entreprit alors avec une prudente lenteur de faire le tour du Lem pour en vérifier l'état. Sécurité et conscience professionnelle d'abord. L'émotion et l'enthousiasme seraient pour plus tard.

Il fallait parer au plus pressé et prélever sans retard, pour le cas où un départ précipité aurait été nécessaire, un échantillon de sol lunaire. Un inestimable morceau de caillou posé là, sur un sol pratiquement intact depuis des milliards d'années et que commencent à marquer les traces bien nettes des « Moon-boots » de l'astronaute, si appréciées aujourd'hui des skieurs. Bientôt, Aldrin rejoignit son compagnon. Mais en brûlant les étapes, rassuré qu'il était par les premières impressions favorables d'Armstrong. Commença alors un étrange ballet, fait à la fois de lourdeur et d'aisance. Une lourdeur imposée par le scaphandre et une aisance due à la faible gravité régissant à la surface de notre satellite. Ce fut alors un étonnant « pas de deux » que celui de ces deux hommes se déplaçant par petits bonds successifs, marchant en crabe, comme s'ils voulaient « dribbler » quelque invisible football.

Trois astronautes brûlés vifs

Mais tout a une fin. Et un premier débarquement sur la Lune se doit d'être empreint d'une certaine solennité. Le drapeau américain fut donc planté, sur fond de ciel de Terre, et une communi-

cation — la plus chère sans doute de tous les temps — fut établie avec le président des Etats-Unis. Puis vint l'heure de l'installation des instruments scientifiques embarqués pour la mission (un dispositif d'étude du vent solaire, un séismographe et un réflecteur laser) et celle de la récolte de quelques échantillons de roches lunaires.

La promenade était bientôt finie. Après trois heures et quart de sortie, les deux hommes, qui, après cette formidable aventure, n'étaient plus tout à fait comme les autres, réintégrèrent la cabine du Lem. Commencèrent alors les préparatifs de rendez-vous avec l'fortuné Michael Collins, toujours en orbite lunaire dans sa capsule Apollo en attendant de ramener ses compagnons... sur Terre.

Aussi spectaculaire que fut cette mission, elle contenait déjà en elle les germes d'un certain désintérêt pour la conquête lunaire. Malgré l'enthousiasme des cinq cents millions de télé-spectateurs qui suivirent l'événement, il n'était pas difficile, au lendemain même de ce premier débarquement, de prédire une diminution progressive de l'intérêt pour les vols spatiaux. Une première comme celle d'Armstrong et d'Aldrin ne se renouvellerait pas.

Et on savait déjà, restrictions budgétaires obligent, que le nombre des futures tentatives d'atterrissage allait être réduit. D'autant que, devant les difficultés de l'entreprise, l'Union soviétique paraissait avoir renoncé à la compétition.

De plus, les objectifs fixés, le 25 mai 1961, par le président Kennedy dans son discours au Congrès étaient totalement atteints. Avec même quelques mois d'avance. Souvenez-vous : « *Voici venu le moment pour notre nation, avait-il dit ce jour-là, de prendre ouvertement la première place dans l'exploration de l'espace, qui, de bien des manières, recèle sans doute la clé de notre avenir sur Terre (...). Je crois que notre nation doit se consacrer à l'objectif qui consiste à faire atterrir un homme sur la Lune et à le faire revenir sain et sauf sur la Terre avant la fin des dix prochaines années (...). Aucun autre projet spatial de notre époque n'apparaîtra aussi gigantesque à l'humanité, ni aussi important pour l'exploration de l'espace. Aucun ne sera aussi difficile, ni aussi coûteux.* »

La fin des aventuriers

Difficile et coûteux, il le fut assurément lorsque l'on songe que, trois ans seulement avant le premier pas sur la Lune, vingt mille défaillances furent identifiées lors de la mise au point de la capsule Apollo et que, surtout, trois astronautes, Virgil Grissom, Edward White et Roger Chaffee, furent brûlés vifs dans leur capsule, en janvier 1967, lors d'un essai au sol. Formidablement coûteux, le programme le fut aussi puisqu'il coûta aux contribuables américains la bagatelle de 21 milliards de dollars jusqu'à Apollo-11 et 25 milliards de dollars de plus pour mener à bien la suite du programme, pourtant amputé de plusieurs missions, jusqu'à Apollo-17 ; soit bien plus du double que

le prix affiché pour la construction de la future station spatiale habitée américaine Freedom.

Aujourd'hui, que reste-t-il de tout cela ? Quelques tonnes de matériel scientifique installé par les équipages des différentes missions, deux ou trois jupes lunaires, et 382 kilos de roches ramenées à prix d'or sur notre sol. Pour ces raisons, ce qui devait être le moyen d'effacer la défaite scientifique et diplomatique infligée par l'Union soviétique à la grande Amérique n'a-t-il pas été un échec économique ? Sans doute pas totalement, si l'on songe au formidable ballon d'oxygène que cet ambitieux programme fut pour les entreprises et les quatre cent mille personnes qui y ont participé. Et puis, on ne peut rayer d'un trait de plume les quelques progrès que les données recueillies sur la Lune ont permis aux astronomes et aux géologues de faire dans la compréhension de la formation du système solaire.

De telles aventures ne sont plus aujourd'hui de mise, même si certains caressent l'espoir de voler un jour vers la planète Mars. Des conversations ont bien lieu sur ce thème entre les grands de la conquête spatiale, mais les programmes envisagés restent au stade de projets de papier. Les bases lunaires permanentes qui devaient faire suite au programme Apollo sont demeurées dans les cartons, et celles que le président Bush voudrait bien y faire installer à partir de 1995 pour marquer son mandat risquent fort de buter sur un « non » du Congrès.

L'heure des aventuriers a sonné, et le rêve n'a plus cours chez les commerciaux qui leur ont succédé. Les deux héros de la Lune ne s'y sont d'ailleurs pas trompés. Neil Armstrong a rejoint la vie civile dès 1971, pour enseigner à l'université de Cincinnati. Il dirige aujourd'hui une société d'informatique. Quant à Edwin Aldrin, après une longue dépression et un difficile retour à la vie militaire, il a choisi lui aussi la vie civile et dirige à Los Angeles sa propre firme de recherche et d'ingénierie, tandis que la Lune est retournée à sa solitude.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

Douze marches

Parce qu'ils furent les premiers, l'histoire retiendra surtout les noms de Neil Armstrong et d'Edwin Aldrin. De juillet 1969 à décembre 1972, douze astronautes ont en fait, au total, foulé le sol lunaire. Seul l'équipage d'Apollo-13, parti le 11 avril 1970 et revenu sur Terre en catastrophe six jours plus tard à la suite d'un incident technique, n'aura pu participer jusqu'au bout à l'aventure.

- Ont marché dans les pas d'Armstrong et Aldrin : Charles Conrad et Alan Bean (mission Apollo-12, 14-24 novembre 1969) ; Alan Shepard et Edgar Mitchell (mission Apollo-14, 31 janvier-5 février 1971) ; David Scott et James Irwin (mission Apollo-15, 26 juillet-7 août 1971) ; John Young et Charles Duke (mission Apollo-16, 16-27 avril 1972) ; Eugene Cernan et Harrison Schmitt (mission Apollo-17, 8-19 décembre 1972).

Bormann, James Lovell et William Anders, en décembre 1968, en réussissant la mise en orbite circumlunaire d'un train spatial avec Apollo-8. Le second, formé de Thomas Stafford, John Young et Eugene Cernan en parvenant, en mai 1969, à survoler la surface de la Lune, depuis une altitude de 15 kilomètres seulement, grâce au Lem, le fameux Lunar Module dont leur vaisseau Apollo-10 était équipé.

Nul doute que cet équipage-là a dû souffrir de ne pouvoir franchir ce petit gué qui le séparait alors de notre satellite. Cet exploit-là était promis à d'autres. Et Neil Armstrong et Edwin Aldrin allaient s'en acquitter, voulant ainsi bien involontairement leur camarade Michael Collins, qui les attendait en orbite lunaire, à un oubli que lui-même n'avait pas souhaité. Le dimanche 21 juillet, à 12 h 57, les deux hommes quittèrent donc le confort spatiale, mais rassurant, de leur vaisseau Apollo pour entrer dans le Lem.

Il s'agissait d'un curieux engin à quatre pattes, une sorte d'araignée d'une quinzaine de tonnes, surmontée d'une grosse tête — la

VINGT-DEUXIÈME ANNÉE — N° 7426

24 PAGES ★ ★ ★

MARDI 22 JUILLET 1969

0,50 F

CLIP: PARIS 10 020-22
FILIPPAUX 10 020-22
JL 1000 1 020-0000
TL 1000 020 01-00

Le Monde

Rédaction, Administration, 1, rue de la Harpe, Paris-DC — Directeur: Hubert BEUVE-MERY

Une étape dans l'histoire de l'humanité

DEUX HOMMES ONT FOULÉ LE SOL DE LA LUNE devant des centaines de millions de téléspectateurs

Où, mais pourquoi ?

par SIRIUS

L'été des sondes spatiales se prolongeait dans les semaines qui ont précédé l'atterrissage de la capsule Apollo 11 sur la Lune. Les Etats-Unis ont ainsi réussi à placer en orbite autour de notre planète une série de sondes spatiales, dont la dernière, la Lunar Orbiter 4, a été lancée le 10 juillet. Cette dernière a pour mission de photographier la surface de la Lune, et de transmettre ces images à la Terre. Elle est la dernière d'une série de cinq sondes spatiales lancées par les Etats-Unis dans le cadre du programme Apollo. Les autres sondes ont été lancées en 1966, 1967, 1968, 1969 et 1970. Elles ont toutes pour mission de photographier la surface de la Lune, et de transmettre ces images à la Terre. Elles ont toutes été lancées par les Etats-Unis dans le cadre du programme Apollo.

- Avec une apparente facilité, Armstrong et Aldrin ont rempli pendant plus de deux heures toutes les tâches prévues
- A bord du L.M., les astronautes américains décollent lundi soir pour rejoindre la cabine que pilote Collins

La Lune, ce 21 juillet 1969, était une scène d'attente. Les deux astronautes, Neil Armstrong et Edwin Aldrin, étaient assis dans leur capsule, attendant le moment de décoller. Ils avaient déjà accompli leur mission de surface, et maintenant ils devaient rejoindre la cabine du module de commandement, piloté par Michael Collins. Le décollage se fit sans incident, et les trois astronautes reprirent leur voyage vers la Terre. Ils furent accueillis par une foule enthousiaste à leur retour sur Terre.

LE TEMPS DU MONDE INFINI

Par ANDRÉ FONTAINE

La Lune, ce 21 juillet 1969, était une scène d'attente. Les deux astronautes, Neil Armstrong et Edwin Aldrin, étaient assis dans leur capsule, attendant le moment de décoller. Ils avaient déjà accompli leur mission de surface, et maintenant ils devaient rejoindre la cabine du module de commandement, piloté par Michael Collins. Le décollage se fit sans incident, et les trois astronautes reprirent leur voyage vers la Terre. Ils furent accueillis par une foule enthousiaste à leur retour sur Terre.

La moisson des missions

Des photographies par centaines, une armée d'instruments scientifiques chargés d'ausculter sa surface, trois cent quatre-vingt-deux kilos de roches rapportés sur Terre : en moins de quatre ans, de 1969 à 1972, les six équipages d'astronautes américains qui foulèrent successivement le sol de la Lune ont ouvert une ère nouvelle dans la connaissance de notre satellite, pour la première fois, un objet céleste autre que la Terre cessait d'être « réservé » aux astronomes et devenait accessible à des milliers de chimistes, de géophysiciens, de minéralogistes. Pour la première fois, les « pierres de lune » offraient à la communauté scientifique la possibilité de décrypter l'histoire d'un corps planétaire étranger — et, par là-même, de retracer les premières étapes de l'histoire du système solaire.

De la Lune avant Apollo 11, que savait-on ? De sa face cachée, rien ou presque. De l'autre, celle dont les « mers »,

sombres et circulaires, se distinguaient à l'œil nu les soirs de pleine lune, on connaissait surtout les innombrables cratères, et les « rayons » issus des plus grands d'entre eux, comme Tycho ou Copernic. Quelques « vallées », de rares escarpements. Et c'était tout. Il y a vingt ans, l'essentiel de la Lune restait à découvrir.

Outre qu'elle astreignait les chercheurs à l'usage des techniques avancées des techniques, l'analyse des roches lunaires permit, en premier lieu, de retracer dans ses grandes lignes l'histoire de notre satellite. Grâce aux méthodes de datation isotopique mises en œuvre dans les laboratoires agréés par la NASA, on sait aujourd'hui que la Lune s'est formée il y a environ quatre milliards et demi d'années, soit à peu près à la même époque que la Terre. Comme elle, la Lune présente une minéralogie dominée par les silicates, qui en constituent plus de

95 %. Comme elle encore, notre satellite se révèle relativement pauvre, du moins en surface, en certains éléments comme le fer ou le nickel. Autant de points communs qui laissent un moment supposer que la Lune s'est formée à partir du manteau terrestre, même si de nouvelles données physicochimiques, plus complexes, semblent aujourd'hui infirmer cette hypothèse.

L'astérologie, d'ailleurs, s'arrête là. Ainsi que l'ont montré les échantillons rapportés des missions Apollo et Luna, notamment les « carottes » lunaires, prélevées par forage jusqu'à plus de 3 mètres de profondeur, l'histoire de notre satellite se révèle en effet nettement moins mouvementée que celle de la Terre. Une fois tracées les grandes lignes de sa géographie, le Lem, pour tout dire, n'a guère connu de grandes transformations au cours des trois derniers milliards d'années. D'une part, parce que les poches de magma qu'elle abritait un milliard

d'années plus tôt ne tardèrent pas à s'épuiser ; d'autre part et surtout, du fait de l'absence d'atmosphère, qui préserve la surface lunaire des processus d'érosion que connaît la Terre. Ainsi les empreintes, laissées par le pas de l'homme il y a vingt ans, se détachent-elles encore, intactes, dans plusieurs millions d'années.

Reste une inconnue que l'analyse des échantillons rapportés par les astronautes s'est révélée impuissante à résoudre : fille de la Terre, sœur jumelle ou simple compagne de voyage, comment la Lune s'est-elle formée ? En dépit des modèles les plus sophistiqués, aucun scénario n'est jusqu'à présent parvenu à faire l'unanimité parmi les scientifiques. Vingt ans après la réalisation du plus vieux rêve de l'humanité, la Lune, sur ses origines, garde son mystère.

CATHERINE VINCENT.

FRONTIÈRES ET CONQUÊTE SPATIALE

Jean SCHNEIDER et Monique LEGER-ORINE

frontiers and space conquest (la philosophie à l'épreuve)

la Lune 20 ans après

Philosophes, psychanalystes, scientifiques, sociologues réfléchissent à l'avenir :

H. CURRIEN
J.-P. FAYE
J.-C. PECKER
D. SIBONY...

Dépôt : librairie VRIN
6, place de la Sorbonne,
Paris 5^e
et KLUWER, PO BOX 322
3300 AN DORTRECHT,
PAYS-BAS

JUSTICE

Les grévistes de la faim
d'Action directe toujours maintenus à l'isolement

Joëlle Aubron a été placée, de force, sous perfusion

Les médecins de l'hôpital de Fresnes ont décidé, le 18 juillet, de placer sous perfusion Joëlle Aubron, l'une des dirigeantes d'Action directe qui mène avec Nathalie Mézière, Jean-Marie Roullan et Georges Cipriani, une grève de la faim depuis le 20 avril (*Le Monde* du 19 juillet). Cette perfusion, qui a duré quelques heures, a été faite « sous contention », c'est-à-dire en attachant la jeune femme qui, comme ses compagnons, refusait qu'on l'alimente ainsi de force. Cette décision — purement médicale — est toujours difficile à prendre par des médecins qui sont écartelés entre leur code de déontologie, qui précise que « la volonté du malade doit toujours être respectée », et le code de procédure pénale (art. D 390), qui précise : « Si un détenu se livre à une grève de la faim prolongée, il peut être procédé à son alimentation forcée, mais seulement sur décision et sous surveillance médicale et lorsque ses jours risquent d'être mis en danger. »

Il s'agit alors pour les médecins de déterminer le moment où la

volonté du gréviste, affaibli à l'extrême, paraît abolie, et où commence la non-assistance à personne en danger. On n'exclut pas que des mesures similaires soient prises, si leur état, déjà jugé critique, continue à se dégrader, à l'égard des trois autres grévistes de la faim. Un médecin expert auprès de la cour d'appel de Paris, le docteur Mercier, a été désigné pour présenter un bulletin de santé détaillé des grévistes de la faim. Il devait rendre son rapport le 19 juillet. Une mission d'inspection de l'IGAS (Inspection générale des affaires sociales) s'était déjà rendue sur place il y a trois semaines pour vérifier que tous les soins prodigués aux quatre d'Action directe étaient dans le respect de la déontologie.

Parallèlement, l'épreuve de force entre le juge d'instruction Jean-Louis Bruguière, qui refuse de lever les mesures d'isolement qu'il a maintenues depuis vingt-neuf mois, et le ministère de la justice, décidé à assouplir ces conditions de détention, se poursuit. En vacances, M. Bruguière est remplacé par son

collègue Gilles Rivière, qui jusqu'ici a repris à son compte les consignes que M. Bruguière lui avait transmises. Embarrassé, le juge d'instruction pourrait demander à son collègue, avec qui il est en contact téléphonique quotidien de rendre de vacances pour assumer personnellement ses responsabilités. A défaut, il pourrait se sentir libéré des consignes qui lui ont été laissées et prendre une décision qui serait alors la sienne propre et pourrait être contraire aux souhaits du juge Bruguière.

Pour sortir de cette impasse, et conscients qu'il faut aller vite car l'état de santé des grévistes de la faim se dégrade rapidement, leurs avocats, qui doivent soutenir le 21 juillet devant la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris une demande de mise en liberté de leurs clients, ont décidé de demander au président de cette juridiction de se prononcer aussi sur leurs conditions de détention. Il n'existe pas de jurisprudence en la matière et il n'est pas sûr — loin de là — que la chambre d'accusation, certes dotée des moyens de contrôler les procédures d'instruction, ait les pouvoirs de contrebalancer le juge Bruguière. Le maintien de l'isolement est, en effet, une décision d'administration de la justice et non une décision juridictionnelle.

M. Bernard Ripert, l'un des avocats d'Action directe, s'en est pris au juge Bruguière en déclarant : « Les revendications des grévistes de la faim ne sont pas excessives. Ce sont des gens qui sont condamnés à passer leur vie en prison. Que risquent-ils en répondant à ces revendications ? »

Une quinzaine de sympathisants d'Action directe ont occupé les locaux de la rédaction du *Quotidien de Paris*, en exigeant en vain la publication d'un communiqué dénonçant « le discours des médias ». Le journal a pu, malgré cela, sortir normalement.

AGATHE LOGEART.

[Le Monde proteste contre cette occupation des locaux de notre confrère qui constitue une atteinte à la liberté.]

DEFENSE

Atteignant 190 milliards de francs

Le projet de budget pour 1990 veut donner la priorité à la condition des militaires

Le projet de budget de la défense pour 1990 devrait être de l'ordre de 190 milliards de francs, en augmentation de 4 % environ par rapport à 1989. Le montant exact de ces dépenses militaires (pensions exclues) n'est pas définitivement arrêté, puisqu'il faudra attendre le conseil des ministres du 6 septembre pour qu'il le soit réellement.

Mais déjà certaines grandes lignes ont été définies, en particulier une série de mesures destinées à améliorer la condition des militaires. Des arbitrages intervenus à la fin du mois de mai dernier ont abouti à allouer 103,1 milliards de francs (dont 1 milliard de fonds de concours obtenus par cession de certains de ses actifs par le ministère de la défense) à l'équipement nucléaire et classique (le titre 5 de la loi annuelle de finances).

Pour le titre 3 de cette même loi, c'est-à-dire les dépenses de fonctionnement, il est question d'attribuer 86,9 milliards de francs aux armées, soit une augmentation de l'ordre de 3 % par rapport à 1989.

La majeure partie de ces crédits sont consacrés aux soldes des militaires (cadres et contingent) et aux activités d'instruction dans les unités. Ainsi, il est prévu d'accroître de 12,4 % en francs courants (ce qui représente environ 420 millions de francs) les dépenses entraînées par l'amélioration de la condition des militaires, notamment une hausse sensible (de 10 % en moyenne) de l'indemnité pour charges militaires, une nouvelle pyramide des grades et des mesures particulières en faveur de certains appelés du contingent (en Allemagne fédérale ou volontaires pour un service de durée allongée).

Déflation des effectifs

A ce jour, on convient, au ministère de la défense, qu'il reste à déterminer le volume de la déflation des effectifs imposée aux armées dans le cadre d'une politique, voulue par le premier ministre, de diminuer le nombre des fonctionnaires et des agents de l'Etat pour compenser des recrutements supplémentaires à l'éducation nationale.

Depuis 1982, les effectifs militaires (cadres et appelés) dans les trois armées ont diminué de 20 000 personnes, principalement dans l'armée de terre, où, pour la seule année 1989, cette déflation a concerné 1,3 % des effectifs de car-

rière et 1 % des effectifs appelés.

La continuation d'une telle politique est très diversement appréciée dans l'institution militaire, dès lors que les nouveaux matériels qui entreront en service à partir du début de la prochaine décennie exigent, au contraire, des embauches supplémentaires. C'est notamment le cas dans l'armée de terre (qui recouvrira de nouveaux équipements de surveillance du champ de bataille, les lance-roquettes multiples et les missiles Hadès) et l'armée de l'air (avec les avions Hercules et AWACS).

SPORTS

Atteignant 190 milliards de francs

Le projet de budget pour 1990 veut donner la priorité à la condition des militaires

Le projet de budget de la défense pour 1990 devrait être de l'ordre de 190 milliards de francs, en augmentation de 4 % environ par rapport à 1989. Le montant exact de ces dépenses militaires (pensions exclues) n'est pas définitivement arrêté, puisqu'il faudra attendre le conseil des ministres du 6 septembre pour qu'il le soit réellement.

Mais déjà certaines grandes lignes ont été définies, en particulier une série de mesures destinées à améliorer la condition des militaires. Des arbitrages intervenus à la fin du mois de mai dernier ont abouti à allouer 103,1 milliards de francs (dont 1 milliard de fonds de concours obtenus par cession de certains de ses actifs par le ministère de la défense) à l'équipement nucléaire et classique (le titre 5 de la loi annuelle de finances).

Déflation des effectifs

A ce jour, on convient, au ministère de la défense, qu'il reste à déterminer le volume de la déflation des effectifs imposée aux armées dans le cadre d'une politique, voulue par le premier ministre, de diminuer le nombre des fonctionnaires et des agents de l'Etat pour compenser des recrutements supplémentaires à l'éducation nationale.

Depuis 1982, les effectifs militaires (cadres et appelés) dans les trois armées ont diminué de 20 000 personnes, principalement dans l'armée de terre, où, pour la seule année 1989, cette déflation a concerné 1,3 % des effectifs de car-

ENVIRONNEMENT

● Pollution : Mexico réduit la circulation automobile. — Pour tenter de diminuer la pollution de l'air à Mexico, la municipalité a décidé de réduire de 20 % le nombre des voitures circulant dans la capitale du Mexique. A partir de l'automne prochain, grâce à un système de vignettes de couleur, 500 000 des 2,5 millions de véhicules rouleront habituellement dans les artères de la ville seront exclues du trafic durant les cinq jours ouvrables de la semaine. Selon les responsables de Mexico les gaz d'échappement des automobiles et les fumées toxiques lâchées par des milliers d'usines constituent à présent un réel danger pour la santé des vingt millions d'habitants de l'agglomération et justifient des mesures autoritaires de limitation de la circulation. — (AFP.)

La mort d'un fils, l'après-midi, au rugby

Le chagrin, sans non-lieu

Le 15 novembre 1987, une bagarre éclata au cours d'un match de rugby à Marseille. Dominique Leydier, vingt-six ans, joueur de l'Étoile sportive de Montaux, mourut sous les coups. Après avoir inculpé deux joueurs de l'équipe adverse, M. Jacques Calmette, juge d'instruction à Marseille, rend, le 7 juin 1989, une ordonnance de non-lieu. Les parents de la victime ont choisi de ne pas faire appel.

MONTEUX (Vaucluse)
de notre envoyé spécial

Faulest Leydier ne sera pas ce jour-là à la ferme. Elle préfère ramasser les melons, au large, dans les champs, sous le souffle du mistral qui se moque des cyprès et assèche la terre. Elle ne veut plus parler. Elle a trop dit, trop enduré, « trop maigrit », c'est un squelette », dit son mari. Lui, il trouve la volonté d'expliquer encore, « parce qu'il faut bien se révolter de temps en temps », quitte à remettre à vir toute cette douleur qui ne le quitte plus.

Jean Leydier, cinquante-neuf ans, un corps immense, solide, buriné par le soleil, des mains lourdes qui battent l'air et des yeux voilés de larmes. Entre deux longs silences, ses mots s'effritent. Depuis ce dimanche de novembre 1987, Jean est un colosse à la voix d'argile.

Ce jour-là, il revenait de la chasse et le téléphone a sonné : « C'est ma nièce qui a eu le courage de m'appeler. » Quelques heures auparavant, sur le stade Ladeux, l'équipe de l'USPGE Marseille recevait celle de l'Étoile sportive de Montaux, pour un match du championnat d'honneur de rugby. Juste avant le fin de la rencontre, une bagarre générale a éclaté. Dominique Leydier, vingt-six ans, troisième ligne de Montaux, victime de plusieurs coups dans la tête, ne s'est pas relevé.

Deux joueurs de l'USPGE Marseille sont inculpés, quelques jours après, de coups et blessures

volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner et placés sous contrôle judiciaire. Pour Daniel Herrero, entraîneur du RC Toulon, ce décès venait après une période de violences sur les stades est intolérable. Il propose d'organiser des stars géantes du rugby. La Fédération française rejette l'initiative (*Le Monde* du 25 décembre 1987).

En juin 1989, les époux Leydier reçoivent par courrier la notification du non-lieu rendu par le juge d'instruction du tribunal de grande instance de Marseille. « Considérant qu'il n'existe pas de charges suffisantes contre quiconque d'avoir commis l'infraction (...) ». Les parents du jeune joueur encaissent mal cette décision, qui ramène la brûlure. Pourtant, ils choisissent de ne pas faire appel : « Ces malheurs successifs nous ont unifiés, brisés, adoucis », écrivent-ils dans une lettre ouverte aux journaux. « Nous n'aurons pas le courage de lutter, matériellement, physiquement, moralement. »

« De là à tuer »

Pour Jean, tout a maintenant le goût amer de l'inachevé. « A quoi a servi cette mort, ces débats sur la violence si c'est pour en arriver là ? » Il reconnaît que parfois il lui vient des idées de vengeance. « Si j'étais corse... mais je raconte n'importe quoi, rien ne me rendra mon fils. » Il se sent abandonné. « Ça doit être comme ça après les drames. Pour les autres, tout s'efface. » Le silence lui pèse. Silence des dirigeants de la Fédération, silence de la justice, silence des gens de Montaux qui, « par pudeur, pas par indifférence », ne lui parlent plus comme avant. « Des jours j'aimerais qu'ils me demandent comment je vais, où j'en suis. » Sur les murs de la salle à manger de la ferme sont épinglées des photos de Dominique : en couleurs, le jour de ses fiançailles, et en noir et blanc, dans sa tenue de joueur.

Ce dimanche de novembre 1987, Jean a perdu un fils et une passion : « Il y a des morts qu'on peut mieux accepter, la maladie, la voiture, mais au rugby, je ne l'accepte pas. » Le rugby, Jean l'a pratiqué pendant plus de vingt ans, deuxième ligne dans l'équipe de Montaux. Il se souvient des dimanches où il laissait femme et enfants pour des virées sur les stades bosselés des villages voisins, les joyeuses fins de match, autour d'une table et de charçons, Jean sait bien que le rugby n'est pas un sport tendre. Que sous la mêlée, les coups sont rudes, que certains cherchent à faire mal, « mais de là à tuer... ». Il se souvient du premier match de Dominique : « Il était petit, il a joué, parce qu'on lui avait marqué dessus. Si seulement ça avait pu le dégoûter. »

Jean et Dominique se ressemblent, entre la terre et le rugby. Le fils avait choisi de rester à la ferme. Il avait acheté quelques champs, à côté de ceux du père. Ici les hectares se comptent sur les doigts de la main. « J'ai tenté de l'en dissuader, les melons, les fraises, c'est pas florissant, mais c'est ce qu'il voulait faire. Maintenant tout va tomber en fêche. » Le soir, après le travail, Dominique paraît s'entretenir, prenait le vélo pour les descentes pentes du Ventoux, ou allait conseiller les gosses qui venaient à leur tour se frotter au rugby.

Depuis novembre 1987, Jean n'est plus retourné sur un stade. Il a mis un an avant de pouvoir allumer la télévision pour un match du Tournoi des cinq nations. « Il faut bien vivre, confesse-t-il. Faut s'accrocher. » Pour dire sa vie, il emprunte les expressions du capitaine-entraîneur qu'il a été, du temps où les joueurs s'appelaient « Tonton Leydier ». Le mort de Dominique, c'est sa plus terrible des défaites, une belle perdue, une passe dans le vide. Faulest, qui rouspait tant contre « ses hommes » et leurs shorts déchirés, leurs maillots broués à laver, n'est pas rentré du champ.

BRUNO CAUSSE

CYCLISME : le Tour de France

Les montagnards n'étaient pas là !

BRIANÇON
de notre envoyé spécial

« Ville sentinelle, ville citadelle, rigoureusement agencée dans la géométrie invariable de ses forts et de ses bastions, Briançon s'était habituée à des arrivées, sous les tours de son église, de Tour de France à la hussarde, flamberge au vent. Qu'il se soit, pour y parvenir, venus du nord par le col du Galibier, ou qu'ils aient dévalé de l'Isard, venant du sud, les vainqueurs, ici, ont laissé le souvenir de noms célèbres. Louis Bobet y fut triomphateur à trois reprises, mais aussi Fausto Coppi l'incomparable, Gino Bartali l'insaisissable, Felice Gimondi à l'époque d'Anquetil et Anquetil lui-même. »

Ceux-là venaient sur le Champ-de-Mars de Briançon conquérir sous les grands travaux de Vauban un maillot jaune ou, s'ils en étaient déjà détenteurs, s'en assurer une possession définitive. Ce n'est pas précisément ce qui s'est passé mardi 18 juillet. Les montagnards, ou prétendus tels, du Tour de France 1989 ont laissé la victoire à l'un de leurs compagnons de pédalée, Pascal Richard.

A défaut d'un exploit venu de ceux qu'on appelle les grands, inscrits au *Who's who* de la compétition cycliste, demeurait le décor qui aurait dû en être le théâtre. Au premier acte, le rideau se levait sur l'étendue émeraude de la retenue de Serre-Ponçon. Ce lac artificiel aujourd'hui bien intégré au paysage, sur lequel, au temps des vacances, le vent joue avec des voiles multicolores, fut, voici trente ans, la raison de bien des colères et de bien des chagrins. Où sont-ils aujourd'hui ceux qui

furent condamnés alors à voir noyer leur village et leurs champs ? Qui songeait encore à eux au moment où le peloton s'élevait au-dessus du lac par la côte joliment dite des Demoiselles coiffées, du nom donné à ces rochers auxquels l'érosion a fait des silhouettes quasiment féminines ?

Si les vaines protestations de Serre-Ponçon ne sont plus de mode, il suffisait de quelques kilomètres supplémentaires, le temps de quitter les Hautes-Alpes pour les Alpes-de-Haute-Provence, pour percevoir, du côté de Barcelonnette, celles des gens de la vallée de l'Ubaye. Pour des raisons de défense nationale, il est question de leur retirer le 11^e bataillon de chasseurs alpins. L'Ubaye en est bouleversée. Les banderoles étaient là pour le dire, tendues d'un bord à l'autre de la rue. « Non à la mort de la vallée Si le 11^e BCA s'en va, c'est Barcelonnette qu'on assassine. »

Et les gens de la municipalité, parés de leur écharpe, se faisaient presque suppliants aux portières des voitures de presse pour qu'on lise leur tract. On y apprenait que Barcelonnette avait décidé de montrer un visage de ville morte pour ce passage d'un Tour de France qui, pourtant, lui fut bien souvent raison de fête. La plainte de Barcelonnette, qui aurait pu mieux l'entendre que M. Lionel Jospin et s'en faire le messager auprès de son collègue Jean-Pierre Chevènement ? Le ministre de l'éducation nationale et des sports se trouve être, pour cette étape, le plus notable des invités de la direction du Tour. Hélas ! à Barcelonnette il n'était plus dans la caravane. Un hélicoptère l'avait emporté à l'Isard

pour l'inauguration d'un musée du cyclisme.

An temps des solistes

Passé le tremplin du col de Vars, qui n'est pas un obstacle négligeable, la course, revenue dans les Hautes-Alpes, avait quitté la vallée de l'Ubaye pour celle du Guil. Elle se trouvait sur la rampe de lancement de l'Isard. C'est sur ce terrain-là, propre à l'attaque, que les champions d'autrefois préparaient leur assaut. Bobet, en 1955, y lança, tel un livre devant les fiers, son équipier d'époque, Adolphe Dedeida, hussard fidèle et dévoué. Après qu'il eut, comme on l'appelle dans les chaumières, entré en lice, remerciait Dedeida l'exemplaire et s'en allait. C'était le temps des solistes. M. Jospin en a d'ailleurs gardé un souvenir très précis. Il a expliqué qu'à l'âge de seize ans, campant avec sa famille dans la région, il vit alors la mémorable victoire de Louis Bobet.

La renommée de l'Isard tient moins à ses 2 380 mètres d'altitude qu'à la rude brutalité de cette « casse déserte » plus proche des paysages du Hoggar que des aimables alpages. Les immenses couloirs de sable y ont une couleur de mort. Une stèle a été installée en cet lieu à la mémoire, précisément, de Bobet et de Coppi. L'ambition de tout cyclotouriste, et il s'en est fait un foudre sur la pente mardi 18 juillet, est de parvenir à ce mémorial. Tout à savoir qui gagnera le Tour du Bicentenaire, il se disait au bivouac de Briançon que l'Alpe d'Huez clarifierait la situation. C'est exactement ce qui se disait la veille au sujet de l'étape Gap-Briançon.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

Etape en trompe-l'œil

Un outsider, le Suisse Pascal Richard a remporté, mardi 18 juillet, la 16^e étape Gap-Briançon marquée par le bon comportement des Français Cornillet, Motte, Gayant, Fieschi et Philpot. Mais Pignon a concédé 13 secondes supplémentaires et Delgado n'a pu combler son retard sur Greg LeMond. Dans le Tour féminin, Jamie Longo consolide son maillot jaune.

BRIANÇON
de notre envoyé spécial

L'étape Gap-Briançon est une classique du Tour qui associe la splendeur des paysages à l'effort d'un parcours présenté comme un modèle du genre, avec deux cols judicieusement situés : Vars d'abord, et ensuite l'Isard (2 380 mètres d'altitude) précédés par l'intermédiaire vallée du Guil. C'est là que Louis Bobet a construit ses plus belles victoires. On attendait le triomphe d'un seigneur, LeMond, Pignon ou Delgado. Mais c'est le Suisse Pascal Richard, naguère champion de cyclo-croco, qui a démontré qu'il savait grimper, qu'il descendait mieux encore et qu'il ne manquait ni de courage ni d'obstination. Il se lança en effet dans une échappée de 120 kilomètres en compagnie de Bruno Cornillet pour arriver seul sur les hauteurs de la vieille citadelle.

« Au cours de ce long raid sans fausses notes, le coureur helvétique a montré son élégance et une virtuosité qu'il doit à la pratique du cyclo-croco. Sa réussite est juste, sa valeur reconnue, son mérite certain. Pourtant, la plus pure des étapes laisse une impression d'inachevé et restera celle des occasions perdues. Delgado, le meilleur escaladeur du moment, a allumé des pétards mouillés. Quant aux chefs de file de la puissante équipe TDM, Rohit, Thomasset, Kelly et Akkili, ils n'ont pas su ou pas pu exploiter leur supériorité collective, par manque d'imagination, ou par faiblesse technique. Au lieu de conjuguer leurs efforts, Rohit et ses partenaires ont agi en ordre dispersé, exactement ce qu'il ne fallait pas faire. »

Si l'on exclut Pascal Richard, le gagnant de cette étape en trompe-l'œil, et autre que le porteur du maillot jaune, Greg LeMond en personne. L'Américain, opportuniste, inspiré, l'Américain a repris 13 secondes supplémentaires à Pignon en difficulté sur les pentes de l'Isard. On le disait isolé, mais il n'eut besoin d'aucun aide pour briser l'écart dans le descente de Briançon, même si Charly Motte, retrouvé, l'accompagnait durant la phase finale. On le croyait vulnérable, cependant, il distança ses adversaires directs au terme d'une course exigeante.

JACQUES AUGENDRE.

LES CLASSEMENTS

SEIZIÈME ÉTAPE

Gap-Briançon
1. Pascal Richard (Sui, Helvetia), 375,00 km en 4 h 46 min 43 s ; (moyenne : 36,617 km/h) ; 2. Bruno Cornillet (Fra.), à 2 min 34 s ; 3. Charly Motte (Fra.), à 4 min 50 s ; 4. Greg LeMond (E-U), à 4 min 51 s ; 5. Martial Gayant (Fra.), à 4 min 51 s.

« Classement général » : 1. Greg LeMond (E-U, ADR), 72 h 42 min 30 s ; 2. Laurent Fignon (Fra.), à 53 s ; 3. Charly Motte (Fra.), à 2 min 36 s ; 4. Pedro Delgado (Esp) à 2 min 48 s ; 5. Steven Rooks (P-B) à 6 min 05 s.

TOUR FÉMININ

SEIZIÈME ÉTAPE
Gap-Briançon
1. Jeanne Longo (Fra, France « A »), 51,00 km en 1 h 48 min 39 s ; (moyenne : 28,483 km/h) ; 2. Maria Cimini (Ita) à 1 min 55 s ; 3. Inge Thompson (E-U) à 2 min 58 s ; 4. Susan Elias (E-U) à 3 min 28 s ; 5. Cecilia Odin (Fra) à 3 h 34 s.

« Classement général » : 1. Jeanne Longo (Fra, France « A ») 10 h 42 min 05 s ; 2. Maria Cimini (Ita) à 3 min 31 s ; 3. Inge Thompson (E-U) à 4 min 40 s ; 4. Cecilia Odin (Fra) à 5 min 50 s ; 5. Susan Elias (E-U) à 9 min 01 s.

FESTIVAL D'AVIGNON

Une incroyable
histoire
qui respire
l'authenticité,
une « comédie rurale »
dans un vertigineux
décor
de muraille
historique,
un peintre décorateur
qui pratique avec brio
la provocation :
Avignon aime.



Jean-Paul Chambas s'avance grand bavard, mauvais camarade, artiste marginal, officieux de corridors durs, et complète son image en s'inscrivant dans un tableau de lui, car il est peintre avant tout.

Jean-Paul Chambas en coulisse

Le premier décor de Jean-Paul Chambas à Avignon a été celui d'un spectacle musical, le Nom d'Edipe d'Hélène Crouzet, sur une musique de Boucourelchies, dans une mise en scène de Claude Regy. Un grand chahut à la Cour d'Honneur et un flop public. Il en fallait davantage pour décourager Jean-Paul Chambas qui est revenu à la Cour d'Amour en 1983, avec les Dernières Nouvelles de la poste, pour Jean-Pierre Vincent, et qui, toujours pour Vincent, revient avec les décors et les costumes d'Edipe et les Oiseaux.

Jean-Paul Chambas est un jovial extraverti, et même volontiers taquin, pour cent métrés de l'autre côté, du Sud-Ouest, de Vézénac, village réputé pour ses corridors.

« Ici, dit-il, les corridors sont tapageuses, médiatisées, mondaines. Chez moi, elles déroulent tout un cérémonial. On vient pour les tableaux. Ici, pour les tableaux, qui ont peur de venir chez moi, parce que les tableaux sont durs et le public exigeant. Ici, on va à la corrida pour boire après. Ce qui d'ailleurs ne me déplaît pas, mais

pour boire, je n'ai pas besoin d'attendre la saison des corridas.

« Pour moi, la corrida serait l'essence du théâtre le plus pur, avec une réelle mise en danger. Un torero n'a pas droit à l'erreur, la sanction est immédiate : le coup de corne et la réaction du public. Un comédien prend des risques, mais il n'y a pas la mort au bout. Je dirais pour le théâtre ce que Michel Létris dit à propos de la littérature : qu'il y manque ne serait-ce que l'ombre de la corne sacrée du taureau.

« Mon travail consiste en quelque sorte à déséquilibrer les comédiens, le metteur en scène et moi-même. C'est-à-dire que si le texte indique cinq chaises, deux portes, une table, mon premier soin est de vivre tout ça. Je ne suis pas là pour construire un écrin doré et confortable. Je refuse les effets riches avec des moyens riches, je pense qu'on peut y arriver avec des moyens simples. Je ne suis pas scénographe, je suis un peintre qui fait des décors. La manière dont les gens peuvent circuler sur scène ne m'intéresse pas. Je ne pense pas dans ces termes-là. Je pense « espace » et je pars d'une image.

Je fonctionne à l'imitation. A présent - c'est récent - pour un décor j'éprouve la même angisse que quand je peins. J'ai peur de ne pas arriver au bout. Je commence sans savoir où je vais. Ensuite, Jean-Pierre (Vincent) est bien obligé d'adapter sa mise en scène à mon tableau, sauf que c'est aussi le sien. Je ne suis pas tendre avec mes « collègues », je dois leur prouver que je n'ai pas tort et que, non seulement je suis bon, mais que je suis meilleur qu'eux. De toute façon, je ne vais jamais à leurs spectacles. Ce n'est pas la peine, je sais que ça ne me convient pas puisque ce n'est pas moi qui l'ai fait et que forcément j'aurais inventé autre chose. Pour partir au bout d'un quart d'heure, autant ne pas y aller. A moins que le spectacle soit plein de copains. Ici, je crois que j'ai vu un bout des Céphéides de Jean-Claude Bailly et Lavandant. C'est tout, je ne vois jamais non plus les spectacles auxquels j'ai participé, je ne peux pas, j'ai trop peur, j'assiste aux filages, mais comme je prends des notes, je ne peux pas me dire spectateur.

« La plupart du temps, je m'occupe des maquillages, donc je reste en coulisses. J'adore les coulisses, les autres. Je n'oserais pas me promener chez les autres, ce serait impudique. Les machines, les régisseurs, c'est tout ce que j'aime. Ils sont capables d'être médecins ou plombiers. Ils piquent des caisses qui sont des cavernes d'Ali Baba. On y trouve de tout, trois bouts de sparadrap, des vis, une scie, des matériaux impossibles... Ce sont des gens très riches.

« Je les préfère aux comédiens, dont le narcissisme m'agace. Ici, à Avignon, ils sont partout. On est plongé dans un monde fermé, que je ne côtoie pas d'habitude : le petit milieu du théâtre, les acteurs entre eux, les metteurs en scène entre eux. Et ils sont d'une méchanceté ! On ne se rencontre que pour dire du mal des autres. Chez les peintres, on ne se rencontre pas, on s'ignore, on se respecte, si on a des copains c'est qu'on aime leur peinture. Mais je m'amuse beaucoup à Avignon, même si les conditions de travail sont épuisantes, car l'endroit est extraordinaire. Il appelle le défi.

« Naturellement, j'appartiens à ce « milieu théâtre », comme j'appartiens au petit monde de la corrida : un peu en marge. Là aussi j'aime les coulisses. Cette fascination correspond à deux aspects de moi : d'abord mon côté cabotin, heureux du privilège de me trouver avec ceux qui agissent. Et puis, le bonheur de voir l'œuvre se fabriquer. Y participer. Participer à ce moment où dans le magma de problèmes, la solution apparaît. Ce moment de bonheur qui fait oublier trois semaines de galère. Ces moments-là arrivent toujours, c'est pourquoi on continue.

Propos recueillis par
COLETTE GODARD.

« Le Bourrichon », à la Manutention

La soupe aux corneilles

Joël Jouanneau, auteur et metteur en scène, a su créer une esthétique nouvelle et singulière. Le Bourrichon confirme son goût du risque et sa passion des acteurs.

Il y a dans le Festival de cette année deux spectacles - au moins - qui ne ressemblent à aucun autre, deux moments de théâtre qui sortent du déjà vu, deux moments d'émotion : la Mission et Le Bourrichon, spectacle de Matthias Langhoff créé la semaine passée, et Le Bourrichon, nouvelle pièce et nouvelle mise en scène de Joël Jouanneau, donnée au pied du Palais des papes, dans un espace vertigineux que personne n'avait jusqu'à présent utilisé, la Manutention.

Comme Matthias Langhoff, Joël Jouanneau est doué d'une grande sensibilité et d'une intelligence délicate. Il capte toutes les images, les signes, les informations qui passent à sa portée - cela donne à ses spectacles une forme, une esthétique terriblement contemporaine. Il les assiste, non sans crampes d'estomac, et les exprime avec toute la fraîcheur, l'insolence et la poésie d'un garnement diabolique.

Espoir fou
d'un monde beau

Approchons-nous un peu des Bourrichon et des Cresson, ces deux familles de Saint-André-du-Loing, petit village près de Joazeur, et « bourrichonnons » avec eux : si vous préférez, fermons les yeux et rêvons comme Joël Jouanneau. De l'amitié, nourrie de l'acidité d'un saucerre, entre Lucien Cresson (Jean-Quentin Chatelet) et René Bourrichon (Jacques Denis), des douleurs d'une vieille épiquière, une mère, Ernestine Bourrichon (Denise Péron), qui, outre son René, a mis au monde un enfant autiste et fugueur, Christian (Philippe Demaric), de la lucidité de l'adjutant Léonard Cresson (Raymond Jourdan), aveugle qui attend un sort meilleur en veillant sur la tombe de sa femme, revenu de tous les voyages avant même que de les avoir entrepris, tentant d'apaiser sa fille Colette (Marie Guitier) dont on a vainement tenté de soigner la cécité verbale dans un hôpital psychiatrique.

Décidément, la vie n'est pas facile à Saint-André-du-Loing. Bien des espérances s'y seront brisées, bien des rêves s'y seront évaporés aussitôt esquissés. Mais, comme dans tous les villages, ou comme partout, il y a des moments où, au fond du fond, au plus noir du noir, il suffit peut-être de lever les yeux pour s'apercevoir que, là-haut, vacille une lueur tendre, fragile, délicate, l'espoir fou d'un monde beau.

Ce monde pourra prendre les senteurs et les couleurs du « mirabilia », une plante qui, comme le théâtre - et tout particulièrement ici, à Avignon - n'ouvre ses grandes fleurs qu'à la nuit tombée ; ou encore il pourra

adopter l'aspect unique des monades, traduction philosophique de la perfection. Et tant pis si, plus tard, il faudra bien, comme les Bourrichon et les Cresson, s'en venir manger la « soupe aux corneilles ». C'est notre lot, ça n'est pas gai mais c'est comme ça.

Joël Jouanneau, comme l'indique le sous-titre de sa nouvelle pièce - *Comédie rurale* - a choisi de nous dire tout cela par une mise en scène à l'apparence légère, presque joyeuse, quelquefois même enfantine, comme s'il avait eu peur de ses propres mots.

De village
en village

Il faut dire que ces mots-là, s'ils sont souvent très beaux, de pure poésie, nous sont donnés sous la forme la plus ardue : une succession de monologues. Mais de cette difficulté, Joël Jouanneau s'est bien accommodé, se souvenant sans doute d'une enfance à la campagne où l'on sait écouter, à la fin d'un repas, les longs poèmes, les longues histoires, tous ces contes que la transmission orale a menés jusqu'à nous.

Son spectacle l'a conduit de village en village avant que de s'arrimer au Palais des papes. Deux roulettes, un rideau empruntés au cirque, une économie, délibérée d'accessoires, même si ceux-ci peuvent être tonitruants, comme la moto de Lucien, ou absolument merveilleux, comme l'accordéon de Gérard Barreaux. Aucun naturalisme ici, foin de folklore, le moindre objet brille comme un son neuf, peint de bleu, de rouge, de jaune, couleurs toujours pétardantes. La simple représentation d'un hypothétique monde rural et d'improbables paysans était étonnante. Ici, nous sommes au théâtre, donc partout.

La magie opère, comme chaque fois que se réunissent ce jeune trio des scènes françaises qui associe, aux côtés du metteur en scène, Jacques Gabel pour les décors et Franck Thévenon pour les lumières. Il n'est pas exagéré de dire qu'ils ont su, en quelques spectacles - *Hypothèse*, de Pinget, et *Minetti*, de Thomas Bernhard - créer un monde immédiatement identifiable où des êtres nomades commercent avec les étoiles.

L'harmonie qui règne entre eux met pleinement en valeur les acteurs et, à travers eux, les personnages insensés, et aussi Joël Jouanneau, auteur. Si tous sont excellents dans ce *Bourrichon*, finissons-en redisant ici tout le talent, toute la simplicité, toute la générosité de deux acteurs à tout jouer : Marie Guitier et Philippe Demaric.

OLIVIER SCHMITT.

« Le Bourrichon », à 22 heures jusqu'au 31 juillet (sauf le 26). Le texte du Bourrichon est paru aux éditions Actes sud-Papiers, 48 pages, 52 F.

« Parlez-moi de vous », de Marie-Victoire Rouillier

Une haine infinie

Une intrigue forcenée, baroque et en même temps authentique, servie par une actrice lumineuse et en même temps saisie par l'enfer.

Il était une fois deux sœurs jumelles. De l'une, un homme tombe amoureux, mais elle entre au couvent. L'homme épouse l'autre.

Nait une première fille, Emmannelle. Puis une seconde, appelons-la « Anima ». L'histoire n'a pas retenu son vrai nom. A la naissance d'Anima, la mère meurt.

Anima, le nouveau-né, refuse toute nourriture. La sœur de la morte, qui n'a pas prononcé encore ses vœux, vient prendre l'enfant dans ses bras : Anima reprend du lait, elle est sauvée. Mais la tante, la jumelle, retourne au couvent. « Quand ma mère est morte vous nous avez abandonnés », dira plus tard Anima.

Emmanuel et Anima grandissent. Le père, lorsqu'il souffre trop de l'absence de la morte, se brusque avec ses filles. Dans la petite auto d'Emmanuel, il a une réaction de méchanceté : il arrête une cassettes qui écoutait sa fille. Emmanuel se penche pour remettre la cassette en marche. Accident. Le père est tué. En peu de temps, Emmanuel (« J'ai tué mon père ») se retrouve en hôpital psychiatrique.

Bien avant la mort du père, Anima est devenue amoureuse folle de sa tante. Amour fou, et haine folle aussi. A ses lettres démentées, à ses gestes passionnés, la tante a toujours opposé « cette sérénité bienveillante », « cette violence des bons sentiments », qui mettaient Anima hors d'elle-même.

Un jour, Anima décide de profiter du carême pour « vider son sac », en prenant pour une fois son temps. Le deuxième jour, elle écrit à sa tante : « Trente-neuf jours avant que la sainte règle de votre monastère vous autorise à recevoir visites ou lettres, trente-neuf jours où je peux vous écrire sans que vous puissiez me lire. Trente-neuf jours d'insécurité et je peux enfin vous crier ma haine sans que vous me pardonnerez. »

Et Anima, que la nouvelle du suicide de sa sœur à l'hôpital porte à un comble de douleur, écrit quarante lettres de haine passionnée à sa tante : « Je me fous de votre Dieu qui vient toujours s'interposer entre vous et moi ; je n'ai plus peur de l'enfer, j'y suis plongée, de là je vous souhaite un mal infini. »

La tante meurt avant la fin du Carême, une autre sœur, Sœur Agnès, renvoie à Anima ses lettres non ouvertes. Ainsi s'achève le livre de Marie-Victoire Rouillier. *Un corps en trop*, que Marie-Victoire André a porté à la scène sous le titre *Parlez-moi de vous*. Marie-Victoire Rouillier, qui était enseignante, s'est

tuée peu de temps après avoir terminé son livre en 1987.

A maintes reprises, le ton du livre manifeste une présence si vraie, si irradiée, qu'il est très probable que cette histoire n'est pas une fiction. Il fallait beaucoup de tact pour « jouer » sur un théâtre un texte si affreux, beaucoup de feu intérieur aussi. Marie-Paul André est remarquable, elle sait émouvoir avec tenue. Elle a un visage d'une lumière spirituelle, et en même temps, très bon, mais elle sait aussi faire la part du démon, dans son regard, et elle renvoie ainsi à l'une des phrases du livre : « Quand le Christ se présente à votre porte, il a toujours une sale tête, disant le curé de mon enfance, en partageant son toit avec les vagabonds. »

MICHEL CURNOT.

Chapelle des Cordeliers, 22 heures, jusqu'au 26 juillet, ruelle 12.

« Une nuit du court métrage. » Après la « Fête du court » au Palais des Congrès et la nuit du « Court en dit long » au Kinoparadise, C. M. Scope présente « Le Court au Mexique » sur le grand écran du cinéma Max-Linder à Paris, le vendredi 21 juillet 1989, de minuit à l'aube. Des films inédits ainsi que deux hommages, l'un à Jean Bouise, l'autre à Patrick Dewaere à l'occasion du septième anniversaire de sa mort, sont au programme.

ARCHITECTURE

M. Rocard a inauguré la Grande Arche

M. Michel Rocard a inauguré, mardi 18 juillet, la Grande Arche de la Défense, accompagné par de nombreux membres du gouvernement et au milieu d'une foule de personnes.

Le premier ministre a été accueilli par M. Robert Lion, président de la société Tête Défense et directeur général de la Caisse des dépôts.

MUSIQUES

Solti remplace Karajan à Salzbourg

Georg Solti remplacera Herbert von Karajan, au pupitre de la Philharmonie de Vienne pour la première du Festival de Salzbourg le 27 juillet. Il dirigera également aux côtés de Riccardo Muti la cérémonie funèbre qui sera consacrée le 30 juillet à la mémoire du chef d'orchestre décédé dimanche (le Monde du 18 juillet).

Il a admiré le panorama sur Paris du toit du monument, avant de redescendre pour visiter la première grande exposition organisée à la Grande Arche, « La traversée de Paris ». Conçue sur le modèle de « Cité-Cinéma » à La Villette, elle raconte l'histoire de la capitale (le Monde du 13 juillet).

Aux côtés de M. Paul André, qui a achevé l'œuvre de l'architecte danois Sørensen, M. Michel Delabarre, dont le ministère de l'équipement et du logement s'installe dans la paroi sud de l'Arche, MM. Jack Lang, Brice Lalonde, M. Catherine Tesson, M. Leo Miné, l'architecte du Grand Louvre, M. Francis Bouygues, dont l'entreprise a construit le monument, et M. Robert Maxwell étaient de la fête.

Haute de 110 mètres et large de 106 mètres, la Grande Arche, qui a accueilli le sommet des Sept la semaine dernière, abritera un vaste ensemble de bureaux et de lieux d'exposition. Elle sera ouverte au public le 1^{er} août. L'exposition « La traversée de Paris » devait ouvrir ses portes mercredi 19 juillet.

« Cube » n'est pas « arche »

Le quinzième sommet des pays les plus industrialisés du monde était baptisé officiellement le « sommet » de l'Arche, formule répétée à satiété.

Une telle dénomination est-elle vraiment adéquate ? Et tout compte fait, sans jouer au puriste, est-ce bien une « arche » qui se dresse majestueusement au sommet de la paisible butte de Châtillon, au cœur du quartier de la Défense, à Paris hors les murs ?

Si l'on en croit notre bon vieux dictionnaire, une arche est, en architecture, « une voûte en courbe ou en arc », une courbe consacrant la gloire d'un personnage prestigieux ou un événement mémorable.

Tel est le cas de l'arc de triomphe de l'Etoile, parfaitement voûté, comme de celui du Carrousel ou des six arcs de triomphe reconstitués tout l'été au jardin des Tuileries, de l'arc de Trajan à l'Arco della Pace (Milan), en passant par l'arc civique éphémère, construit à Moscou en 1923 par Jotowski. Tel est le cas aussi des cent trente et un arcs de triomphe permanents construits de l'Antiquité romaine au début du vingtième siècle dans le monde (ont sept subsistant, principalement dans le bassin méditerranéen).

En réalité, la « Grande Arche de la Défense » est tout le contraire d'une arche, d'un arc. Pas la moindre courbe ! Rien que des lignes droites !

Tant que le carré ne sera pas rond, l'édifice ambitieux de feu Otto von Spreckelsen, poète du Nord blessé par l'amputation brutale du Carrousel international de la communication, reste un cube parfait, un pur dessin, de 100 mètres dans ses trois dimensions, ouvert comme une fenêtre sur le monde, un belvédère incomparable sur Paris et l'Ouest parisien, le point d'orgue fermant la plus belle perspective historique née à la Pyramide du Louvre.

Lors du lancement du chantier en 1982, qui succédait lui-même aux projets primés et avortés d'Aleaud (1971), puis de Wilhelms (1981), on ne parlait d'ailleurs que du « cube », appellation qui subsiste encore sur les panneaux clôturant le chantier gigantesque.

Sans que nul sache vraiment pourquoi ni à qui imputer ce changement de dénomination, l'ex-cube fut soudain rebaptisé « Grande Arche », après avoir été « l'Arc de triomphe de l'humanité » (ou de la « fraternité ») ou encore la « Tête-Défense ».

A moins que le parade des Sept grande pendant ces trois jours n'ait voulu offrir au monde le visage symbolique d'une autre arche : celle construite par Noé pour sauver du déluge la grande famille humaine à la dérive...

GEORGES VERPRAET
Journaliste

Avec Le Monde sur Minitel

Commandez
vos disques et vos livres

3615 LM

PARIS

ILE-DE-FRANCE

Après un long travail d'assainissement

L'Orge rivière vivante

Entre Athis-Mons et Arpajon la rivière était devenue une sorte d'égout à ciel ouvert. Après un long et patient travail, elle est redevenue un lieu de rendez-vous pour les promeneurs et les sportifs.

1975 une sorte d'égout à ciel ouvert, dans l'Essonne, si défigurée, si polluée qu'il est question de recouvrir le cours d'eau par une voûte express. 1989 : roselliers, plans d'eau, promenades en forêt ou en pirogue, aires de jeux, bois d'arbres, brouettes ou planches à voile, c'est le nouvel environnement de l'Orge. Entre ces deux dates une vigoureuse action d'assainissement. Désormais, à quelques kilomètres de la nationale 7, l'Orge offre des paysages verdoyants et tranquilles, complètement inattendus en cet endroit de la banlieue.

En 1974, les élus locaux invitent quelques journalistes à une descente en kayak sur l'Orge. Puis ils publient un Livre blanc, *Orge vivante*. Double prise de conscience : écologique, technique. Il faut sauver ce patrimoine naturel, mais il faut aussi prendre des mesures pour assainir l'assainissement des communes riveraines. Celles-ci se sont urbanisées, mélangeant leurs eaux usées aux eaux pluviales, menacées d'inondations puisque les bassins de rétention ont été oubliés et que même les champs inondables sont comblés par les promoteurs.

En 1945, un syndicat intercommunal de la vallée de l'Orge a bien été créé avec pour mission d'entretenir la rivière. Il vivote sans grand pouvoir ni moyens jusqu'au début des années 70. Sur la lancée du programme « Orge vivante », et après les élections de 1977, le syndicat résuscite. Il se dote d'une structure administrative et technique autonome. Trente-quatre communes y

sont représentées, toutes à égalité : chacune dispose de deux voix, quelle que soit sa population. Un contrat régional est mis en place la même année.

La maîtrise d'œuvre des projets votés est confiée à la Direction départementale de l'équipement (DDE) sous le contrôle du syndicat. Situation qui est parfois mal vécue par le DDE, qui n'a pas souvent l'habitude de l'entendre dire ce qu'elle doit faire et comment. Ainsi, lorsqu'on lui demande de dessiner les berges des bassins en pente douce de façon à faciliter leur entretien et à mieux les protéger lors des crues.

Comment vendre ses projets ?

La situation d'un syndicat intercommunal n'est pas toujours facile non plus. Il est l'émulsion des communes mais il doit tout de même leur « vendre » sa marchandise. Il lui faut sans cesse justifier son existence, en valorisant la politique des maires, cela sans oublier ses propres objectifs.

Il rencontre ainsi une première difficulté lorsqu'il décide d'installer un tuyau collecteur des eaux usées.

Comment présenter à la population ce chantier guère enthousiasmant ? Réponse : les berges acquises tout le long de la rivière pour y installer la canalisation seront transformées en chemins. Et voici 23 kilomètres de promenades, pratiquement d'un seul tenant, l'une

des plus belles coulées vertes d'Ile-de-France, à la disposition des habitants.

Autre difficulté : puisqu'il faut des bassins pour prévenir les inondations, les maires réclament des plans d'eau permanents. Or ceux-ci sont difficiles à entretenir ; ils s'ensavent et sont rapidement envahis par les algues. De plus, pour que les amateurs de planches à voile ou de pédalo puissent les utiliser, il faut qu'ils présentent un niveau d'eau important, alors que pour écarter les crues ce niveau doit être bas.

Le syndicat explique alors que l'entretien d'un plan d'eau permanent coûte 1 million de francs par hectare. Ce qui supposerait un investissement de 60 millions pour entretenir les 60 hectares de plans d'eau prévus sur l'Orge. On trouve une telle somme ? En revanche, un compromis est possible. Les risques de crue ne sont réels que d'octobre à début mai. Durant toute cette période, le niveau sera abaissé. Et le reste de l'année les communes pourront utiliser les plans d'eau comme bon leur semble pendant que le syndicat assure un traitement biologique pour prévenir l'ensablement.

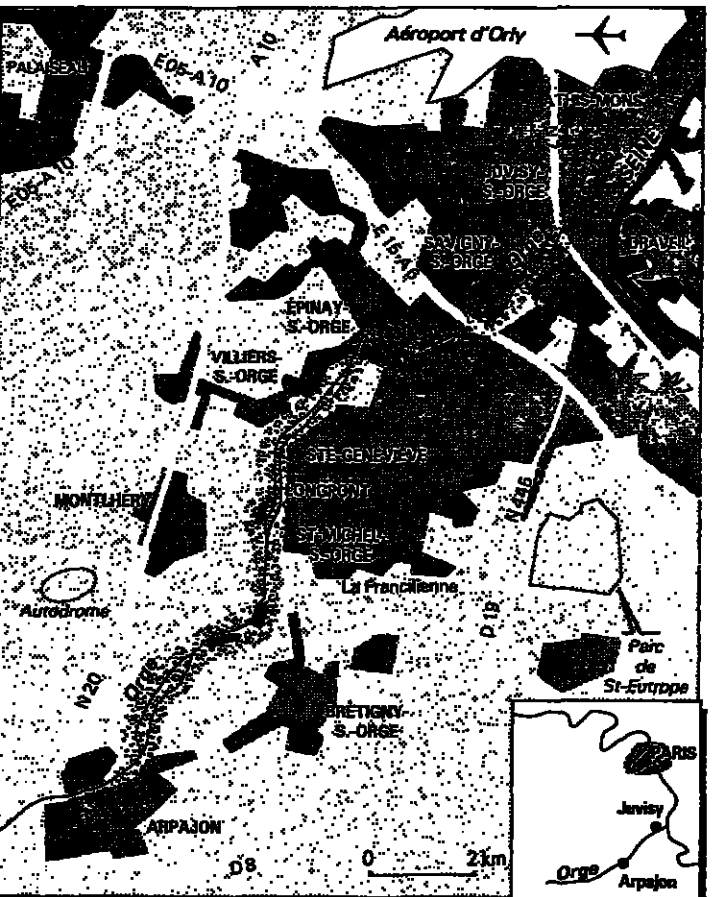
Cela, c'est le travail de routine du syndicat. Restent les interventions accidentelles. En 1985, l'Orge a été polluée par du pétrole brut. Le syndicat expérimente alors un procédé de réhabilitation biologique. En un mois les hydrocarbures sont éliminés. Des vétérinaires accueillent à la « clinique » de la Société d'étude et de protection de la nature en Essonne les oiseaux mazoutés et blessés de la France entière. Un système de décontamination original permet de les sauver en douceur, de leur éviter le choc qu'ils subissent avec les procédés classiques.

Une banque de données cartographiques devrait bientôt permettre d'agir avec encore plus d'efficacité. Si un camion d'hydrocarbure se ren-

verse sur le plateau, on saura avec précision où mettre en place un barrage antipollution sur la rivière.

Le syndicat lui-même n'a aucun pouvoir réglementaire. Une grande

Il est aujourd'hui à la tête de 120 hectares de terrains. Ceux-ci ont été acquis par expropriation ou acquisition. Preuve que la démarche est comprise : en 1977, 60 % des



partie de son travail est donc de convaincre les différents intervenants : maires, fonctionnaires, écologistes.

Responsable de l'assainissement, le syndicat est aussi un aménageur.

acquisitions s'effectuaient par expropriation, en 1986, 30 % seulement.

Un architecte paysagiste s'attache à reconstituer la végétation. Seules des essences locales sont utilisées et dans certains cas, il faut per-

mettre aux cycles écologiques de redémarrer. Ainsi, une zone naturelle humide et assez malsaine accueillait les oiseaux de passage. Après assainissement, les arbres se mettent à pousser et les oiseaux ne viennent plus. On a donc décidé de couper les arbres pour recréer une zone favorable aux oiseaux. Décision surprenante et presque choquante à une époque où lorsqu'on dit écologique on pense le plus souvent aux arbres.

33 kilomètres de promenade

Tables de pique-nique, parcours de santé pour adultes et enfants, aires de jeux, espaces abrités, accueillent les promeneurs. Au total, sept sites sont aménagés et, à la belle saison, les 33 kilomètres de promenade sont le point de ralliement d'une bonne partie de la population de la vallée de l'Orge, qui redécouvre des monuments oubliés : basilique de Longpont, tour de Montlhéry, pont de Belles-Fontaines, halle d'Arpajon...

Le petit cours d'eau est devenu un lien naturel entre les communes qui le bordent. Alors que celles-ci tournaient le dos à l'égout qu'il était devenu, aujourd'hui, elles se réapproprient le fond de la vallée. Ensembles sportifs, écoles, promenades... les maires veulent à présent de façon harmonieuse les réalisations du syndicat.

L'assainissement n'est pas encore parfait. Il faut maintenant veiller à ce que les eaux pluviales, qui se polluent considérablement lorsqu'elles ruissellent, soient correctement épurées. Des « bassins d'orage » doivent être créés dans les zones nouvellement urbanisées pour prévenir les crues... mais l'essentiel est fait : l'Orge a été sauvée.

MARINE KIS.

Une exposition

au Pavillon de l'Arsenal

Parcs et promenades

La traversée de Paris par des itinéraires piétons courant d'un espace vert à l'autre, c'est pour demain. Le Monde du 6 juillet décrit ces parcs en train de s'inventer. Sans attendre que tous les obstacles s'aplanissent, les Parisiens - et les autres - amoureux de la nature peuvent flâner dans les jardins et squares de la capitale en visitant l'exposition présentée jusqu'au 3 septembre au Pavillon de l'Arsenal.

Dans ce musée de l'urbanisme parisien ouvert il y a quelques mois et qui connaît un vrai succès, des maquettes, des photos, des témoignages vidéo, littéraires ou picturaux racontent l'histoire des jardins de la Ville de Paris et s'attachent sur les trois grands parcs en cours de réalisation : Bercy, Citroën et La Villette. C'est plein de détails et de rêves et dans la jeune tradition de ce musée qui réussit à accoler ces deux mots : pédagogique et vivant.

« Parcs et promenades de Paris », Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morland, 75004 Paris (métro Sully-Morland). Ouvert du mardi au samedi, de 10 h 30 à 18 h 30 ; dimanche, de 11 à 19 heures. Entrée libre.

(Publicité)

CHACQUE MERCREDI DANS LE MATIN

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE du Monde

C'est + de choix d'affaires, en vente et en location

C'est une exclusivité du Monde :

« La Sélection des Institutionnels »

Le débat sur la réorganisation de la région

Sitôt terminés les fastes du Bicentenaire et le sommet des sept pays les plus riches du monde, M. Michel Rocard prend à bras-le-corps le dossier de l'aménagement de l'Ile-de-France. Après avoir reçu le 11 juillet M. Jacques Chirac (voir l'article de Charles Vial dans le Monde du 13 juillet), le premier ministre, poursuivant une concertation qu'il souhaite « approfondie et très large », s'est entretenu le 18 juillet avec M. Jean-Pierre Fourcade (UDF), premier vice-président du conseil régional, chargé notamment des finances, et rencontré M. Yvanick Bodin, président du groupe socialiste au conseil régional le 19 juillet.

L'un et l'autre se rejoignent sur un point au moins. Si l'Etat doit affirmer plus nettement ses engagements et ses responsabilités à l'égard de la « région-capitale », l'institution régionale en tant que telle ne saurait être dépourvue de pouvoirs qu'elle a acquis progressivement depuis 1982, notamment dans les

domaines de l'équipement, des transports et de l'aménagement du territoire.

Mercredi 19 juillet, aussi, M. Michel Rocard devrait s'entretenir du sujet avec M. Pierre-Charles Krieg, président RPR du conseil régional.

En l'état actuel des réflexions ministérielles, quatre orientations majeures semblent devoir être retenues :

— Le rôle de la région par rapport aux huit départements et au pouvoir communal émettié (mille trois cents communes) doit être redéfini en termes d'aménagement et de planification ;

— L'Etat devra s'assurer à court terme de la maîtrise foncière, au moins dans certains secteurs stratégiques, à Massy-Saclay et dans la zone déjà appelée « Val d'Europe », entre Roissy et Marne-la-Vallée ;

— La procédure de révision du schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (SDAU) devra être lan-

cée avec précaution, en commençant par la rédaction d'un Livre blanc ;

— L'Etat aura à redéfinir le rôle du comité de décentralisation, que préside M. Jacques Vohard, et qui réclame, dans son dernier rapport, le rétablissement de la procédure de l'agrément, supprimée en 1985, et qui soumet à une autorisation administrative la construction de bureaux dans certaines zones de l'ouest de la région déjà surchargées.

Avant de quitter son poste de directeur régional de l'équipement, où il est remplacé depuis quelques jours par M. Michel Rousselot (ancien directeur général de la RATP), avec rang de préfet - ce qui ne facilitera pas la tâche du préfet de région, M. Olivier Philip, M. Jacques Rousselot avait, dans une brochure réalisée par la préfecture de région et restée presque confidentielle, proposé quelques « pistes de réflexion » pour préparer la révision du schéma directeur. Voici quel était son texte de conclusion... toujours actuel.

F. Gr.

Un constat : la fiscalité source d'inégalités

Le système actuel de financement des collectivités locales n'est pas favorable à un aménagement harmonieux de l'Ile-de-France. Il conduit en effet les communes à se concentrer pour attirer sur leur territoire, des activités générant des ressources fiscales importantes. Les communes les mieux dotées ont les moyens d'attirer les entreprises par une fiscalité plus basse.

Ce système porte en germe les conditions d'une aggravation des inégalités entre collectivités et les menaces d'une détérioration du niveau d'équipements et de services fournis à une part importante de la population régionale.

La fiscalité directe locale est composée de quatre taxes : taxe professionnelle, taxe d'habitation, taxe foncière sur les propriétés bâties et taxe foncière sur les propriétés non bâties. Seules les trois premières ont une importance significative en Ile-de-France.

La taxe professionnelle pèse sur les activités est la première source de revenus des communes. C'est aussi l'impôt dont les bases sont les plus inégalement réparties : entre communes, mais aussi entre départements. Ainsi le montant de la base de taxe professionnelle par habitant, mesure de la

capacité fiscale, varie du simple au triple entre le Val-d'Oise et Paris. Les écarts entre communes sont encore plus importants. Ces inégalités ne concernent pas la seule taxe professionnelle. Elles jouent sur les autres impôts dans le même sens. Pour la taxe foncière sur les propriétés bâties, la différence varie dans un rapport supérieur à 3,6 entre la Seine-et-Marne et Paris.

La taxe d'habitation apparaît moins inégalitaire. Elle ne varie que du simple au double entre Paris et la Seine-et-Marne. Si les inégalités ont été stabilisées au cours de la période, passée, on peut craindre qu'il en aille différemment à l'avenir.

Les Hauts-de-Seine et Paris ont amélioré leur part de la construction de bureaux et de locaux d'activités. Ils ont ainsi renforcé, au détriment des autres départements, leur capacité à attirer un surcroît de matière fiscale. Dans la même période, le mouvement de désertification de la population s'est poursuivi. Ces deux départements deviendront ainsi de plus en plus riches tout en voyant leur population diminuer.

Pourtant, le niveau de pression fiscale n'est pas le seul facteur de

localisation des entreprises dans la mesure où la différence entre les coûts de localisation (montant de l'achat ou de la location, redevance, etc.) excède parfois la différence des contributions imposées.

Il n'en reste pas moins que certains mécanismes de la fiscalité locale se révèlent contradictoires avec la volonté d'un rééquilibrage harmonieux de la région. Ils constituent par ailleurs un frein au développement d'une coopération intercommunale en matière d'urbanisme.

Transports et aménagement

Le financement du système de transport est assuré en Ile-de-France par de nombreux acteurs : usagers, entreprises, collectivités locales, Etat. Mais le mode de répartition des charges ne les sensibilise pas suffisamment aux conséquences de leurs choix.

D'une part, les écarts de charges ne sont pas assez grands pour favoriser des localisations plus économes, moins génératrices de transports. D'autre part, le montant de celles-ci est insuffisant pour couvrir les coûts

généralisés par l'état actuel des localisations.

Une réflexion pourrait porter sur une plus grande transparence des coûts de fonctionnement urbain, la tarification perçue sur les usagers des routes ou des transports en commun, l'équilibre financier global du système des transports.

Le schéma directeur régional n'est pas de même nature que les documents d'urbanisme dont l'élaboration est du ressort des collectivités locales comme les POS.

Valant prescription d'aménagement régional, il permet d'apporter à ces collectivités des éléments d'information et d'encadrement sur les enjeux supra-communautaires dont elles ont à tenir compte dans la définition de leur politique d'urbanisme.

Le schéma directeur ne doit donc pas se dissoudre dans une multitude de préoccupations difficiles à évaluer au niveau régional ni dans un détail de prescriptions relevant des documents d'urbanisme locaux.

Le schéma directeur est un cadre qui dégage l'intérêt général en respectant la liberté commu-

nale. La meilleure preuve en est l'existence de milliers d'hectares constructibles selon le schéma directeur régional d'Ile-de-France (SDRIF) et rendus inconstructibles par les POS communaux. Si le schéma régional ne peut tout résoudre, s'il peut plus facilement empêcher de faire ce qu'il faut, il peut prévoir les conditions les plus favorables pour que les objectifs qu'il fixe soient atteints. Considéré isolément, il n'a, l'expérience le prouve, que peu de possibilités d'influer durablement sur l'avenir de la région.

Malgré les incitations de la loi de décentralisation, aucun groupement de communes ne s'est constitué dans l'agglomération pour établir ou réviser un SDAU local.

Aujourd'hui, l'agglomération urbaine est gérée par plus de trois cents POS établis au niveau communal, sans autre contact les uns avec les autres que les prescriptions du schéma régional. Cette absence de schémas intercommunaux rend difficile la réalisation des objectifs de rééquilibrage. Un des objectifs de l'actualisation du schéma directeur est d'encourager les communes à dresser des SDAU intercommunaux.

هكذا من الأصل



CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES.

NRC • HANDELSBLAD • LE SOIR • *Le Monde* • Süddeutsche Zeitung • CARRIERE DELLA SERA • EL PAIS • De Standaard • THE INDEPENDENT

DOF DER DEUTSCH-FRANZÖSISCHE PERSONALBERATER

LE MARCHÉ FINANCIER FRANCO-ALLEMAND
Nous sommes un puissant groupe bancaire allemand. Venez nous rejoindre à Francfort.

JEUNE CAMBISTE

De préférence diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez acquis les automatismes et les bons réflexes propres à la profession. Votre connaissance des marchés et votre sens des négociations vous permettent de saisir toutes les opportunités et de dominer la fonction.

Aujourd'hui, vous aspirez à un horizon plus large et souhaitez entreprendre une démarche à la fois hardie et prometteuse pour l'avenir.

Nous vous proposons un environnement international au sein d'une équipe efficace et expérimentée de change et de trésorerie.

Bien évidemment, vous avez un bon niveau d'anglais et parlez peut-être français et allemand. Votre sens critique, votre imagination et vos ambitions vous permettront d'évoluer favorablement au sein de notre établissement.

Votre rémunération sera bien entendu liée à vos performances.

De plus, vous bénéficierez de tous les avantages sociaux offerts aux collaborateurs de notre groupe.

Adressez votre carte à notre conseil en précisant la référence FME/1307. Il prendra contact avec vous en toute confidentialité.

MOOG CONSULT. S.A.
INTERNATIONAL MANAGEMENT • 9 - STANG STRASSE • 11, PLACE ELISEE

DER KERN DES EG

CONTEXTE

Consultant et animateur en développement des entreprises

Nous assistons des entreprises dans l'élaboration de nouveaux concepts, dans le développement interne de leur organisation et dans le renforcement de leurs relations sur le marché.

Nous intervenons à l'échelle internationale, avec un centre de gravité placé en Europe. Nous disposons, à Paris et à Hambourg, de nos propres centres de communications, et d'un bureau aux Etats Unis. Notre équipe compte 20 consultants.

Nous développons nos activités et recherchons de jeunes diplômé(e)s d'études supérieures en sciences économiques, en gestion ou en sciences sociales, d'un niveau de 3^e cycle. La maîtrise des langues allemande, française et anglaise doit être bien assurée. Des activités extra-scolaires et des séjours à l'étranger doivent témoigner d'une capacité d'initiative et d'engagement personnel.

Le (la) candidat(e) trouvera chez nous un environnement collégial et créatif, favorable au développement personnel et au travail d'équipe. Nous sommes prêts à envisager ultérieurement une relation de partenariat.

Metaplan S.A.r.l.
1, rue du Ruisseau Blanc
F-01820 Nozay

Metaplan GmbH
Goethestrasse 16
D-2085 Quickborn

Le Monde
INTERNATIONAL

LA COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

organise un concours en vue de pourvoir à un poste de

CHEF DE DIVISION (GRADE A3) (H/F)
Chef de l'unité "QUESTIONS MONÉTAIRES ET FINANCIÈRES INTERNATIONALES"
chargé de :

- l'examen permanent des balances de paiements, de l'analyse économique du processus d'ajustement externe;
- la préparation de la position communautaire dans le domaine des relations monétaires internationales;
- des relations monétaires et financières avec les pays tiers.

Une expérience internationale concrète des organisations multilatérales est indispensable.

La Commission met en œuvre en faveur de son personnel une politique d'égalité des chances entre les femmes et les hommes et encourage très vivement les candidatures féminines.

L'avis du concours détaillé et le formulaire de candidature obligatoire, encartés dans le Journal Officiel des Communautés Européennes n° C169 du 04.07.1989, peuvent être demandés, de préférence par carte postale, auprès de :

COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES, Division Recrutement, COM/A/678, 200 rue de la Loi, B-1049 Bruxelles.

BUREAU DE PRESSE ET D'INFORMATION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES,
□ rue des Belles-Feuilles 61, F-75782 PARIS CEDEX 16
□ C.M.C.I./Bureau 320, rue Henri Barbusse 2, F-13241 MARSEILLE CEDEX 01.

QUALIFICATIONS REQUISES :

- être ressortissant d'un des Etats membres de la CE;
- avoir une connaissance approfondie d'une des langues officielles de la Communauté Européenne et une connaissance satisfaisante d'une deuxième de ces langues;
- être né après le 04.08.1938;
- avoir accompli des études universitaires complètes sanctionnées par un diplôme;
- posséder une expérience professionnelle post-universitaire de 15 ans.

DATE LIMITE POUR L'ENVOI DES CANDIDATURES : 04.08.1989 (le cachet de la poste faisant foi).

KRANKENHAUSER UND ALTENHEIME DES LANDKREISES DACHAU

Wollen Sie schon immer einmal im Ausland arbeiten ?
Wollen Sie Bayern kennenlernen ?
Wir suchen

Krankenschwestern/Krankenpfleger

und bieten ihnen :

- verbilligte Wohnmöglichkeiten
- verbilligte Verpflegung
- kostenlose Berufsbildung
- verbilligte Einkaufsmöglichkeiten
- beste Bezahlung (Beispiel : 30 Jahre, DM 3 058,49)
- DM 100 extra pro Monat

Haben Sie Interesse ?
Schreiben Sie uns :

Kreiskrankenhaus Dachau - Pflegedienstleitung -
Krankenhausstrasse 15, 8060 Dachau/Bayern F.R.G.
Telefon : 19488131/76-384 oder 08131/76-1

L'Office européen des brevets à Munich
recrute pour son
SERVICE DU PERSONNEL
un **JURISTE (Réf. : EXT/303)**

qui sera chargé des questions générales du personnel et des recours en la matière.

Qualifications minimales : diplôme sanctionnant des études complètes de niveau universitaire ; expérience de plusieurs années dans les questions du personnel dans le secteur public ou privé ; excellente connaissance de l'une des langues officielles de l'Office (allemand, anglais, français) et aptitude à comprendre les deux autres.

L'OEB offre un traitement supérieur à la moyenne, d'un niveau correspondant à celui des organisations internationales, auquel s'ajoutent diverses indemnités ainsi qu'un régime de sécurité sociale et de pension avantageux. Les candidatures (à présenter sur le formulaire délivré par l'Office) doivent être adressées au service du personnel de l'Office européen des brevets, Erhardtstrasse 27, D-8000 Munich 2 (tél. (89) 2399 4316) le 21 août 1989 au plus tard.

Important bureau d'études recherche pour prestations longues durées, dans le cadre de projets de développement en Afrique

GESTIONNAIRES CONSEILLERS FINANCIERS SPECIAL DU CRÉDIT EN MILIEU RURAL

minimum 5 ans d'expérience en Afrique.

Adresser CV détaillé, photo et références sous le n° 5022

LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Un emploi en Suisse ?
La critique médicale-chirurgicale Valmont, 1823 (Glas/Montrez (CH) cher- che pour entra immédiats (urgent)

UNE DIÉTÉTICIENNE DIPLOMÉE

Veuillez adresser vos offres à la direction, ou prendre contact par téléphone au (19) 4-21-863-48-51. Demander monsieur FEIZ.

LE CENTRE D'ACTION CULTURELLE-ANNECY
recherche son cadre
RESPONSABLE DES RELATIONS PUBLIQUES
Prière adresser cand. manusc. + C.V. à :
CAC, 1, rue Jean-Jacques, 74000 Annecy avant le 15 août 1989

DEMANDES D'EMPLOIS
OBJECTIF 1983
J.P. 25 a. DCS, coord. ext. Angl., all. B., exp. rôle entre- prise Europe, 1ère sem. T. : 43-40-89-82 (rép.)

cours et leçons
ANGLAIS
Audi + stage intensif pour professionnels 100 niveaux 2 x 4 h/VIE Forfait 3 000 F. Tél. : 48-83-40-18.

villegiature
DRUSCOLL HOUSE-HOTEL
200 chambres simples \$ 100 par sem., demi-pension. Réserv. : 172, New York Road LONDON SE 1 4YT-6-8. 18-44-1-703-41-76.

Le Monde
CADRES

L'Agence centrale des organismes d'intervention dans le secteur agricole (ACOFA)
ETABLISSEMENT PUBLIC ADMINISTRATIF
RECRUTE PAR CONCOURS SUR DOSSIER

1 ASSISTANT
poste à pourvoir à Paris (15^e) à
L'Office national interprofessionnel des fruits et légumes et de l'horticulture (ONIFLHOR)

Ce poste d'analyste financier relève de la division « Entreprise et Investissement - Produits Transformés » et nécessite :

Une bonne formation aux analyses économiques, financières et comptables et à la gestion des entreprises, si possible, une connaissance du secteur des fruits et légumes, ainsi que des procédures d'aides aux entreprises du secteur, une expérience professionnelle de 3 à 5 ans.

DIPLOME REQUIS : bac + 4 et plus particulièrement IEP (Paris), école de gestion IAE.

AUTRES CONDITIONS EXIGÉES : être âgé de 35 ans au plus, être de nationalité française.

Adresser lettre, C.V., travaux (universitaires ou professionnels), niveau actuel de rémunération à la Division du personnel de l'ACOFA :
2, rue Saint-Charles, 75740 Paris Cedex 15

Pour tout renseignement complémentaire téléphoner au 40-58-70-83.
Date limite de dépôt des candidatures le vendredi 28 juillet 1989 (au soir)

L'admissibilité des candidats à une épreuve orale sera prononcée par un jury en fonction des titres et des connaissances professionnelles, ainsi qu'éventuellement des stages et travaux universitaires présentés par le candidat.

L'épreuve orale se déroulera durant la première quinzaine d'août.

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE
AVEC LA PARTICIPATION DE



Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/charges	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS								
7 ^e ARRONDISSEMENT								
7 pièces 186 m ² , 4 ^e étage	91, av. de la Bourdonnais SAGGEL - 47-42-44-44	25.000 + 2 512						
8 ^e ARRONDISSEMENT								
4/5 pièces + park. 160 m ² + balc., 6 ^e ét.	30, av. Georges-V CIGIMO - 48-24-50-00	22.000 + 3.500						
Studio 35 m ² , 1 ^{er} étage	65-67, Champs-Élysées AGF - 42-44-00-44	3.770 + 280						
5 pièces 181 m ² , 3 ^e étage	3, square du Roule AGF - 42-44-00-44	17.400 + 700						
Studio 39 m ² , r.-de-c.	11, rue Magellan SAGGEL - 47-42-44-44	3.500 + 388						
17 ^e ARRONDISSEMENT								
2 pièces, meublé 45 m ² , 5 ^e étage	74, rue Amélot HOME PLAZZA - 40-21-20-00	6.300 CC/sem.						
Studio meublé 36 m ² , rez-de-ch.	74, rue Amélot HOME PLAZZA - 40-21-20-00	3.675 CC/sem.						
Studio meublé 28 m ² , rez-de-ch.	74, rue Amélot HOME PLAZZA - 40-21-20-00	3.150 CC/sem.						
3 pièces 72 m ² , 1 ^{er} étage	7/9, rue Pichon SAGGEL - 47-42-44-44	5.000 + 888						
3 pièces 83 m ² , 1 ^{er} étage	5-7, rue Saint-Hubert AGF - 42-44-00-44	6.475 + 620						
12 ^e ARRONDISSEMENT								
2 pièces 62 m ² , 1 ^{er} étage	29, av. Ledru-Rollin AGF - 42-44-00-44	5.000 + 750						
3 pièces 84 m ² , 12 ^e étage	18 bis, bd de la Bastille AGF - 42-44-00-44	8.000 + 980						
13 ^e ARRONDISSEMENT								
4 pièces 89 m ² , 2 ^e étage	R. des F.-d'Artier-de-La-Vierge SGI/CNP - 45-55-54-15	5.850 + 791						
2 pièces 57 m ² , 2 ^e étage	21, rue Vergniaud SAGGEL - 47-42-44-44	3.700 + 770						
14 ^e ARRONDISSEMENT								
2 pièces 51 m ² , 1 ^{er} étage	199-201, av. du Maine LOC INTER - 47-45-19-97	5.400 + 390						
4 pièces 87 m ² , 2 ^e étage	199-201, av. du Maine LOC INTER - 47-45-19-97	9.202 + 700						
15 ^e ARRONDISSEMENT								
Studio 40 m ² , 8 ^e étage	45, rue d'Alger AGF - 42-44-00-44	3.740 + 560						
2 pièces 58 m ² , 1 ^{er} étage	23-25, rue Lottelier LOC INTER - 47-45-19-97	4.814 + 483						
19 ^e ARRONDISSEMENT								
2 pièces 52 m ² , 7 ^e étage	10, résidence Belleville AGF - 42-44-00-44	3.480 + 690						
4 pièces 79 m ² , 8 ^e étage	78, rue Petit AGF - 42-44-00-44	5.000 + 1 180						
20 ^e ARRONDISSEMENT								
3 pièces 66 m ² , 2 ^e étage	19, rue d'Annam AGF - 42-44-00-44	4.200 + 810						
78 - YVELINES								
Pavillon 5 pièces 112 m ²	Guyancourt 15, allée des Genêts SAGGEL - 46-08-80-36	5.770 + 178						
2 pièces 52 m ² , 4 ^e étage	Versailles 96, av. de Paris SAGGEL - 46-08-80-36	3.900 + 531						
2 pièces + park. 55 m ² , 2 ^e étage	Versailles 35 bis, r. du Mal-Gallien CIGIMO - 48-24-50-00	4.070 + 540						
4 p. + Jard. privé 101 m ² , rez-de-ch.	Villepreux 12, av. de la Mairie SGI/CNP - 30-44-01-13	5.136 + 319						
91 - ESSONNE								
Pavillon, 5 pièces 103 m ²	Bièvre 19, rue de la Couture SAGGEL - 46-08-80-36	6.000 + 181						
92 - HAUTS-DE-SEINE								
2/3 pièces 70 m ² , 1 ^{er} étage	Boulogne 789, av. du Gal-Lederc SAGGEL - 46-08-80-36	4.600 + 780						
2 pièces 48 m ² , 4 ^e étage	Boulogne 48-48, rue de Bellevue SAGGEL - 46-08-80-36	4.200 + 529						
2 pièces 46 m ² , 1 ^{er} étage	Boulogne 24, rue des Abondances LOC INTER - 47-45-19-97	4.300 + 463						
4-5 pièces + balc. 110 m ² , 3 ^e étage parking	Garches 11 bis, rue des Sûsses CIGIMO - 48-24-50-00	8.955 + 800						
2/3 pièces 86 m ² , 7 ^e étage	Neuilly 39, bd du Château SAGGEL - 47-42-44-44	7.740 + 1.382						
Studio 40 m ² , rez-de-ch.	Neuilly 39, rue Parmentier AGF - 42-44-00-44	3.440 + 650						
2 pièces 52 m ² , 3 ^e étage	Porteaux 1, rue de Volta AGF - 42-44-00-44	3.500 + 470						
Pavillon, 4 p. 113 m ² + jard. privé	Rueil-Malmaison 22, allée M.-Johannet SGI/CNP 42-04-25-20	6.160 + 372						
Studio 46 m ² , rez-de-ch.	Saint-Cloud 2, rue du Bois de Boulogne SGI/CNP 46-02-73-48	2.700 + 607						
4 pièces 90 m ² , 1 ^{er} étage	Saint-Cloud 6, sq. Ste-Clothilde AGF - 42-44-00-44	6.370 + 600						
4 pièces, duplex 100 m ² , 8 ^e étage	Saint-Cloud 14, rue de la Libération SAGGEL - 46-08-80-36	7.485 + 704						
3 pièces 71 m ² , 4 ^e étage	Vannes 107, rue Sadi-Carnot SAGGEL - 47-42-44-44	4.300 + 803						
2 pièces 56 m ² , 5 ^e étage	Vannes 114, av. Victor-Hugo SAGGEL - 47-42-44-44	3.550 + 756						
3 pièces 70 m ² , 4 ^e étage	Vannes 4, rue Rabalais SAGGEL - 47-42-44-44	4.400 + 1.007						
92 - HAUTS-DE-SEINE								
2 pièces 56 m ² , 3 ^e étage	Issy-les-Moulineaux rue Jean Monnet accès r. J.-P.-Timbaud SAGGEL - 46-08-80-36	4.100 + 583						
3 pièces 67 m ² , 5 ^e étage	Issy-les-Moulineaux rue Jean-Monnet accès r. J.-P.-Timbaud SAGGEL - 46-08-80-36	4.900 + 800						
4 pièces 82 m ² , 2 ^e étage	Issy-les-Moulineaux rue Jean-Monnet accès r. J.-P.-Timbaud SAGGEL - 46-08-80-36	5.700 + 900						
5 pièces 100 m ² , 3 ^e étage	Issy-les-Moulineaux rue Jean-Monnet accès J.-P.-Timbaud SAGGEL - 46-08-80-36	6.850 + 1.025						
94 - VAL-DE-MARNE								
4 pièces 87 m ² , 3 ^e étage	Charenton-le-Pont 21, rue de Valmy LOC INTER - 47-45-19-97	7.000 + 1.055						
3 pièces 68 m ² , 3 ^e étage	Charenton-le-Pont 21, rue de Valmy LOC INTER - 47-45-19-97	5.590 + 804						
2 pièces 49 m ² , 4 ^e étage	Charenton-le-Pont 21, rue de Valmy LOC INTER - 47-45-19-97	4.400 + 601						
Maison + Jardin 157 m ²	Ormesson 6, square V.-Hugo CIGIMO - 48-24-50-00	6.200 + 100						
95 - VAL-D'OISE								
4 pièces, parking 82 m ² + balcon	Enghien 103, rue du Général-de-Gaulle GFF - 49-02-38-66	6.200 + 664						
2 pièces, parking 54 m ² , balcon	Enghien 103, rue du Général-de-Gaulle GFF - 49-02-38-66	3.600 + 432						
2 pièces, parking 50 m ² + jardin, RC	Montmorency 126, av. du Général-de-Gaulle CIGIMO - 48-24-50-00	3.070 + 855						
PROVINCE								
33 - GIRONDE								
4 pièces parking 102 m ²	Bordeaux 127, rue de Turenne NVX CONSTR. - (16) 56-90-11-33	4.540 + 595						
Studio, 33 m ² 1 ^{er} étage, Park. 350 F/mois	Bordeaux 127, rue de Turenne NVX CONSTR. - (16) 56-90-11-33	2.000 + 180						
3 pièces 76 m ² , 2 ^e étage Park. 350 F/mois	Bordeaux 127, rue de Turenne NVX CONSTR. - (16) 56-90-11-33	3.750 + 445						
60 - OISE								
3 pièces 71 m ² , 3 ^e étage	Chantilly 15, av. Marie-Armelle LOC INTER - 47-45-19-97	2.897 + 847						

ISSY - LES - MOULINEAUX



Appartements neufs

Entre BOULOGNE et ISSY, dans l'île Saint-Germain,
à côté du futur Parc dominé par la sculpture polychrome de DUBUFFET,
82 appartements vous sont proposés, du studio au 5 pièces.



saggel
vendôme
GROUPE UAP

204, Rond-Point
du Pont de Sèvres
92100 Boulogne
Tél. : 46.08.80.36

Le GFF diversifie ses activités immobilières

Créé en 1957 par 61 compagnies d'assurances et 11 caisses de retraite, le GFF (Groupement foncier français) se définit lui-même comme une « société de services, chargée de créer et de rentabiliser les placements immobiliers des investisseurs institutionnels ». A ce titre, la société prend en charge tous les services immobiliers : à sa fonction de gestion d'immeubles (13 300 logements, 158 000 m² de bureaux), s'ajoutent l'activité de syndic de copropriété (14 750 logements, 520 000 m² de bureaux) et celle de construction de nouveaux programmes. Pour le moment, la quasi-totalité de son patrimoine est située à Paris et en région parisienne, le GFF gérant également 1 750 logements à Lyon. Mais le groupe entend bien se diversifier, et compte prochainement investir à Bordeaux et à Toulouse.

« A la différence du marché en province et même en région parisienne, le marché à Paris reste très tendu », analyse Alain de Charentenay, directeur chargé des relations extérieures. « A titre d'exemple, un appartement avenue Bosquet (7^e arrondissement de Paris) se loue 100 F le mètre carré, contre 30 F à 40 F dans le centre de Lyon... et 35 F le mètre carré à Argenteuil ! ». Cependant, le marché de l'immobilier locatif semble s'être un peu calmé cette année : par rapport à l'année dernière, le volume des reconstructions du GFF a augmenté que de 5 %. Et le groupe prévoit un tassement de la demande ainsi qu'une certaine réticence des investisseurs potentiels. Les deux phénomènes sont-ils liés ? Toujours est-il que, cette année, plus de 500 appartements ont été revendus par les institutionnels du GFF.

per « arbitrage » : lorsque des immeubles ont plus de vingt ou trente ans, leur état est examiné ; si les travaux à effectuer sont trop importants, les logements sont revendus à l'unité. Arbitrage intéressant pour les locataires, qui ont un droit de préemption, mais également pour des acquéreurs éventuels, puisque 70 % des locataires n'utilisent pas ce droit ! Prochainement, seront ainsi mis en vente un immeuble dans le 13^e arrondissement de Paris (à 16 000 F le m²) et à Argenteuil (à 2 000 F le m²).

Arbitrages, travaux de rénovation, entretien coûteux... autant de raisons qui poussent le GFF à développer la location du « neuf ». D'autant que le prix de location du « neuf » est supérieur de 15 % à celui de l'« ancien » (à qualités comparables). D'ici la fin de l'année, trois nouveaux programmes vont être mis en location : à Nogent-sur-Marne, dans le centre-ville, à Enghien, en bordure du lac, et dans le centre de Lyon, deux résidences sont en cours de construction.

Parallèlement, le GFF cherche à diversifier ses activités immobilières, en rachetant des cabinets extérieurs et en développant la gestion de patrimoine immobilier des personnes physiques.

Une diversification qui assure sa croissance et qui permet de contrebalancer les soubresauts d'un marché qui risque à l'avenir d'être plus incertain.

Économie

SOMMAIRE

■ Le plan d'épargne populaire, qui se substituera au plan d'épargne retraite, aura la forme d'un compte ouvert pour une durée de dix ans (lire ci-dessous).

■ Le plan d'austérité conçu par

le gouvernement argentin est dénoncé par les syndicats, qui redoutent que les plus démunis n'en fassent les frais (lire page 17).

■ L'usine de Renault-Billancourt est appelée à disparaître, ce qui

pose la question du sort de 4 000 ouvriers (lire ci-dessous).

■ La Commission européenne propose de nouvelles mesures audacieuses pour libéraliser les transports aériens (lire page 17).

Soumis au conseil des ministres

Le plan d'épargne populaire (PEP) pourra être prolongé ou renouvelé au-delà de dix ans

M. Bérégovoy a présenté, mercredi 19 juillet, au Conseil des ministres, le projet de plan d'épargne populaire (PEP) qui remplacera le plan d'épargne retraite (PER) créé par M. Balladur en juin 1987.

Le plan d'épargne populaire (PEP) aura la forme d'un compte ouvert pour une durée de dix ans auprès d'un intermédiaire financier : banque, assurance, mutuelle, poste, comptable du Trésor, institution de prévoyance... Le PEP pourra être soit prolongé soit renouvelé. Un ménage pourra ouvrir deux comptes, un au nom de chaque époux. Les versements ne pourront pas être inférieurs à 2 400 francs par an mais leurs périodicités seront libres, de même que leur forme : virement, dépôt, prélèvement automatique.

Le montant total de versement sera plafonné à 600 000 francs sur les dix ans du plan. Les versements ne donneront pas droit à une réduction d'impôts. En revanche, les intérêts qu'ils produiront pendant les dix années du plan et qui seront obligatoirement capitalisés seront exonérés d'impôts sur le revenu. A la fin du plan, l'épargne accumulée (capital et intérêts) sera, elle aussi, exonérée, qu'elle soit récupérée en une seule fois sous forme d'un capital ou périodiquement sous forme d'une rente. Il n'y aura pas non plus d'imposition des plus-values.

Toutefois, le capital constitué sera pris en compte comme partie du

patrimoine pour le calcul d'un éventuel impôt de solidarité sur la fortune (ISF) ou des droits de succession en cas de décès.

Une prime sera versée par l'Etat aux seules personnes non imposées, prime représentant le quart des versements effectués. Celle-ci ne pourra pas dépasser 1 500 francs par an soit 15 000 francs sur la durée du plan. La prime sera versée chaque année mais le titulaire du compte pourra la perdre s'il arrête son plan avant l'échéance.

Un arrêt du plan avant terme entraînera également une imposition forfaitaire des intérêts capitalisés selon un barème qui ne sera connu qu'avec le vote de la loi cet automne mais dont on précise, au ministère de l'économie et des finances, qu'il sera comparable aux règles s'appliquant aux bons de capitalisation : 47 % pour moins de deux ans d'épargne, 27 % entre deux et quatre ans, 17 % au-delà de quatre ans. Au bout de huit ans l'exonération fiscale des intérêts sera définitivement acquise.

Les intérêts versés par les banques, assurances ou autres intermédiaires financiers seront librement fixés par contrat et garantis. Le capital à la sortie du plan sera lui aussi garanti. Le niveau de la rémunération versée à l'épargnant dépendra notamment de la façon dont les sommes recueillies seront employées : valeurs mobilières, immeubles, prêts. Le choix du placement sera fait par l'intermédiaire financier.

Les personnes ayant souscrit un plan d'épargne retraite (PER) auront le choix entre trois solutions. Elles pourront transférer les sommes déjà épargnées sur un PEP. Elles pourront en second lieu conserver leur PER mais sans pouvoir continuer à épargner jusqu'à celui-ci au-delà de la fin de l'année (aucun PER ne pourra plus être ouvert à partir du jeudi 20 juillet). Elles pourront enfin — dernière solution — récupérer l'épargne déposée sur un PER, les sommes ainsi obtenues étant réintégréées dans leur revenu imposable mais sans aucune pénalité, contrairement à ce que prévoyaient les règles de création du PER.

Des questions en suspens

Telles sont les principales dispositions du projet de loi préparé par le ministre de l'économie et des finances. Une concertation va maintenant s'engager jusqu'à l'automne qui permettra aux milieux professionnels intéressés et aux représentants sociaux de modifier ou de préciser certaines dispositions du texte initial.

Différentes questions vont en effet se poser. Le plafond de 600 000 francs ne semble pas pouvoir être dépassé même si le plan est prolongé au-delà de dix ans (ce prolongement permettra surtout, en fait, d'atteindre ou de se rapprocher du plafond de 600 000 francs, quand

les versements initiaux ont été insuffisants pour saturer le plan. Mais la prime de 1 500 francs par an (au maximum) pourrait, en continuant de jouer au-delà des dix ans si le plan est prolongé, aboutir à crever le plafond des 15 000 francs d'aide versés par l'Etat pour une durée normale de contrat. La décision n'est pas prise sur ce point.

La perte de la prime est totale, prévoit le texte initial, si l'épargnant arrête son plan avant les dix ans requis. On peut penser que les discussions qui vont s'engager porteront le problème de savoir si au-delà de huit ans la sanction pourrait être adoucie, la perte de prime n'étant alors que partielle.

Le projet de loi insistera, dans l'exposé de ses motifs, sur le principe de liberté contractuelle. C'est cette liberté qui permettra aux épargnants de choisir une sortie de plan en rente ou en capital, ce choix étant fait soit à l'entrée du plan soit pendant son exécution, soit enfin à la sortie. Les avantages fiscaux seront les mêmes dans tous les cas mais on estime au ministère des finances qu'une option pour une sortie en rente prise dès l'ouverture du plan avantagera le souscripteur : la rente versée par la banque ou la compagnie d'assurances devra normalement être plus importante que le cas où le choix n'aurait été fait qu'en fin de plan.

A. V.

Le CNPF demande 5 à 10 milliards de francs d'allègements fiscaux pour les entreprises en 1990

Le CNPF demande au gouvernement de ne pas oublier les entreprises dans les allègements fiscaux qui seront inscrits au budget de 1990.

Le CNPF estime que la croissance actuelle de l'économie permet au gouvernement de dégager « une poignée de milliards [entre 5 et 10] pour les entreprises ». « Leur situation est encore fragile », estime M. Scaillet, président de la commission économique, à l'appui de sa demande, « et les prélèvements obligatoires (impôts et cotisations sociales) qui pèsent sur elles, sont

supérieurs à la moyenne européenne ».

Le CNPF estime que sa demande sera d'autant plus facile à satisfaire que les rentrées de TVA qui avaient pris quelque retard au début de l'année ont « retrouvé leur profil normal ».

Le CNPF avait demandé au gouvernement, en mai, plusieurs mesures d'allègement fiscal comme la baisse de l'impôt sur les sociétés, la suppression du décalage d'un mois dans le recouvrement de la TVA par les entreprises et l'accroissement du crédit d'impôt pour la recherche.

Une troisième banque libanaise sous contrôle judiciaire

Les efforts des banques libanaises de la place de Paris n'ont pu éviter à la Lebanese Arab Bank (LAB) France de passer sous contrôle judiciaire, avec la nomination, le 18 juillet, par la Commission bancaire, autorité de tutelle de la profession, d'un administrateur provisoire en la personne de M. André Mouillon (nos dernières éditions du 18 juillet). Après les dépôts de bilan de la Banque de participations et de placements (BPP) et de l'United Banking Corporation (UBC), c'est ainsi le troisième établissement libanais, sur les onze installés en France, qui connaît des difficultés (Le Monde du 14 juillet).

La LAB, présidée par un chrétien libanais, M. Jean Torbey, qui en détient 25 % du capital avec sa famille, bénéficiait essentiellement de dépôts de non-résidents, et s'était lancée dans une politique de crédit aventureuse, en dépit des avertissements répétés de la Commission bancaire, qui l'avait soumise à une dizaine de contrôles depuis sa création il y a treize ans. Malgré les renforcements successifs de fonds propres, constate la Commission, « la banque ne disposait plus des moyens nécessaires pour faire face sans apport extérieur à ses diffi-

cultés de trésorerie et à la reconstitution de son actif financier ». L'apport nécessaire est estimé à environ 200 millions de francs. M. Mouillon, qui a fermé l'unique guichet de la banque, est chargé de reprendre les paiements dès que possible et de maintenir l'intégrité de l'établissement en attendant de trouver une solution.

Du coup, c'est l'image de marque de l'ensemble des banques libanaises en France qui se trouve ternie, même si la Commission bancaire s'efforce d'éviter une généralisation de la suspicion à leur égard. « Les difficultés des trois banques défaillantes sont dues à une mauvaise gestion et à une politique aventureuse », constate l'organisme de contrôle, qui estime que les autres banques libanaises sont bien gérées.

● RECTIFICATIF. — Dans la légende du graphique comparant les capacités de production dans l'industrie française (Le Monde du 19 juillet), c'est par erreur que nous indiquions que le taux de 87 % n'avait pas été atteint depuis 1962. Il s'agissait en fait de 1973 comme l'indiquent ailleurs le graphique.

L'avenir des usines Renault

Le crépuscule de Billancourt

(Suite de la première page.)

La « forteresse ouvrière » de 1968 célébrée par Jacques Frémontier n'est plus qu'une série de bastions dispersés dans l'immense « trepasse », au milieu de rues désertes, de bâtiments vides sous leurs immenses verrières ou déjà abattus et transformés en parkings. Neuf mille salariés, le tiers de l'effectif de 1976, éparpillés dans une multitude de services n'occupent guère que le quart au mieux des surfaces disponibles.

La moitié sont rattachés aux directions « fonctionnelles » (la production, les méthodes, l'outillage, la maintenance...), qui entretiennent un des ateliers les plus modernes, dans l'« éphémère » Billancourt 2000 de Bernard Hanon — une sorte de bloc erratique de béton clair au milieu des vieilles charpentes métalliques et des murs noirs. On peut même y rencontrer une équipe d'une demi-douzaine d'ouvriers qui dans un bâtiment perdu continuent à usiner des disques pour l'usine de Sandouville, près du Havre...

Une coquille qui se vide

Le Centre industriel de Billancourt (le CIB) peut déjà lire son avenir dans les terrains vides qui bordent les autres côtés de la place Jules-Guesde, jadis centre nerveux de la vie ouvrière : ce rond-point, plus connu sous le nom de « place Nationale » qui a accueilli tous les meetings lors de grèves et des conflits de Renault abrite aujourd'hui un mini-marché de casseroles et de T-shirts, et les manifestants doivent y disputer la place aux éboueurs et aux clients...

D'un côté, les murs béants de ce qui fut les forges et les fonderies. De l'autre, l'ancienne usine de moteurs, devenue un terrain vague entre un stade et de hauts immeubles en marches d'escalier : en mars 1987, des militants de la CGT y ont fixé, avec drapeaux rouges et banderoles, la sortie de la dernière R 4, un dernier adieu. Tout près de l'enceinte, les restes du « 70 », un département spécialisé dans la mécanique de petite série, surnommé « le petit Kremlin » en raison de la densité des militants communistes qui y étaient affectés.

Dans cette coquille en train de se vider, on démoli tous les jours des ateliers, rarement pour reconstruire, et l'on y démonte des machines devenues inutilisées. Pourtant, à côté de ces semi-fabriques industrielles, l'île Séguin, qui abrite sur quelques hec-

tares au milieu de la Seine l'usine de montage de l'Express, avec ses quatre mille salariés, reste bourdonnante et active, traversée tous les soirs par des camions transportant les pièces.

Une usine propre, modernisée dans ses équipements (tôlerie et peinture, par exemple) et ses méthodes : ainsi pour faciliter les opérations et réduire la pénibilité du travail, on assemble à part les différentes parties des tableaux de bord avant de les monter sur le véhicule. Et Billancourt, naguère réputée « laxiste », a aujourd'hui une productivité supérieure à la moyenne de la Régie. En témoigne le grand panneau installé à la sortie des chaînes, qui compare les résultats mois par mois. « Rien d'étonnant, ironise un délégué, la présence des excédentaires suffit. Il n'y a même plus besoin de surveiller le travail ».

Vivante, cette usine est pourtant condamnée. Les installations défilent les normes de la rationalité industrielle. Les chaînes de montage suivent des courbes brusques sur six étages pour s'adapter à la configuration de ce paquebot étroit raccroché aux rives de la Seine par un seul pont. Faute de place, c'est à l'intérieur même de l'usine que l'on essaye les véhicules terminés, que l'on entasse ensuite sur des barges à destination de Flins.

L'avenir de l'usine, Georges Besse le laissait déjà pressentir dès 1986. Avant même que son successeur n'annonce au Monde que l'Express serait le dernier modèle monté à Billancourt (Le Monde du 5 juillet), le sort de l'île Séguin était déjà scellé : l'usine de Maubeuge, dotée d'une nouvelle tôlerie « polyvalente » actuellement en construction, pourra se substituer à elle dès la fin de l'année, même si elle doit prendre d'abord le relais de celle de Valladolid, en Espagne. Entre les partisans du déclin en douceur et ceux de la fermeture rapide, en 1992 ou même 1991, M. Raymond Lévy a trouvé l'arbitrage : c'est le marché qui est appelé à trancher.

Le canal des handicaps

Reste à le faire comprendre et à trouver le « plan social » adéquat promis par M. Lévy. L'équation est connue : une main d'œuvre âgée, étrangère et non qualifiée. Parmi les OS qui forment les trois quarts des salariés de l'usine, plus de la moitié ont quarante-cinq ans ou moins. Et sur les chaînes, là où l'on ne voit pas de Maghrébins ou d'Africains, apparaissent des Vietnamiens...

Pour ces hommes qui cumulent souvent les handicaps de la langue, de l'âge et de l'absence de formation, quel espoir de se recaser (exception faite de ceux qui peuvent atteindre l'âge de la préretraite) ? « Mes fils, qui ont vingt-quatre et vingt-six ans, sont au chômage, et moi, à cinquante ans, je trouverais du travail ! », demande un ouvrier yougoslave. Et Saadi, licencié en 1986 à cinquante-trois ans, montre les tampons de toutes les entreprises où il s'est présenté en vain.

La Régie a d'abord procédé sans ménagements en 1986, ajoutant aux départs en préretraite plusieurs centaines de licenciements, dont, à côté des « imprudents », des malades ou des accidentés : l'inspection du travail a « rattrapé » les licenciés à plus de 25 %, comme les pères de six enfants et plus. Les autres ont eu deux semaines pour choisir entre l'allocation de départ et le licenciement.

Rompre le cordon ombilical

« Du travail, il y en a, mais il faut du temps et de la volonté », estime Daniel Cohen, du cabinet MOA, spécialiste de « démantèlement », mais aussi du reclassement de « bas niveau de qualification », qui a mené une action expérimentale à la Régie en 1988 avec vingt-cinq ouvriers. Trente-cinq étaient prévus au départ, mais dix ont refusé d'entrer dans le processus. Au total, cinq ouvriers ont pu être reclassés. Sans certitude de rester dans ce premier emploi, reconnaît Daniel Cohen. Mais, estime-t-il, avec la possibilité d'en retrouver un autre, car ils ont changé d'état d'esprit.

Les opérations ont été laborieuses et il a fallu beaucoup d'obstination. Pour ceux mêmes qui ont retrouvé un poste, il a fallu dix, douze candidatures, voire pour l'un d'eux dix-sept. On s'est heurté en effet à de multiples obstacles : absence de réponse de l'employeur, poste déjà occupé, refus pour des motifs divers (manque d'initiative, niveau insuffisant, etc.), quelques fois seulement après essai ; mais aussi à des refus du salarié qui a trouvé la rémunération insuffisante ou n'a pu s'adapter.

L'entreprise y a cependant ajouté des possibilités de « congé d'attente » à cinquante-quatre ans et de mi-temps à partir de cinquante-trois ans. Elle a surtout recherché des méthodes plus douces et plus d'adaptabilité : aides au départ volontaire et à la création d'entreprises, essais de « débranchement » et de reclassement, reconversion dans le cadre du groupe... Dans les négociations entamées cette année pour le renouvellement de l'accord d'entreprise, on a évoqué une « option prévisionnelle de l'emploi », essayant d'évaluer l'évolution des emplois et celle des salariés présents, site par site, poste par poste. On souhaite encourager la formation, pour rester dans l'entreprise ou pour en partir... D'ores et déjà, à la Régie, on se félicite de l'accueil positif rencontré par des initiatives comme les « journées de l'emploi » dans différentes usines, par exemple à Flins : « On peut être heureux ailleurs qu'à Renault », a-t-on fait valoir (Le Monde du 5 novembre 1988).

Mais ces thérapeutiques adaptées à une décroissance « normale » des effectifs sont-elles à la mesure de la fermeture d'une usine de quatre mille salariés comme celle de Billancourt, accompagnée d'une cure d'amaigrissement de la plupart des ateliers voisins (les autres n'offrent guère que des postes de techniciens ou de « professionnels »). « Pour qu'on puisse négocier, il faut que les syndicats acceptent l'idée d'une réduction des emplois », dit M. Michel Pradier, directeur du personnel et des affaires sociales du groupe. C'était la même réponse en ce qui concerne les malades et les handicapés : « On peut les reclasser par des voies et sur des emplois adaptés. Encore faut-il qu'ils l'acceptent eux-mêmes ».

Il est vrai que l'hostilité syndicale, notamment celle de la CGT, largement majoritaire aux élections dans le collège ouvrier de Billancourt, s'est ajoutée au désespoir des intéressés pour décourager toute velléité de reconversion. La CGT a par

l'action collective avec le syndicat, qui fait aussi partie de leur cadre de vie, c'est ce cordon ombilical qu'il faut rompre. Pour d'autres, l'arrivée à Billancourt a marqué la fin d'une période de mobilité, l'installation dans l'existence comme dans le travail ; elle leur a permis de faire venir femme et enfants. Comme pour Lahcen, quarante-neuf ans, douze ans ouvrier du bâtiment puis tourneur, avant d'entrer à Billancourt en 1973, ou pour Benacer, embauché la même année après dix ans dans diverses entreprises de sous-traitance de la métallurgie.

C'est tout cela qui risque de s'écrouler à la fois. Depuis les premiers licenciements, certains sont résignés : « Je suis licencié parce que je suis un immigré, se résigne Lahcen. C'est une maladie dont on ne guérit pas ». D'autres tout aussi rationnellement affirment ne rien craindre : « Je travaille fort. Je ne suis jamais malade : il ne peut rien m'arriver », affirme Mehdi. D'autres encore se cramponnent à l'usine. « J'ai été engagé à Billancourt, c'est là que je finirai », dit un chef d'équipe marocain.

G. H.

S'impliquer dans le reclassement

« On peut fermer sans casse une usine, même importante, si l'on y met le temps, si toute l'entreprise s'implique dans le reclassement des salariés », affirme un spécialiste des opérations de conversion. L'exemple de Creusot-Loire peut en témoigner. « Il est facile de licencier deux mille personnes : c'est un conflit qui dure deux mois. Mais il faut deux ans et beaucoup d'énergie pour convertir deux mille personnes », dit en écho M. Jean Thomas, directeur des affaires sociales de Charbonnages de France, confrontés au même problème dans plusieurs bassins.

Entre les deux, Renault n'a pas choisi. De même, la mort de Billancourt, lisible dans les faits et aujourd'hui dans les propos du PDG, au moins pour les plus avisés, n'a toujours pas été annoncée. Comme s'il s'agissait de laisser croire jusqu'au bout à une possibilité de survie pour les plus ardents, les plus disciplinés. Cette mort si proche rend d'autant plus ironiques les efforts de la CGT et du PC pour faire réintégrer dix délégués... dans une usine destinée à former bientôt.

GUY HERZLICH.

TRANSPORTS
La Commission eurt
pour libé

ETRANGER

Etats-Unis : la Commission
du déficit commercial

Le Monde

Économie

TRANSPORTS

La Commission européenne propose des mesures audacieuses pour libéraliser les dessertes aériennes

BRUXELLES

(Communautés européennes)
de notre correspondant

La Commission européenne s'apprête à proposer aux Etats membres une nouvelle libéralisation des transports aériens dans la Communauté. Il s'agit, en amplifiant le premier train de mesures prises en décembre 1987, de réduire l'intervention des administrations nationales dans la fixation des tarifs, de faciliter l'accès des droits de trafic, donc d'ouvrir davantage le transport aérien à la concurrence afin de favoriser la baisse des prix. La libéralisation ainsi projetée devrait notamment permettre à UTA et à Air Inter d'exploiter des lignes aériennes où pour l'instant, du côté français, Air France dispose d'un quasi-monopole. Les ministres des transports des Douze examineront ces propositions au mois d'octobre.

Pour les tarifs entre deux pays la règle est actuellement celle de la « double approbation ». Le tarif de référence, c'est-à-dire le prix de la place payé en classe économique par les passagers qui ne bénéficient pas de conditions particulières, doit être approuvé par les deux Etats membres concernés. Après quoi, les compagnies sont autorisées à proposer à leurs clients des réductions assorties de conditions de plus en plus strictes lorsque les rabais augmentent. La Commission propose de remplacer ce système par celui, plus simple et plus libéral, de la « double désapprobation ». L'idée est de laisser les compagnies aériennes décider de leurs propres tarifs en fonction de la demande. Les tarifs ainsi proposés ne pourraient être refusés que si les

deux Etats concernés l'estimaient nécessaire. Air France redoute apparemment qu'une telle formule ne provoque une guerre des tarifs sur des liaisons avec le Royaume-Uni, l'Irlande, voire les Pays-Bas. La proposition prévoit cependant une procédure de recours auprès de la Commission.

Une seconde innovation importante concerne l'accès au marché. La Commission prévoit d'autoriser, sous certaines limitations, le « cabotage », c'est-à-dire la liberté d'embarquer des passagers dans un Etat qui n'est pas l'Etat d'enregistrement de l'appareil et de les débarquer dans ce même Etat (Lufthansa, sur un vol venant de Munich, embarque des passagers à Nice et les débarque à Paris).

Les liaisons intérieures restent pour l'instant réservées aux seules compagnies du pays considéré. Paris-Nice, sans doute la ligne la plus rentable de la Communauté, est ainsi l'apanage d'Air France et d'Air Inter. La Commission propose donc d'entamer ce type de monopole.

Une autre réforme préconisée par Bruxelles risque de faire encore davantage de bruit en France car elle intervient dans le débat qui oppose UTA à Air France et aux pouvoirs publics. La libéralisation décidée en 1987 prévoit que sur une ligne intracommunautaire déterminée, à partir d'un certain seuil de trafic (actuellement cent quatre-vingt mille passagers par an mais cette limite serait ramenée à cent mille passagers au 1^{er} janvier 1992), l'administration responsable peut désigner deux ou plusieurs compagnies pour exercer le droit d'exploitation et que l'autre administration

nationale concernée ne peut s'y opposer. C'est ce qu'on appelle la « multi-désignation ». Cependant, la réglementation actuelle prévoit que de telles dispositions n'affectent pas les relations entre un pays membre et ses transporteurs nationaux. C'est sur cette base que l'aviation civile française a refusé les droits de trafic réclamés par UTA (par exemple sur Paris-Venise et sur Paris-Munich). La Commission propose que cette discrimination à rebours disparaisse (dans l'exemple de Paris-Munich, elle frappe paradoxalement UTA, alors que les autorités françaises ne peuvent s'opposer à ce que leurs homologues de la RFA accordent des droits à une seconde compagnie allemande à côté de Lufthansa).

L'accord de 1987 prévoyait le libre accès à l'exploitation du trafic entre les aéroports « principaux » d'un Etat membre et des aéroports régionaux d'un autre Etat membre. Mais cette libéralisation prévoyait de nombreuses dérogations considérées comme gênantes par les compagnies françaises. S'en trouvaient ainsi exclus les aéroports grecs, les aéroports du nord de l'Italie et ceux de la façade méditerranéenne de l'Espagne. La Commission propose que, sauf décision spécifique de sa part, ces dérogations disparaissent. Elle suggère d'assouplir les règles existantes en matière de « cinquième liberté » : il s'agit du droit d'embarquer des passagers dans un Etat qui n'est pas l'Etat d'enregistrement de l'avion pour débarquer ces mêmes passagers dans un troisième Etat (British Airways, par exemple, embarque à Rome des passagers qu'elle débarque à Athènes).

PHILIPPE LEMAITRE

CONJONCTURE

L'inflation la plus faible des pays industrialisés au cours du premier semestre

Les prix de détail n'ont augmenté que de 0,1 % en juin

Les prix de détail en France ont faiblement augmenté en juin : + 0,1 % par rapport à mai, + 3,6 % par rapport à juin 1988.

Ce bon résultat s'explique en partie (pour un peu moins d'un dixième de point) par la baisse du prix des carburants qui s'est amorcée à la mi-juin. En moyenne, le prix du super, qui avait été de 5,54 F le litre en mai, est revenu

à 5,47 F en juin (- 7 centimes). La baisse moyenne sera plus sensible en juillet, puisque, parti d'un pic à la mi-mai (5,58 F), le prix moyen du super était revenu à la mi-juillet à 5,25 F, soit une baisse de 6 % en deux mois.

Autre explication du bon résultat de juin : la sagesse des prix manufacturés, le ralentissement des hausses des services, le faible relèvement des tarifs

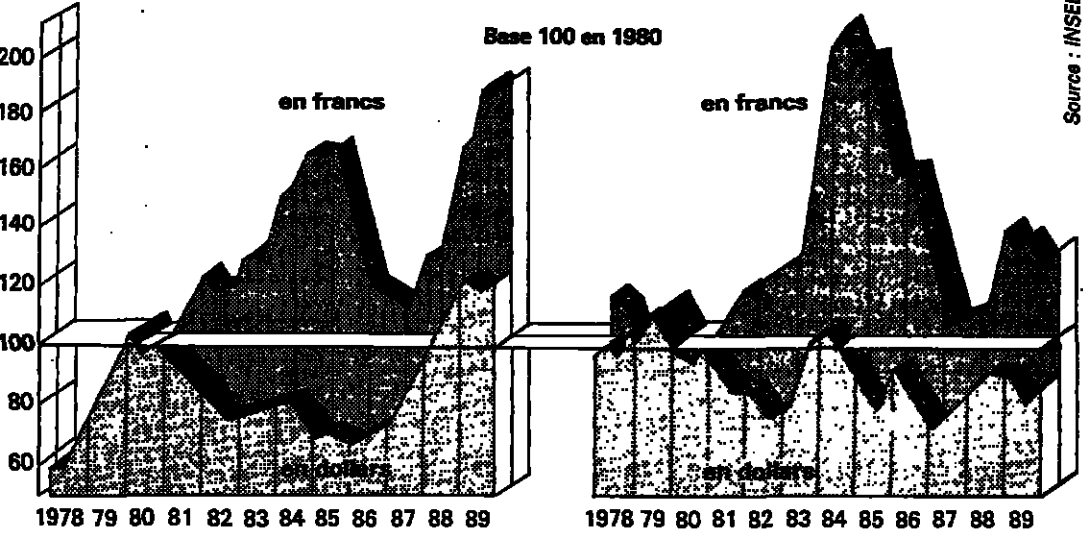
des services publics (+ 1 % pour EDF à la mi-mai, + 2,7 % pour la SNCF grandes lignes le 15 juin).

L'écart d'inflation avec la RFA sur un an n'est plus que d'un demi-point (+ 3,6 % pour la France, + 3,1 % pour l'Allemagne). Sur le premier semestre, c'est en France que la hausse des prix a été la plus faible des grands pays industrialisés.

PRIX DES MATIÈRES PREMIÈRES

INDUSTRIELLES

ALIMENTAIRES



Les prix en dollar des matières premières, qui influent sur le taux d'inflation, se stabilisent. La bonne tenue du franc permet d'envisager la même stabilité sur les

prix exprimés en monnaie nationale, surtout pour ce qui concerne les matières premières alimentaires. La baisse des prix pétroliers va accentuer cette tendance.

Source : INSEE

ETRANGER

Etats-Unis : aggravation du déficit commercial

Le déficit commercial américain s'est nettement aggravé en mai, franchissant à nouveau la barre des 10 milliards de dollars. Corrigé des variations saisonnières, le déficit atteignait 10,2 milliards de dollars contre 8,3 milliards en avril (soit une progression de 23 %), ce qui constitue la plus mauvaise performance depuis décembre 1988.

Cette recrudescence s'explique à la fois par le tassement des exportations et par la reprise des importations.

Les exportations se sont repliées de 0,9 % en mai à 30,5 milliards de dollars. Mais surtout, les importations ont progressé de 4,3 %, à 40,7 milliards de dollars, un chiffre record depuis le début de l'année. Responsables de la vigueur nouvelle des achats américains à l'étranger : d'une part, les importations pétrolières qui ont progressé en volume (+ 13,6 %) comme en valeur (le prix moyen du baril en mai s'est élevé à 18,40 dollars contre 17,83 le mois précédent) ; d'autre part, les achats de biens d'équipement dont les prix se sont accrus.

Le mauvais chiffre de mai ne remet cependant pas en cause l'amélioration de la balance commerciale américaine depuis le début de l'année : sur les cinq premiers mois, le déficit cumulé s'est élevé à 46,3 milliards de dollars contre 49,5 sur la même période de l'an dernier.

Les premières mesures du président Menem

Les syndicats argentins se considèrent comme les victimes du plan d'austérité

BUENOS-AIRES

de notre correspondant

Les syndicats argentins se sentent comme les laissés-pour-compte du plan d'austérité lancé par le gouvernement péroniste. Les dirigeants de la CGT, l'unique centrale syndicale du pays et pilier du Parti justicialiste (péroniste) au pouvoir, ont ren-

tré, dans la nuit de mardi 18 à mercredi 19, les ministres de l'économie et du travail, MM. Néstor Rapanelli et Jorge Triaca. Les responsables syndicaux ont exigé des explications sur ce nouveau plan économique « tant pour ce qui touche les secteurs les plus défavorisés que pour trouver une solution au licenciement ». C'est ce qu'expliquait Saul Ubaldini, le secrétaire général de la CGT, en évoquant l'accord de blocage des prix conclu lundi soir entre les représentants des trois cent cinquante principales entreprises du pays et le gouvernement. Cet accord, qualifié de « premier pas vers la réalisation d'un pacte social » par M. Rapanelli, répond au premier objectif du programme économique : freiner l'hyperinflation qui, selon les estimations, atteindra plus de 200 % pour le mois de juillet.

M. Rapanelli a obtenu, moins un gel des prix qu'un « accord amical », selon l'expression d'un banquier. Si son prédécesseur, victime d'une crise cardiaque, voulait que les prix reviennent à leur valeur d'avant le 3 juillet, M. Rapanelli a accepté qu'ils soient bloqués à celle du 15 juillet, avec toutefois une réduction moyenne de l'ordre de 20 %. Le gouvernement a ainsi entériné une inflation qui, sur certains produits, a atteint 300 % en une semaine.

L'exécutif s'est, par ailleurs, engagé à maintenir sur une période de trois mois un taux de change avantageux (650 australes pour 1 dollar) afin de favoriser les exportations et de ne pas augmenter les tarifs publics. Ceux-ci ont fait un bond spectaculaire, il y a dix jours, avec des augmentations de 600 % sur le gaz naturel et de 500 % sur l'essence. Le gouvernement argentin espère financer ainsi le déficit budgétaire colossal de l'Etat, une des causes fondamentales de l'hyperinflation. La nouvelle équipe économique veut, à terme, réduire ce même déficit à travers des réformes de fond qui constituent la seconde étape du plan d'austérité. Une vague de privatisations, dont ne seront exclues que les entreprises liées à la défense et à la sécurité de l'Etat, est engagée.

Les grands remèdes

Le président Menem semble avoir choisi d'appliquer l'adage selon lequel aux grands maux il faut prescrire les grands remèdes pour résoudre une crise qu'il considère comme la plus grave dans l'histoire du pays. Les syndicats constatent cependant avec inquiétude que ce sont les secteurs les plus défavorisés (qu'ils représentent) qui devront avaler les gorgées les plus amères de la potion. Le principe péroniste de justice sociale se heurte à la réalité de l'application du plan d'austérité. Les syndicats ne sont guère convaincus

de son équité. Ils font une simple opération mathématique. Le salaire moyen pour le mois écoulé, augmentation de 8 000 australes incluses, ne dépasse pas 52 000 australes, soit un peu moins de 550 francs. Le coût de la vie a augmenté du double. Pour compenser une telle perte du pouvoir d'achat, les dirigeants syndicaux voudraient obtenir une augmentation de 200 % des salaires. L'accord passé entre les entreprises et le gouvernement ne prévoit pas une augmentation supérieure à 160 %.

Les cadres de la CGT sont d'ailleurs préoccupés par la vague de licenciements que les privatisations ne manqueraient pas d'entraîner. Ils craignent de voir se gonfler les rangs des « pauvres » argentins. Selon le secrétaire d'Etat aux affaires sociales, Ruben Cardozo, l'Argen-

tine compte d'ores et déjà plus de neuf millions de personnes qui vivent en dessous du seuil de pauvreté, soit près d'un tiers de la population. Il prévoit que leur nombre augmentera d'un million au cours des deux mois à venir. La marginalisation grandissante de larges secteurs de la société porte en corollaire le risque croissant d'explosions sociales. L'Argentine avait connu, fin mai, les premières « émeutes de la faim » de son histoire. Elles faisaient dix-sept morts. Des mises à sac sporadiques de supermarchés dans les provinces du nord du pays, la semaine dernière, sont venues rappeler, du point de vue même du ministre de l'intérieur, Eduardo Bauze, que le risque d'explosion sociale est « sérieux et latent ».

EDITH CORON

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

OUI AUX SICAV DU CREDIT LYONNAIS SLIVARENTE

L'Assemblée Générale Ordinaire a approuvé les comptes de l'exercice 1988/89.

Revenu global par action : 17,09 F composé d'un dividende net de 16,14 F et d'un impôt déjà payé au Trésor (crédit d'impôt) de 0,95 F. Le montant de ce dividende mis en paiement depuis le 29 juin 1989 pourra être réinvesti en actions SLIVARENTE, en franchise totale de droit d'entrée, pendant un délai de trois mois.

Depuis le début de l'année 1989 la valeur liquidative de SLIVARENTE s'est accrue de 4,7 % soit à un rythme plus favorable que celui qui a caractérisé le marché obligataire.

Ces résultats s'inscrivent dans le prolongement de ceux qui ont été enregistrés les années précédentes. Ainsi, depuis le 31 décembre 1977, la performance de SLIVARENTE (dividendes inclus) ressort à + 179 % alors que, sur la même période, un placement en obligations classiques a vu sa valeur augmenter de 146 % (coupons inclus).

SLIVARENTE : un placement à moyen/long terme privilégiant les valeurs de rendement. Renseignez-vous dans votre agence du CREDIT LYONNAIS. REJOIGNEZ CEUX QUI NOUS FONT CONFIANCE DEPUIS LONGTEMPS.

CREDIT LYONNAIS
LE POUVOIR DE DIRE OUI

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Téléc. MONDPUB 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Woult.

Rédacteur en chef : Daniel Veret.

Correspondant en chef : Claude Salas.

ABONNEMENTS PAR MINITEL 36-15 - Tapez LEMONDE - code d'accès ABO

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2057

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-88-81.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montdessey, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Téléc. MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tarif	FRANCE	BELGIUM	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 089 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 340 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner RENVoyez CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

PORTAGE : pour tous renseignements tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changement d'adresse détaillé ou personnel : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

9 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer les numéros propres en capitales d'imprimerie.

PARIS, 19 juillet — Le président de la République française, Valéry Giscard d'Estaing, a annoncé hier qu'il avait décidé de ne pas se représenter à l'élection présidentielle de mai 1981. Cette décision, prise après une longue réflexion, est venue surprendre les observateurs politiques français et étrangers. Giscard d'Estaing, âgé de 67 ans, a été élu président en 1974, battant le général de Gaulle, qui s'était retiré de la compétition. Il a depuis mené une politique modérée, cherchant à concilier les intérêts des différents groupes sociaux et politiques. Sa décision de ne pas se représenter laisse ouverte la question de son successeur, ce qui sera déterminé lors des élections de mai 1981.

Marchés financiers

BOURSE DU 19 JUILLET

[illegible]**Comptant** (sélection)**SICAV**

18/7

VALEURS		% du nom.	% de capital	VALEURS		Cours préc.	Dernier cours	VALEURS		Cours préc.	Dernier cours	VALEURS		Enlève- Fraie incl.	Rachet net	VALEURS		Enlève- Fraie incl.	Rachet net	VALEURS		Enlève- Fraie incl.	Rachet net
Obligations																							
Exp. 3,00 % 77																							
Exp. 3,00 % 78/83																							
Exp. 3,00 % 79/84																							
Exp. 3,00 % 80/85																							
Exp. 3,00 % 81/86																							
Exp. 3,00 % 82/87																							
Exp. 3,00 % 83/88																							
Exp. 3,00 % 84/89																							
Exp. 3,00 % 85/90																							
Exp. 3,00 % 86/91																							
Exp. 3,00 % 87/92																							
Exp. 3,00 % 88/93																							
Exp. 3,00 % 89/94																							
Exp. 3,00 % 90/95																							
Exp. 3,00 % 91/96																							
Exp. 3,00 % 92/97																							
Exp. 3,00 % 93/98																							
Exp. 3,00 % 94/99																							
Exp. 3,00 % 95/00																							
Exp. 3,00 % 96/01																							
Exp. 3,00 % 97/02																							
Exp. 3,00 % 98/03																							
Exp. 3,00 % 99/04																							
Exp. 3,00 % 00/05																							
Exp. 3,00 % 01/06																							
Exp. 3,00 % 02/07																							
Exp. 3,00 % 03/08																							
Exp. 3,00 % 04/09																							
Exp. 3,00 % 05/10																							
Exp. 3,00 % 06/11																							
Exp. 3,00 % 07/12																							
Exp. 3,00 % 08/13																							
Exp. 3,00 % 09/14																							
Exp. 3,00 % 10/15																							
Exp. 3,00 % 11/16																							
Exp. 3,00 % 12/17																							
Exp. 3,00 % 13/18																							
Exp. 3,00 % 14/19																							
Exp. 3,00 % 15/20																							
Exp. 3,00 % 16/21																							
Exp. 3,00 % 17/22																							
Exp. 3,00 % 18/23																							
Exp. 3,00 % 19/24																							
Exp. 3,00 % 20/25																							
Exp. 3,00 % 21/26																							
Exp. 3,00 % 22/27																							
Exp. 3,00 % 23/28																							
Exp. 3,00 % 24/29																							
Exp. 3,00 % 25/30																							
Exp. 3,00 % 26/31																							
Exp. 3,00 % 27/32																							
Exp. 3,00 % 28/33																							
Exp. 3,00 % 29/34																							
Exp. 3,00 % 30/35																							
Exp. 3,00 % 31/36																							
Exp. 3,00 % 32/37																							
Exp. 3,00 % 33/38																							
Exp. 3,00 % 34/39																							
Exp. 3,00 % 35/40																							
Exp. 3,00 % 36/41																							
Exp. 3,00 % 37/42																							
Exp. 3,00 % 38/43																							
Exp. 3,00 % 39/44																							
Exp. 3,00 % 40/45																							
Exp. 3,00 % 41/46																							
Exp. 3,00 % 42/47																							
Exp. 3,00 % 43/48																							
Exp. 3,00 % 44/49																							
Exp. 3,00 % 45/50																							
Exp. 3,00 % 46/51																							
Exp. 3,00 % 47/52																							
Exp. 3,00 % 48/53																							
Exp. 3,00 % 49/54																							
Exp. 3,00 % 50/55																							
Exp. 3,00 % 51/56																							
Exp. 3,00 % 52/57																							
Exp. 3,00 % 53/58																							
Exp. 3,00 % 54/59																							
Exp. 3,00 % 55/60																							
Exp. 3,00 % 56/61																							
Exp. 3,00 % 57/62																							
Exp. 3,00 % 58/63																							
Exp. 3,00 % 59/64																							
Exp. 3,00 % 60/65																							
Exp. 3,00 % 61/66																							
Exp. 3,00 % 62/67																							
Exp. 3,00 % 63/68																							
Exp. 3,00 % 64/69																							
Exp. 3,00 % 65/70																							
Exp. 3,00 % 66/71																							
Exp. 3,00 % 67/72																							
Exp. 3,00 % 68/73																							
Exp. 3,00 % 69/74																							
Exp. 3,00 % 70/75																							
Exp. 3,00 % 71/76																							
Exp. 3,00 % 72/77																							
Exp. 3,00 % 73/78																							
Exp. 3,00 % 74/79																							
Exp. 3,00 % 75/80																							
Exp. 3,00 % 76/81																							
Exp. 3,00 % 77/82																							
Exp. 3,00 % 78/83																							
Exp. 3,00 % 79/84																							
Exp. 3,00 % 80/85																							
Exp. 3,00 % 81/86																							
Exp. 3,00 % 82/87																							
Exp. 3,00 % 83/88																							
Exp. 3,00 % 84/89																							
Exp. 3,00 % 85/90																							
Exp. 3,00 % 86/91																							
Exp. 3,00 % 87/92																							
Exp. 3,00 % 88/93																							
Exp. 3,00 % 89/94																							
Exp. 3,00 % 90/95																							
Exp. 3,00 % 91/96																							
Exp. 3,00 % 92/97																							
Exp. 3,00 % 93/98																							
Exp. 3,00 % 94/99																							
Exp. 3,00 % 95/00																							
Exp. 3,00 % 96/01																							
Exp. 3,00 % 97/02																							
Exp. 3,00 % 98/03																							
Exp. 3,00 % 99/04																							
Exp. 3,00 % 00/05																							
Exp. 3,00 % 01/																							

Cote des changes

Marché libre de l'or

MARCHÉ OFFICIEL		COURS DES BILLETS		MARCHANDISES ET DÉRIVÉS		COURS DES		COURS		COURS	
COURS	COURS	COURS DES BILLETS	MARCHANDISES ET DÉRIVÉS	COURS DES	COURS	COURS DES	COURS	COURS	COURS	COURS	
préc.	19/7	Achat	Vente								
100-Lira (5 F)	6.522	6.481	6.320	6.481	6.320	77800	77200	77800	77200	77800	
100-Lira (10 F)	13.026	12.962	12.640	12.962	12.640	77800	77200	77800	77200	77800	
100-Lira (20 F)	26.052	25.924	25.280	25.924	25.280	77800	77200	77800	77200	77800	
100-Lira (50 F)	65.130	64.810	63.200	64.810	63.200	77800	77200	77800	77200	77800	
100-Lira (100 F)	130.260	129.620	126.400	129.620	126.400	77800	77200	77800	77200	77800	
100-Lira (200 F)	260.520	259.240	252.800	259.240	252.800	77800	77200	77800	77200	77800	
100-Lira (500 F)	651.300	648.100	632.000	648.100	632.000	77800	77200	77800	77200	77800	
100-Lira (1000 F)	1.302.600	1.296.200	1.264.000	1.296.200	1.264.000	77800	77200	77800	77200	77800	
100-Lira (2000 F)	2.605.200	2.592.400	2.528.000	2.592.400	2.528.000	77800	77200	77800	77200	77800	
100-Lira (5000 F)	6.513.000	6.481.000	6.320.000	6.481.000	6.320.000	77800	77200	77800	77200	77800	
100-Lira (10000 F)	13.026.000	12.962.000	12.640.000	12.962.000	12.640.000	77800	77200	77800	77200	77800	
100-Lira (20000 F)	26.052.000	25.924.000	25.280.000	25.924.000	25.280.000	77800	77200	77800	77200	77800	
100-Lira (50000 F)	65.130.000	64.810.000	63.200.000	64.810.000	63.200.000	77800	77200	77800	77200	77800	
100-Lira (100000 F)	130.260.000	129.620.000	126.400.000	129.620.000	126.400.000	77800	77200	77800	77200	77800	
100-Lira (200000 F)	260.520.000	259.240.000	252.800.000	259.240.000	252.800.000	77800	77200	77800	77200	77800	
100-Lira (500000 F)	6.513.000.000	6.481.000.000	6.320.000.000	6.481.000.000	6.320.000.000	77800	77200	77800	77200	77800	
100-Lira (1000000 F)	13.026.000.000	12.962.000.000	12.640.000.000	12.962.000.000	12.640.000.000	77800	77200	77800	77200	77800	
100-Lira (2000000 F)	26.052.000.000	25.924.000.000	25.280.000.000	25.924.000.000	25.280.000.000	77800	77200	77800	77200	77800	
100-Lira (5000000 F)	65.130.000.000	64.810.000.000	63.200.000.000	64.810.000.000	63.200.000.000	77800	77200	77800	77200	77800	
100-Lira (10000000 F)	130.260.000.000	129.620.000.000	126.400.000.000	129.620.000.000	126.400.000.000	77800	77200	77800	77200	77800	
100-Lira (20000000 F)	260.520.000.000	259.240.000.000	252.800.000.000	259.240.000.000	252.800.000.000	77800	77200	77800	77200	77800	
100-Lira (50000000 F)	6.513.000.000.000	6.481.000.000.000	6.320.000.000.000	6.481.000.000.000	6.320.000.000.000	77800	77200	77800	77200	77800	
100-Lira (100000000 F)	13.026.000.000.000	12.962.000.000.000	12.640.000.000.000	12.962.000.000.000	12.640.000.000.000	77800	77200	77800	77200	77800	
100-Lira (200000000 F)	26.052.000.000.000	25.924.000.000.000	25.280.000.000.000	25.924.000.000.000	25.280.000.000.000	77800	77200	77800	77200	77800	
100-Lira (500000000 F)	65.130.000.000.000	64.810.000.000.000	63.200.000.000.000	64.810.000.000.000	63.200.000.000.000	77800	77200	77800	77200	77800	
100-Lira (1000000000 F)	130.260.000.000.000	129.620.000.000.000	126.400.000.000.000	129.620.000.000.000	126.400.000.000.000	77800	77200	77800	77200	77800	
100-Lira (2000000000 F)	260.520.000.000.000	259.240.000.000.000	252.800.000.000.000	259.240.000.000.000	252.800.000.000.000	77800	77200	77800	77200	77800	
100-Lira (5000000000 F)	6.513.000.000.000.000	6.481.000.000.000.000	6.320.000.000.000.000	6.481.000.000.000.000	6.320.000.000.000.000	77800	77200	77800	77200	77800	
100-Lira (10000000000 F)	13.026.000.000.000.000	12.962.000.000.000.000	12.640.000.000.000.000	12.962.000.000.000.000	12.640.000.000.000.000	77800	77200	77800	77200	77800	
100-Lira (20000000000 F)	26.052.000.000.000.000	25.924.000.000.000.000	25.280.000.000.000.000	25.924.000.000.000.000	25.280.000.000.000.000	77800	77200	77800	77200	77800	
100-Lira (50000000000 F)	65.130.000.000.000.000	64.810.000.000.000.000	63.200.000.000.000.000	64.810.000.000.000.000	63.200.000.000.000.000	77800	77200	77800	77200	77800	
100-Lira (100000000000 F)	130.260.000.000.000.000	129.620.000.000.000.000	126.400.000.000.000.000	129.620.000.000.000.000	126.400.000.000.000.000	77800	77200	77800	77200	77800	
100-Lira (200000000000 F)	260.520.000.000.000.000	259.240.000.000.000.000	252.800.000.000.000.000	259.240.000.000.000.000	252.800.000.000.000.000	77800	77200	77800	77200	77800	
100-Lira (500000000000 F)	6.513.000.000.000.000.000	6.481.000.000.000.000.000	6.320.000.000.000.000.000	6.481.000.000.000.000.000	6.320.000.000.000.000.000	77800	77200	77800	77200	77800	
100-Lira (1000000000000 F)	13.026.000.000.000.000.000	12.962.000.000.000.000.000	12.640.000.000.000.000.000	12.962.000.000.000.000.000	12.640.000.000.000.000.000	77800	77200	77800	77200	77800	
100-Lira (2000000000000 F)	26.052.000.000.000.000.000	25.924.000.000.000.000.000	25.280.000.000.000.000.000	25.924.000.000.000.000.000	25.280.000.000.000.000.000	77800	77200	77800	77200	77800	
100-Lira (5000000000000 F)	65.130.000.000.000.000.000	64.810.000.000.000.000.000	63.200.000.000.000.000.000	64.810.000.000.000.000.000	63.200.000.000.000.000.000	77800	77200	77800	77200	77800	
100-Lira (10000000000000 F)	130.260.000.000.000.000.000	129.620.000.000.000.000.000	126.400.000.000.000.000.000	129.620.000.000.000.000.000	126.400.000.000.000.000.000	77800	77200	77800	77200	77800	
100-Lira (20000000000000 F)	260.520.000.000.000.000.000	259.240.000.000.000.000.000	252.800.000.000.000.000.000	259.240.000.000.000.000.000	252.800.000.000.000.000.000	77800	77200	77800	77200	77800	
100-Lira (50000000000000 F)	6.513.000.000.000.000.000.000	6.481.000.000.000.000.000.000	6.320.000.000.000.000.000.000	6.481.000.000.000.000.000.000	6.320.000.000.000.000.000.000	77800	77200	77800	77200	77800	
100-Lira (100000000000000 F)	13.026.000.000.000.000.000.000	12.962.000.000.000.000.000.000	12.640.000.000.000.000.000.000	12.962.000.000.000.000.000.000	12.640.000.000.000.000.000.000	77800	77200	77800	77200	77800	
100-Lira (200000000000000 F)	26.052.000.000.000.000.000.000	25.924.000.000.000.000.000.000	25.280.000.000.000.000.000.000	25.924.000.000.000.000.000.000	25.280.000.000.000.000.000.000	77800	77200	77800	77200	77800	
100-Lira (500000000000000 F)	65.130.000.000.000.000.000.000	64.810.000.000.000.000.000.000	63.200.000.000.000.000.000.000	64.810.000.000.000.000.000.000	63.200.000.000.000.000.000.000	77800	77200	77800	77200	77800	
100-Lira (1000000000000000 F)	130.260.000.000.000.000.000.000	129.620.000.000.000.000.000.000	126.400.000.000.000.000.000.000	129.620.000.000.000.000.000.000	126.400.000.000.000.000.000.000	77800	77200	77800	77200	77800	
100-Lira (2000000000000000 F)	260.520.000.000.000.000.000.000	259.240.000.000.000.000.000.000	252.800.000.000.000.000.000.000	259.240.000.000.000.000.000.000	252.800.000.000.000.000.000.000	77800	77200	77800	77200	77800	
100-Lira (5000000000000000 F)	6.513.000.000.000.000.000.000.000	6.481.000.000.000.000.000.000.000	6.320.000.000.000.000.000.000.000	6.481.000.000.000.000.000.000.000	6.320.000.000.000.000.000.000.000	77800	77200	77800	77200	77800	
100-Lira (10000000000000000 F)	13.026.000.000.000.000.000.000.000	12.962.000.000.000.000.000.000.000	12.640.000.000.000.000.000.000.000	12.962.000.000.000.000.000.000.000	12.640.000.000.000.000.000.000.000	77800	77200	77800	77200	77800	
100-Lira (20000000000000000 F)	26.052.000.000.000.000.000.000.000	25.924.000.000.000.000.000.000.000	25.280.000.000.000.000.000.000.000	25.924.000.000.000.000.000.000.000	25.280.000.000.000.000.000.000.000	77800	77200	77800	77200	77800	
100-Lira (50000000000000000 F)	65.130.000.000.000.000.000.000.000	64.810.000.000.000.000.000.000.000	63.200.000.000.000.000.000.000.000	64.810.000.000.000.000.000.000.000	63.200.000.000.000.000.000.000.000	77800	77200	77800	77200	77800	
100-Lira (100000000000000000 F)	130.260.000.000.000.000.000.000.000	129.620.000.000.000.000.000.000.000	126.400.000.000.000.000.000.000.000	129.620.000.000.000.000.000.000.000	126.400.000.000.000.000.000.000.000	77800	77200	77800	77200	77800	
100-Lira (200000000000000000 F)	260.520.000.000.000.000.000.000.000	259.240.000.000.000.000.000.000.000	252.800.000.000.000.000.000.000.000	259.240.000.000.000.000.000.000.000	252.800.000.000.000.000.000.000.000	77800	77200	77800	77200	77800	
100-Lira (500000000000000000 F)	6.513.000.000.000.000.000.000.000.000	6.481.000.000.000.000.000.000.000.000	6.320.000.000.000.000.000.000.000.000	6.481.000.000.000.000.000.000.000.000	6.320.000.000.000.000.000.000.000.000	77800	77200	77800	77200	77800	
100-Lira (1000000000000000000 F)	13.026.000.000.000.000.000.000.000.000	12.962.000.000.000.000.000.000.000.000	12.640.000.000.000.000.000.000.000.000	12.962.000.000.000.000.000.000.000.000	12.640.000.000.000.000.000.000.000.000	77800	77200	77800	77200	77800	
100-Lira (2000000000000000000 F)	26.052.000.000.000.000.000.000.000.000	25.924.000.000.000.000.000.000.000.000	25.280.000.000.000.000.000.000.000.000	25.924.000.000.000.000.000.000.000.000	25.280.000.000.000.000.000.000.000.000	77800	77200	77800	77200	77800	
100-Lira (5000000000000000000 F)	65.130.000.000.000.000.000.000.000.000	64.810.000.000.000.000.000.000.000.000	63.200.000.000.000.000.000.000.000.000	64.810.000.000.000.000.000.000.000.000	63.200.000.000.000.000.000.000.000.000	77800	77200	77800	77200	77800	
100-Lira (10000000000000000000 F)	130.260.000.000.000.000.000.000.000.000	129.620.000.000.000.000.000.000.000.000	126.400.000.000.000.000.000.000.000.000	129.620.000.000.000.000.000.000.000.000	126.400.000.000.000.000.000.000.000.000	77800	77200	77800	77200	77800	
100-Lira (20000000000000000000 F)	260.520.000.000.000.000.000.000.000.000	259.240.000.000.000.000.000.000.000.000	252.800.000.000.000.000.000.000.000.000	259.240.000.000.000.000.000.000.000.000	252.800.000.000.000.000.000.000.000.000	77800	77200	77800	77200	77800	
100-Lira (50000000000000000000 F)	6.513.000.000.000.000.000.000.000.000.000	6.481.000.000.000.000.000.000.000.000.000	6.320.000.000.000.000.000.000.000.000.000	6.481.000.000.000.000.000.000.000.000.000	6.320.000.000.000.000.000.000.00						

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - * : marché continu

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TELEMATIQUE
3 URSS : les affrontements entre ethnies dans le Caucase et l'agitation sociale. 4 Irak : la reconstruction de Fao. 5 La visite de M. Roland Dumas au Maroc. 6 Paraguay : la presse poursuit ses attaques contre M. Jacques Soustelle.	6 Petites formations : l'habit neuf du Parlement européen. 7 COMMUNICATION : le rapport Brault sur le cinéma.	7 Le vingtième anniversaire de la mission d'Armstrong et Aldrin sur la Lune. 8 La grève de la faim des « chefs » d'Action directe. 9 Le Tour de France cycliste.	9 Le Festival d'Avignon : le Bourrichon, à la Manutention ; Parlez-moi de vous, de Marie-Victoire Rouillier. 10 M. Rocard a inauguré la Grande Arche.	16 La présentation du PEP au conseil des ministres. 17 La hausse des prix a été de 0,1 % en juin en France. 18-19 Marchés financiers.	Abonnements 17 Admissions aux grandes écoles 10 Annonces classées 13 à 15 Carnet 10 Météorologie 12 Mots croisés 12 Radio-Télévision 12	● Admissions aux grandes écoles 10 3615 tapez LEMOND ● Les offres d'emploi Monde 12 3615 tapez LM

Au conseil des ministres

La modernisation de l'apprentissage

Le conseil des ministres, qui s'est réuni mercredi matin 19 juillet, à l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand, a entendu une communication de M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, sur le plan d'épargne populaire (lire page 10).

Le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, M. Jean-Pierre Soisson, a présenté pour sa part un plan de rénovation de l'apprentissage.

Si les contrats de plan conclus entre l'État et les régions ont déjà fait de l'apprentissage une de leurs priorités (1,160 milliard de francs pour les cinq années à venir, soit 232 millions de francs par an), le plan gouvernemental permettra le doublement des crédits : 400 millions de francs en 1990 et près de 200 millions pour chacune des années suivantes seront consacrés à des actions de modernisation de l'apprentissage. Il s'agit de donner aux centres de formation d'apprentis « les moyens de mettre en œuvre une pédagogie de qualité, d'aider à la rénovation des équipements pédagogiques, et d'accompagner les évolutions d'apprentissage ».

Le ministre de la recherche et de la technologie, M. Hubert Curien, a présenté, de son côté, une communication sur la situation des chercheurs. Le gouvernement a retenu l'objectif de doubler en quinze ans le nombre des chercheurs et des ingénieurs de recherche dans l'industrie, ce qui représenterait une croissance de 5 % par an.

Mouvement préfectoral

En marge de ces délibérations, le mouvement préfectoral suivant a été décidé :

— M. Claude Bessière, préfet de la région Lorraine, préfet de la Moselle, est nommé préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet des Bouches-du-Rhône ;

— M. Jacques Monestier, préfet de la région Pays-de-la-Loire, préfet

EN BREF

● Dans l'Isère, deux parachutistes avaient le meurtre de trois femmes. — Les gendarmes de la brigade territoriale de Crémieu (Isère) ont interpellé, mardi 18 juillet, deux jeunes appelés de la base aéroport de Toulouse, qui devaient rapidement avouer le meurtre d'un garde-chasse, perpétré quelques heures plus tôt à Saint-Romain-de-Juilles (Isère). Les deux parachutistes, Thierry El Borgi, dix-neuf ans, et Philippe Sieve, vingt ans, militaires en « situation irrégulière », ont avoué avoir tué Marcel Douzet, garde-chasse de soixante-deux ans. Ils ont également reconnu le vol et le meurtre de trois femmes dans la région de Toulouse. L'une des victimes serait Isabelle Rabou, jeune kinésithérapeute de vingt-trois ans, disparue le 30 mai et dont le corps avait été retrouvé dans un champ de la commune de Saint-Lys (Haute-Garonne), le 3 juillet. Les deux autres victimes seraient les deux femmes, toujours non identifiées, dont les corps calcinés avaient été découverts, le 13 juillet, près de la base aérienne de Toulouse-Francais.

● TUNISIE : le président Bourguiba a été opéré. — Souffrant de rétention depuis plusieurs jours, le président Bourguiba, hospitalisé dans un établissement de Tunis, a subi une opération de la prostate. Celle-ci, effectuée par un spécialiste français, s'est déroulée normalement. — (Corresp.)

● Aéroflot va entrer à l'Association internationale du transport aérien. — La compagnie aérienne soviétique Aéroflot, la plus importante du monde, a posé sa candidature à l'Association internationale du transport aérien (IATA) et devrait formellement adhérer à l'organisation d'ici deux à trois semaines, a indiqué, le 18 juillet, l'Association à Genève.

● L'Italie demande à Bruxelles un contrôle des exportations d'autos japonaises. — L'Italie a demandé le 18 juillet à la Commission européenne de négocier avec le Japon une stabilisation de ses exportations automobiles à 9 % du marché de la CEE, suivie de la mise en place d'un quota européen temporaire, comme préalable à l'ouverture du marché des Douze.

Le numéro du « Monde » daté 19 juillet 1989 a été tiré à 490 166 exemplaires

de la Loire-Atlantique, est nommé préfet de la région Rhône-Alpes, préfet du Rhône ;

— M. Alain Ohrel, préfet de la région Picardie, préfet de la Somme, est nommé préfet de la région Pays-de-la-Loire, préfet de la Loire-Atlantique ;

— M. Philippe Loiseau, préfet de la région Limousin, préfet de la Haute-Vienne, est nommé préfet de la région Picardie, préfet de la Somme ;

— M. Jean-Louis Destandau, préfet, directeur du cabinet du préfet de la région Ile-de-France, est nommé préfet du Val-d'Oise ;

— M. Dominique Bellion, sous-préfet hors cadre, directeur adjoint du cabinet du préfet de la région Ile-de-France, préfet de Paris, est nommé préfet, directeur du cabinet du préfet de la région Ile-de-France, préfet de Paris ;

— M. Jean-Louis Dufrenoy, préfet du Gard, est nommé préfet de l'Essonne.

Les consultations de M. Rocard sur l'Ile-de-France

M. Fourcade plaide pour un renforcement des pouvoirs de la région dans le domaine des transports

Poursuivant ses consultations à propos de la réorganisation de l'Ile-de-France, avant d'aller inaugurer l'Arche de la Défense, M. Michel Rocard a reçu successivement, le mardi 18 juillet, MM. Jean-Pierre Fourcade (UDF), premier vice-président du conseil régional, et Guy Schmaus, président du groupe communiste.

Selon M. Fourcade, le premier ministre a définitivement écarté l'idée de créer un cinquième niveau d'administration en Ile-de-France en plus de l'État, de la région, des départements et des communes. En revanche, pour la mise en œuvre du nouveau schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (SDAU), « on va vers un renforcement des pouvoirs conjoints du couple Etat-région, mais il faudrait, nous a précisé M. Fourcade, qu'une loi impose aux plans d'occupation des sols (POS) des communes d'être conformes aux orientations de ce SDAU ».

A propos des transports, M. Fourcade a plaidé auprès du premier ministre pour un renforcement du pouvoir régional « ce à quoi l'Hôtel Maitland n'est pas opposé ». « Ce qui implique, ajoute le maire de Saint-Cloud, que l'actuel syndicat des transports parisiens (STP) cou-

vre tout le territoire de la région, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui, et que le conseil régional tienne, dans ses instances dirigeantes, un rôle important ».

Quant à M. Guy Schmaus, il a déclaré au premier ministre que la région parisienne « se heurte à des difficultés graves, notamment aux chertés de la spéculation foncière et des loyers, de la situation des jeunes, des transports et des routes ».

Selon le président du groupe communiste du conseil régional, « il n'est pas nécessaire de modifier les institutions actuelles pour apporter des solutions aux problèmes car les outils existent. Il suffit d'accroître les moyens dont ils bénéficient, ou le poids des élus, par exemple au Syndicat des transports parisiens ».

M. Schmaus a mis en garde le gouvernement « contre toute tentation de toucher à l'autonomie des communes. Les maires, notamment communistes, ont des projets et ils sont capables de mettre en œuvre d'efficaces coopérations intercommunales comme nous l'avons démontré à propos du tramway de Seine-Saint-Denis, mais il a fallu sept ans de démarches et d'actions pour que débutent les travaux ».

Les réactions à la mise en vente des « Versets sataniques »

Apprenant la mise en vente en France des *Versets sataniques* de Salman Rushdie, M. Ali Akbar Mohtashem, ministre de l'intérieur indien, a réaffirmé, mardi 18 juillet, dans un entretien diffusé par TF 1, que la condamnation à mort prononcée par l'imam Khomeini ne pouvait être « annulée » et serait, « dans l'avenir, exécutée par un Iranien ».

Le chef de la communauté chiite en Europe, l'ayatollah Mehdi Rohani, qui avait tout à la fois condamné la sentence de l'imam contre Rushdie et la publication du livre en Grande-Bretagne, a proposé à M. Christian Bourgois, l'éditeur français, de racheter tous les exemplaires imprimés en France. Il a en outre précisé à l'Antenne 2 : « Nous devons trouver nous-mêmes les solutions pour résoudre ce problème, en ramassant tous les livres dans les librairies françaises ».

Adnan Kashoggi extradé vers les États-Unis

Arrêté le mardi 18 avril à Berne en exécution d'un mandat américain, l'homme d'affaires saoudien Adnan Kashoggi a été extradé mercredi 19 juillet vers les États-Unis, a indiqué dans un communiqué le département fédéral de justice suisse.

Adnan Kashoggi faisait l'objet d'un mandat d'arrêt délivré le 24 mars par un magistrat américain et d'un acte d'accusation établi deux semaines auparavant par la cour du district sud de New-York portant sur des « délits contre le patrimoine », en fait une accusation de recel au profit des époux Marcos.

La direction de la Régie a fait savoir, selon la CGT, qu'elle « était prête à ouvrir une négociation directe avec les représentants du personnel, salariés ou non du médiateur ». La CGT continue de refuser toute autre solution que la réintégration dans le groupe, mais en vient à argumenter sur les propositions qui lui sont faites.

« Comment cette direction, après avoir présenté les « dix » comme des bandits hier (...), peut-elle aujourd'hui être le meilleur médiateur auprès d'autres chefs d'entreprise pour leur trouver un emploi ? (...) observe la délégation chargée des discussions. Si M. Raymond Lévy, PDG de Renault, doit intervenir auprès d'un chef d'entreprise, c'est bien auprès du chef d'établissement de Renault-Billancourt, et ainsi permettre la réintégration de nos camarades à leurs postes de travail ».

Selon la CGT

La direction de Renault serait prête à ouvrir une négociation sur l'affaire des « dix »

La direction de la Régie a fait savoir, selon la CGT, qu'elle « était prête à ouvrir une négociation directe avec les représentants du personnel, salariés ou non du médiateur ». La CGT continue de refuser toute autre solution que la réintégration dans le groupe, mais en vient à argumenter sur les propositions qui lui sont faites.

« Comment cette direction, après avoir présenté les « dix » comme des bandits hier (...), peut-elle aujourd'hui être le meilleur médiateur auprès d'autres chefs d'entreprise pour leur trouver un emploi ? (...) observe la délégation chargée des discussions. Si M. Raymond Lévy, PDG de Renault, doit intervenir auprès d'un chef d'entreprise, c'est bien auprès du chef d'établissement de Renault-Billancourt, et ainsi permettre la réintégration de nos camarades à leurs postes de travail ».

Nouvelle grève des pilotes d'UTA

Les pilotes d'UTA seront à nouveau en grève, du mercredi 19 juillet à 10 h au lundi 24 juillet à minuit, à l'appel du Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL) de la compagnie aérienne privée pour s'opposer à la politique de la direction, qui « engage la compagnie tout entière dans la spirale de la dégradation ». annonce le syndicat.

Cette décision fait suite à un premier arrêt de travail, observé du 1^{er} au 10 juillet. Le syndicat entend ainsi protester contre l'emploi de personnels étrangers par la compagnie. « L'avenir des pilotes d'UTA se présente désespérément de la façon la plus claire : une dégradation progressive sur les avions présents, exclusion à bord des avions futurs », souligne le texte. Selon le SNPL, en effet, le PDG d'UTA, M. René Laporte, « a confirmé sa volonté (...) d'utiliser des équipages américains et demandés, dans ce but, la validation française des licences de chaque pilote et de nombreux techniciens américains », justifiant cette mesure, indique le syndicat, par « le besoin d'un volant de personnel ».

La direction d'UTA a fait savoir le 18 juillet qu'elle « a besoin de l'apport temporaire de cinq équipages étrangers, pour lui permettre d'assurer, pour quelques mois, la formation de ses propres pilotes, maintenant son activité et ouvrir des lignes nouvelles. Ainsi l'apport de ces pilotes étrangers permet de préparer l'avancement et la promotion de nombreux pilotes UTA et favorise leur carrière. Pour répondre aux critères du syndicat, devant l'exploitation des Boeing-767 de

La répression en Chine
Tokyo demande à Pékin de « tenir compte de la déclaration des Sept

Après la condamnation de la répression en Chine par les Sept réunis à Paris (le Monde du 18 juillet), le Japon a officiellement informé mardi 18 juillet Pékin des résultats du sommet. Il a souhaité que le gouvernement chinois fournisse une « réponse appropriée » et « tienne compte des messages qui lui ont été adressés ». Recevant le chargé d'affaires chinois, un haut fonctionnaire du ministère nippon des affaires étrangères a affirmé que son pays « ne peut accepter, pour des raisons humanitaires, l'utilisation de la force militaire contre des citoyens chinois ». Le chargé d'affaires a qualifié la déclaration des Sept d'« ingérence grossière ».

Le Japon ne veut cependant pas isoler la Chine et entend renouer des « relations de coopération », en particulier économique. Tokyo a demandé par ailleurs à Pékin d'ouvrir une enquête à la suite des menaces proférées à l'encontre des voyageurs japonais en Chine par

un groupe inconnu. Celles-ci ont été adressées à la capitale japonaise JAL à toutes les semaines à compter du 15 août pour protester contre « l'invasion économique de l'Asie par la Chine ».

En Chine, où la censure presse et des livres ne cessent de renforcer, on a appris l'arrestation de M. Yang W. Membre de l'Alliance chinoise pour la démocratie basée à New York, M. Yang avait été arrêté en juin 1987 et avait passé deux ans en prison. Il a été accusé de « Propagande démocratique à des fins révolutionnaires ».

A Paris, des dissidents réfugiés, dont MM. Yan J. Liu Binyan, ont annoncé le 18 juillet, la création d'un mouvement international pour voir par des moyens pacifiques le défilé de Pékin. — (AFP, AP, Reuters)

ESPAGNE

Deux officiers et un soldat tués dans un attentat

Madrid. — Un colonel mandant de l'armée de l'air, et leur chauffeur, ont été tués mercredi 19 juillet dans un attentat dans le centre de Madrid.

Le véhicule, à bord duquel se trouvaient les deux officiers, le colonel José María Pozuelo et le capitaine Ignacio Baquero, a été attaqué par un ou plusieurs véhicules en voiture, qui ont tiré des armes automatiques, tuant deux des occupants. Le colonel, Fernando Vilches, grièvement blessé, a succombé après son arrivée à l'hôpital. (AFP)

Le Brésil a repris le remboursement de sa dette

Le Brésil a repris depuis une semaine les versements à ses créanciers, membres du Club de Paris, selon une information donnée, mardi 18 juillet, à l'AFP par le porte-parole de la Banque mondiale, Frédéric Lemaire. Les versements des versements effectués n'ont pas été précisés.

AFRIQUE DU SUD

Nelson Mandela ne s'attend pas à être libéré cette année

Nelson Mandela a fêté, mardi 18 juillet, de manière discrète, ses soixante et onze ans, entouré, pour la première fois depuis son emprisonnement, il y a vingt-sept ans, de sa quasi-totalité de sa famille. « Pour citer ses propres paroles, il ne s'attend pas à être libéré cette année », a déclaré son épouse, Winnie Mandela, à sa sortie de la prison de Paarl (près de Cap), à l'issue d'une visite de plus de cinq heures.

Quinze personnes, dont dix enfants, sont parvenues l'ensemble de sa proche famille, ont passé une partie de la journée avec le chef historique du Congrès national africain (ANC), dans la confortable villa de l'administration provinciale qu'il occupe à la prison de Paarl. — (AFP)

Interpellés par la DST à Saint-Avoird

Les trois membres présumés de l'IRA ont été inculpés et écroués à Paris

Interpellés le 14 juillet dans l'après-midi par la DST au passage de Saint-Avoird (Moselle) sur l'autoroute de l'Est, Patrick Murray, quarante-cinq ans, Donoghue O'Kane, vingt-neuf ans, et Pauline Drums, vingt-deux ans, tous trois membres présumés de l'Armée républicaine irlandaise (IRA), ont été transférés à Paris et présentés, mardi 18 juillet à M. Gilles Rivière, juge d'instruction chargé du dossier. Ce magistrat les a inculpés d'association de malfaiteurs, infraction à la législation sur les explosifs, contrefaçon et falsification de documents volés, infractions en relation avec une entreprise terroriste.

Parmi les trois inculpés qui ont été placés sous mandat de dépôt, Patrick Murray, considéré, selon certaines informations comme un membre important de l'IRA, était recherché par la police de Dublin depuis 1986, date à laquelle il avait osé de se présenter devant un tribunal de la ville pour y répondre de diverses inculpations après une fusillade. Sur nommé « le Pape » en raison de son surnom qu'il porte sur les deux avant-bras proclamant « que Dieu sauve le pape ». Patrick Murray aurait été très lié à un autre membre de l'IRA, Patrick Magee, condamné en Grande-Bretagne pour sa participation à l'attentat d'octobre 1984 contre le grand hôtel de Brighton où se tenait le congrès du Parti conservateur. Cet attentat dirigé contre le premier ministre britannique, Margaret Thatcher, qui présidait le congrès, avait provoqué la mort de cinq personnes.

Patrick Murray et Donoghue O'Kane, soupçonnés d'avoir participé aux deux derniers attentats revendiqués par l'IRA contre les forces britanniques stationnées en République fédérale d'Allemagne (le Monde du 19 juillet), se sont refusés, tant devant le magistrat instructeur que devant M^{me} Laurence Le Vert, substitut à la quatorzième section du parquet de Paris à fournir toute indication. Ils se sont bornés, en compagnie de Pauline Drums, à déclarer : « Nous sommes des soldats de l'Armée républicaine irlandaise. Nous n'avons rien contre la France. Nous ne dirons rien de plus ».

4 JOURS
mercredi 19, jeudi 20, vendredi 21
SOLDES
Costumes, vestes, pantalons
chemises, chemisettes,
les meilleures griffes parisiennes
LA VOGUE
38, bd des Italiens (Près Opéra)
et centre commercial Vélizy 2 — Détaxe à l'exportation

Le Monde

ARTS • SPECTACLES



Les détours de l'été

Quand Jeanne, l'héroïne d'*Une Vie* de Mau-
passant, rêve pour son voyage de nocce d'aven-
tures et d'espaces inexplorés, elle choisit de
s'embarquer pour la Corse. Et elle y croise le
petit frère du bandit de vendetta dépeint qua-
rante ans plus tôt par Mérimée dans *Colomba*.
Sur l'île de Beauté, il y a un peu moins de cent
dix ans, on ne circulait qu'à dos de mulet, on
buvait aux torrents une eau d'aurore du
monde... Est-il Corse, ce villageois qui
regarde, résigné, sa grange transformée en

école de cirque ? Provençal, certainement.
Son regard sans étonnement, c'est la carica-
ture de nos étés : stages et culture parachutés
dans de faux paradis saisonniers, graines rares
à prendre racines, fruits, certes appétissants,
mais le plus souvent interdits à ceux qui, cha-
que année, les regardent pousser.

Le panneau « Déviation » prend donc sur ce
cliché valeur d'avertissement, incite à aller
voir un peu plus loin ou à côté. Donner le

temps de s'expliquer à William Christie, en
marge du Festival d'Aix-en-Provence, sur Pur-
cell, Shakespeare, la rhétorique baroque, le
dur métier de réinventeur du passé. Se laisser
consumer au grand soleil de Séville plutôt que
d'en consommer les feux. Et, pour ne pas quit-
ter la Méditerranée, suivre Gérard Oury à
Capri et à Rome dans le sillage du *Rainbow-
Warrior* : Greenpeace transposée à l'écran
restera-t-il une affaire brûlante ?

ANNE REY.

Voir Séville et succomber

Page II



On croit tout savoir de l'Andalousie, on ignore
tout de son théâtre secret.

« Vanille-fraise », un film qui tourne

Page III



Les époux Turenge, le *Rainbow-Warrior*
sabordé : l'affaire, revue par Gérard Oury.

William Christie grand siècle

Page VIII



Il dit qu'il n'a pas un goût immodéré pour la
reconstitution historique, c'est pourtant l'une
des spécialités de ce chef et musicologue
américain.

SÉLECTION PARIS

La sélection des expositions paraît désormais dans le Monde du jeudi (date variable), soit le lendemain de notre supplément Arts-Spectacles.

L'Algérie de Philippe Zoummeroff

L'histoire illustrée des cent trente ans de présence française en Algérie (voir photo ci-dessus). Musée de la Poste, 34, bd de Vaugrand, Paris, 19^e. Tél. : 43-20-15-30. Tous les jours sauf dimanche de 11 h à 18 h. Du 6 juillet au 18 septembre. 10 F.

Richard Artchikwager

Après l'exercice de divers métiers, cet ancien élève d'André Breton, à New York, décide de réaliser quelques œuvres « sur le mode constructiviste ». De là à concevoir des sculptures-méubles, il n'y avait qu'un pas, que l'artiste franchit, combinant rigueur et ironie.

Centre Georges Pompidou, galerie contemporaine, rue de Châteauneuf, place Georges-Pompidou, Paris, 4^e. Tél. : 43-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 22 h. Jusqu'au 17 septembre.

Demachy, Puyo et les autres... le pictorialisme dans les collections

Maîtres à penser d'un mouvement inspiré de la peinture, les pictorialistes avaient le flou artistique pour objectif. La recherche technique s'étend à l'inspiration et à la conception des œuvres à la fois sensuelles et perverses. Propriétés de la Société française de la photographie, ce choix copieux perpétue ce mouvement (de 1924 à 1952).

Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris, 16^e. Tél. : 47-23-35-53.

Dessins de Matisse

Pour fêter la parution du catalogue raisonné des œuvres de Matisse dans les collections du Musée national d'art moderne, une centaine de feuilles évoquent l'évolution de son œuvre, du fauvisme aux derniers projets pour Venise. Admirable, naturellement.

Centre Georges Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris, 4^e. Tél. : 43-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 22 h. Jusqu'au 27 août.

Egypte - Egypte

Venues des musées du Caire, des pièces rares d'art pharaonique, d'art copte et d'art islamique. Et pour la première fois présentées des œuvres exhumées au cours de l'hiver dernier à Louxor. Le tout dans une scénographie originale de Jean Nouvel, l'architecte de l'IMA.

Institut du monde arabe, salle d'actualité, 23, quai Saint-Bernard, Paris, 5^e. Tél. : 40-51-38-38. Tous les jours sauf lundi de 10 h à 22 h. Jusqu'au 14 janvier. 25 F.

Wifredo Lam

Venues de Cuba, une trentaine de peintures de celui dont les surréalistes admireraient la puissance symbolique et le sens de la magie, et dont Picasso avait dit à Pierre Loti, à propos de son primitivisme : « Il a le droit, lui ! il EST nègre ! ».

Maison de l'Amérique latine, 217, bd Saint-Germain, Paris, 7^e. Tél. : 43-22-37-60. Tous les jours sauf samedi et dimanche de 10 h à 22 h. Jusqu'au 23 septembre.

Le Panthéon : de l'église au temple des grands hommes

L'histoire compliquée du chef-d'œuvre de Soufflot qui, d'église dédiée à Sainte Geneviève, fut transformée en temple de la Raison. Ce changement d'attribution s'accompagna de modifications architecturales qui en augmentèrent la hauteur et la froideur.

Casque national des monuments historiques, hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine, Paris, 4^e. Tél. : 42-74-22-22. Tous les jours de 10 h à 18 h. Jusqu'au 30 juillet. 22 F.

Mogiciens de la Terre

C'est l'exposition la plus disputée de l'année. Raison de plus pour aller découvrir jusqu'à La Villette roquettes de la création occidentale et inconnues venues d'Afrique, d'Océanie, de Chine, d'Amérique centrale.

Centre Georges Pompidou, grande galerie, 5^e étage, place Georges-Pompidou, Paris, 4^e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 22 h. Jusqu'au 14 août. 32 F. 50 F. (billet complet Grande Halle et Centre Georges Pompidou).

Michel-Ange dessinateur

Dessins d'architecture, dessins d'anatomie, études pour les fresques de la Sixtine ou pour les sculptures du tombeau des Médicis, projets pour la Bibliothèque Laurentienne.

Musée du Louvre, galerie Médicis, entrée par la pyramide, direction Deson, Paris, 1^{er}. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 9 h à 18 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 18 h. Jusqu'au 21 h 45. Jusqu'au 31 juillet. 25 F + 7 F (majoration de droit d'entrée au musée).

Paul de Noolyer

Révisé en France en même temps que Leslie Kims, ce Hollandais de quarante-six ans est l'auteur d'une



A travers sa collection de timbres, mais aussi de peintures, dessins, gravures, photos, cartes postales, Philippe Zoummeroff retrace les cent trente ans de la présence française en Algérie. L'exposition que lui consacre le Musée de la Poste se visite comme un merveilleux livre d'images.

œuvre provocatrice et arrogante d'où est issue la jeune génération prolifique des opérateurs barbares. Moins pertinentes aujourd'hui, ses mises en scène baroques, pétées d'esthétique pop, incitent à faire le point sur un genre en voie d'essoufflement.

Centre Georges Pompidou, galerie du Forum, place Georges-Pompidou, Paris, 4^e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h, samedi, dimanche et jours fériés de 14 h à 18 h. Jusqu'au 3 septembre.

Nos années 80

Décade prodigieuse ou décadente ? Sculpteurs, peintres, architectes et autres créateurs, péronnifiés du monde du sport, de la mode ou de la musique tentent d'avancer des réponses à cette question cruciale.

Fondation Cartier, 3, rue de la Manufacture, Joazeur-Joazeur, 75005. Tél. : 39-55-44-48. Tous les jours sauf lundi de 11 h à 18 h. Jusqu'au 5 novembre.

Camille Pissarro Jacques Villon

Quel est le point commun entre l'impressionniste militant et le cubiste discret ? Tous les deux pratiquaient volontiers la gravure. Jacques Villon en a même fait son gagne-pain, mettant ses connaissances au service de ses contemporains.

Musée Pissarro de Pontlevy, 4, rue Lamartine - 17, rue de Châteauneuf, Pontlevy, 90000. Tél. : 30-38-02-40. Tous les jours sauf mardi, mercredi et jours fériés, de 14 h à 18 h. Jusqu'au 30 octobre.

Villon : Musée Tavet-Delacour, 4, rue Lamartine, Pontlevy, 90000. Tél. : 30-38-02-40. Tous les jours sauf mardi, mercredi et jours fériés, de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 30 octobre.

Chartres

Soutaine Réalisée grâce aux prêts de nombreux musées étrangers et de collections privées, l'exposition propose une vue d'ensemble de l'œuvre de Soutaine, le peintre écorché de Montparnasse, dont la violence gestuelle était sans équivalent dans la peinture des années 20, à Paris.

Musée des beaux-arts, 22, Cloître Notre-Dame, 28000. Tél. : 37-38-41-29. De 10 heures à 18 heures, fermé le mardi. Jusqu'au 30 octobre.

Colmar

Hartung Etudes d'après les maîtres anciens, tels Rembrandt, Elia, le Greco et Goya, et premières démarches abstraites des années 20. Les œuvres, trente tableaux et deux séries de dessins, proviennent, pour la plupart, de

Miro

Dans les trois galeries Maeght, pour bien clore la

saison : Miro. Avec un choix d'œuvres, peintures, sculptures, lithographies, de toutes les époques, même des débuts.

Galerie Adrien Maeght, 42, rue du Bac, Paris, 7^e. Tél. : 45-48-45-15. Du mardi au samedi de 9 h 30 à 13 h et de 14 h à 19 h. Jusqu'au 1^{er} septembre.

RÉGIONS

Albi

De Manet à Picasso

Un choix d'œuvres impressionnistes et post-impressionnistes de la célèbre collection du Reader's Digest. Où l'on verra que M^{me} Lila Acheson Wallace, cofondatrice de la maison et grande collectionneuse, aimait les fleurs et Monet. C'est d'ailleurs à elle que l'on doit la restauration du jardin de Giverny.

Musée Toulouse-Lautrec, Musée de la Berbie, 81003. Tél. : 83-64-14-08. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 2 septembre.

Bigorre en Lomagne

Robert Grosvenor

Faites de bois ou de tiges ondulées, de moins en moins construites en apparence, les sculptures pauvres et riches d'un Américain peu connu en France. Ne pas oublier de visiter le beau parc de Kerpuehemec, où cinq nouvelles œuvres viennent d'être installées.

Centre d'art contemporain du Domaine de Kerpuehemec, 65000. Tél. : 57-60-57-78. De 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 29 août.

Chartres

Marcelle

La mémoire d'Odessa De Catherine II, qui l'a fondée, à la mort de Léline, l'histoire d'une ville mythique où se jouèrent la plupart des grands créateurs russes d'avant et après la révolution d'Octobre.

Centre de la Vieille Chartre, 2, rue de la Chartre, 13002. Tél. : 91-58-28-38. De 12 heures à 18 heures, et de 10 heures à 19 heures le week-end. Jusqu'au 24 septembre.

Meysac

Markus Lüpertz

C'est la première rétrospective d'ampleur consacrée à cette figure majeure de la peinture et de la sculpture allemandes actuelles. Cubisme, expressionnisme et abstraction lui servent tour à tour de tremplin.

la collection personnelle de l'artiste.

Musée d'Unterlinden, 1, rue d'Unterlinden, 68000. Tél. : 83-41-89-23. De 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, fermé le mardi. Jusqu'au 8 octobre.

Dieppe

André François

Dans la plupart des soixante-dix peintures, sculptures et assemblages exposés à Dieppe, André François se souvient du jour où il vit la mer pour la première fois.

Château-musée de Chateau, 78200. Tél. : 35-94-19-78. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 septembre.

Grenoble

Leon Polk Smith

Au lieu des collections du vingtième siècle du musée, dont l'accrochage a été repoussé, on peut encore découvrir les toiles abstraites et « déconstruites » de ce peintre américain des années 60 dont l'œuvre est mal connue en France.

Musée des beaux-arts, place de Verdun, 38000. Tél. : 78-54-08-82. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 25 août.

Labège

Bernard Frydman

La toile et les pigments de soie, les pigments, le fusain et le pastel d'un côté, des briques, de la ferraille et du béton de l'autre : les œuvres d'un peintre et d'un sculpteur d'aujourd'hui, qui aiment le contact de matériaux.

Centre régional d'art contemporain, Labège-Innopole, 31528. Tél. : 61-39-28-28. De 12 h 30 à 20 heures, fermé le mardi et le mercredi. Jusqu'au 3 septembre.

Lyon

« Verso l'arte povera »

Une rétrospective de ce mouvement d'avant-garde italien qui rassemble des œuvres réalisées entre 1961 et 1969 par Kounellis, Merz, Paoletti, Boetti, Fabro et Pistoletto.

Espace lyonnais d'art contemporain, Centre d'échanges de Parrache, 4^e étage, 69001. Tél. : 78-42-27-38. De 14 heures à 18 heures, fermé le mardi. Jusqu'au 6 septembre.

Nîmes

James Turrell, Robert Rauschenberg

L'artiste californien, grand spécialiste des « environnements sensoriels », a conçu spécialement pour le Musée de Nîmes plusieurs installations. Le Français, grand spécialiste de la peinture BD, présente quelques-unes de ses œuvres récentes.

Musée des beaux-arts, rue Châle-Fouca, 30000. Tél. : 66-37-38-21. De 9 heures à 19 heures jusqu'au 15 septembre, de 9 heures à 12 heures et de 13 h 30 à 18 heures jusqu'au 1^{er} octobre.

Marcelle

La mémoire d'Odessa

De Catherine II, qui l'a fondée, à la mort de Léline, l'histoire d'une ville mythique où se jouèrent la plupart des grands créateurs russes d'avant et après la révolution d'Octobre.

Centre de la Vieille Chartre, 2, rue de la Chartre, 13002. Tél. : 91-58-28-38. De 12 heures à 18 heures, et de 10 heures à 19 heures le week-end. Jusqu'au 24 septembre.

Meysac

Markus Lüpertz

C'est la première rétrospective d'ampleur consacrée à cette figure majeure de la peinture et de la sculpture allemandes actuelles. Cubisme, expressionnisme et abstraction lui servent tour à tour de tremplin.

Abbaye Saint-André, Meysac, 19250. Tél. : 55-96-23-30. De 10 heures à 12 heures et de 15 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 8 octobre.

Nantes

Sociologie

Quarante ans de peinture forte, sombre, de plus en plus monochrome, de plus en plus noire. Cette rétrospective, qui a déjà été présentée à Cassel et à Valence, coïncide avec l'ouverture des salles d'art contemporain du Musée des beaux-arts de Nantes, désormais un des plus beaux qui soient.

Musée des beaux-arts, 10, rue Georges-Clemenceau, 44000. Tél. : 40-74-53-24. De 10 heures à 12 heures et de 13 heures à 17 h 45, le dimanche de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 1^{er} octobre.

Quimper

Jean Verkadé

Originaire des Pays-Bas, il vint à Paris en 1891, y fit la rencontre décisive de Gauguin, se mit au groupe des artistes de Pont-Aven. Et c'est en Bretagne qu'il entreprit sa quête d'une « esthétique des saintes mesures ». Pour finir, il se fit moine.

Musée des beaux-arts, 40, place Saint-Corentin, 29000. Tél. : 98-96-45-20. De 9 h 30 à 12 heures et de 14 heures à 18 h 30, fermé le mardi. Jusqu'au 18 septembre.

Saint-Paul-de-Vence

« L'œuvre ultime »

L'exposition marque qu'à la fin de leur vie, les artistes, détachés de toutes contingences, certains peintres se sont engagés dans de nouvelles voies. Cézanne, Renoir, Monet, Bonnard, Klee, Matisse, Mondrian, Picasso, Dubuffet sont chacun représentés par des œuvres tardives, et parfois même par leur dernier tableau.

Fondation Maeght, 06570. Tél. : 93-32-61-83. De 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 4 octobre.

Tourcoing

Martin Barré

Après Nantes, Tourcoing accueille cette rétrospective du peintre Martin Barré, un abstrait qui depuis plus de trente ans travaille en silence, à l'économie, avec rigueur.

Musée des beaux-arts, 2, rue Paul-Domin, 59200. Tél. : 20-25-38-82. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 h 30. De 15 heures à 18 heures le dimanche. Fermé le mardi. Jusqu'au 10 octobre.

Valence

Saint Sébastien-Saint Roch

Ex-voto, peintures ou sculptures, les artistes ont beaucoup écopé ces deux saints protecteurs de la peste. L'exposition présente une trentaine d'œuvres de la seizième au dix-neuvième siècle.

Musée, 4, place des Grands, 26000. Tél. : 75-43-49-88. De 14 heures à 18 heures et de 10 heures à 9 heures le samedi et dimanche. Jusqu'au 4 septembre.

Villeneuve-lès-Avignon

Des fêtes

Il en fallait bien quelques-unes pour fêter le Bicentenaire. Celles-ci sont signées Baselitz, Dietmann, Garouste, Immanuel, Paladino, J.J. Parant, Plessis et Sanjean. Une idée de critique d'art Bernard Lamarche-Vadel.

Chartreuse, 30400. Tél. : 90-25-05-48. De 9 h 30 à 19 h 30. Jusqu'au 16 août.

La sélection Arts a été établie par : Geneviève Breccette, Philippe Dagen, Patrick Rogiers et Bénédicte Mathieu.

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre - F.M.R. : prix moyen du repas - J. H. : ouvert jusqu'à... heures

DINERS

JOHN JAMESON

10, rue des Capucines, 2-40-15-00-30/40-15-08-08

RELAIS BELIMAN

37, rue François-1^{er}, 47-23-54-42 F. ssm. dim.

LE PRESBOURG

3, av. de la Grande-Armée, 16^e 45-00-24-77

LE GOURMAND CANDIDE

6, pl. Marchal-Juin, 17^e (pl. Perrier) 43-80-41-41

RIVE GAUCHE

KAMAL 20, rue Rousselle (angle rue de Sévres) 75007 47-34-66-29

RESTAURANT THOUKOUX

79, rue Saint-Dominique, 7^e 47-05-49-75

Al 1^{er} ét., le premier restaurant français de Paris, 65, allée, spécial de cuisine française et poissades d'été, menu déjeûner à 55 F. au restaurant, KITT O'SHEAS : « Le vrai poisson », ambiances et les soirées musicales. Le plus gr. choix de whiskys du monde. Jue, 21 h du soir.

Joué 22 h 30 Cadeaux restaurant, Salle d'été, Cuisine française traditionnelle.

Les RAVIOLIS DU ROYAL, 54, rue de la Chapelle, 11^e arr. de Paris, 47-34-66-29.

Accueil NON-STOP jusqu'à 1 h du matin. Une table gastronomique, avec vue sur l'Arc de Triomphe, que tout Parisien se doit de découvrir. Plats du terroir, fruits de mer. Poissons fins. Langoustes et homards du vivier. Terr. Dég. aff. Menu à 96 F + carte.

Cuisine traditionnelle française personnelle, menu bourgeois 195 F. Salon particulier de 8 à 45 personnes. T.L.J. sauf samedi midi et dimanche.

Un indien de plus ! Mais connu de sa clientèle parisienne depuis 12 ans. Vous le retrouverez installé dans son tout nouveau restaurant. MENU à déjeuner à 85 F et ses spécialités indiennes.

Spécialité de confit de canard et de canard au confit de canard. Service jusqu'à 22 h 30. OUVERT TOUTS LES JOURS.

DINERS-SPECTACLES

L'ESPAGNE A PARIS - CHEZ VINCENT - 4, r. St-Laurent (10^e) Diners-spectacles dansants-Attractions Avec LOS MUJERACHOS Jusqu'à l'ambro - 46-07-31-37 - F. dim.

SOUPERS APRÈS MINUIT

LA TOUR D'ARGENT HUITRES TOUTE L'ANNÉE POISSONS DU MARCIE Plats traditionnels - Vins à découvrir. Décor : « Brasserie de Luxe » TERRASSE au pied de l'Opéra-Bastille. T.L.J. de 11 h 30 à 2 heures du matin. 6, place de la Bastille, 43-42-90-32.

DES RESTAURANTS OUVERTS 24 h sur 24

CONGRÈS MARLOT Porte Maillot : 80, av. de la Grande-Armée HUITRES, COQUILLAGES toute l'année POISSONS, VIANDES à l'os grillées 45-74-17-24 - Ouvert T.L.J.

مكتبة الشامل

SÉLECTION PARIS

Vendredi 21 juillet
Rossini
Introduction, thème et variations pour clarinette et orchestre
Copland
Concerto pour clarinette et orchestre à cordes
Castellanos Yumier
Concerto pour violon et orchestre
 Michel Lethiec (clarinette), Maurice Herson (violon), Orchestre Simon Bolivar, Gonzalo Castellanos Yumier (direction).
 Sacré instrument de l'été par le Festival de Paris, la clarinette fait une entrée en force dans la programmation de l'auditorium des Halles. Belle occasion de découvrir un orchestre au son exotique, un clarinetiste qui n'est pas seulement le rénovateur du Festival de Prades et un violoniste français qui propage en Amérique du Sud l'enseignement qu'il a reçu du regrettable Henryk Szering. Belle occasion aussi d'écouter des œuvres peu souvent (voire jamais) jouées.
 Auditorium des Halles, 20 h 30. Tél. : 46-04-66-11. Location FNAC, Postal. De 80 F à 80 F.

Samedi 22 juillet
Musiques d'Argentine
 Miguel Angel Estrella (piano), Ugo Rocco (violon), José-Luis Costantino de Dios (guitare).
 Ce concert, qui ne présente pas des œuvres classiques au sens strict du terme, ouvre le Festival de Sceaux. Mais Miguel Angel Estrella est un musicien sans frontière - sans une once de démagogie, non plus - qui apporte à la musique populaire une élégance qu'elle n'a pas tous les jours et à la musique sérieuse, une humanité rayonnante que bien des stars californiennes ne présentent pas.
 Sceaux, Chapelle, 17 h 30. Tél. : 46-60-67-78. De 80 F à 100 F.

RÉGIONS

Aix-en-Provence
Mendelssohn
 Elise
 Charlotte Margolis (soprano), Nathalie Stutzmann (contralto), José Van Dam (baryton), Hans-Peter Blochwitz (ténor), English Chamber Orchestra, Chœur de Festival, Jeffrey Tate (direction).
 Administrateur inconditionnel de Bach, de Haendel et de Haydn, Mendelssohn (à qui l'on doit la redécouverte de la Passion selon saint Matthieu, exhumée en plein roulement) s'exprime, au vu de sa carrière, à travers un langage qui associe un contrepoint le plus serré à une invention mélodique inimitable. Elise est une œuvre sérieuse, aux contours harmoniques, parfois canyenne si elle n'est pas portée par des interprètes convaincus. Ceux qu'a réunis le Festival d'Aix sont à la hauteur de leur tâche.
 Le 21, Cathédrale Saint-Sauveur, 21 heures. Tél. : 42-23-11-20. De 240 F à 380 F.

Marc Antoine Charpentier
 David et Jonathan
 Orchestre et Chœur de la ville d'Aix.
 Empêché de composer, à sa guise, de la musique pour le théâtre par Lully, Charpentier put laisser libre cours à son imagination en composant David et Jonathan pour le Collège des Jésuites, qui n'était pas placé sous la tutelle du surintendant de la musique du roi. Et la musique de cette tragédie en musique est l'une des plus étonnantes qu'il nous a laissées.
 Le 22, Cathédrale Saint-Sauveur, 21 heures. Tél. : 42-23-11-20. De 240 F à 380 F.

Prokofiev
 L'Amour des trois oranges
 Michèle Lorrain (soprano), Michèle Lorrain (contralto), Catherine Dubois (soprano), Constance Caroll (contralto), Brigitte Fournier, Électre Uta Monson (soprano), Gabriel Boppo, Grégory Reinhart, Jean-Luc Viala, Georges Guélor (ténor), Vincent Le Yonier, Didier Henry (baryton), Louis Erté (soprano), Orchestre et Chœur de l'Opéra de Lyon, Kees Hagen (direction).
 Le livret de cet opéra, rarement représenté et seulement connu par sa célèbre Marche des trois oranges, est une sorte de conte de fées, avec situations invraisemblables, mauvais sorts, princesses, apparitions magiques ; c'est aussi une charge contre les conventions théâtrales. La musique de Prokofiev est une fois de plus admirable par sa profusion mélodique et assez « légère » (formellement, savoureuse en tout cas).

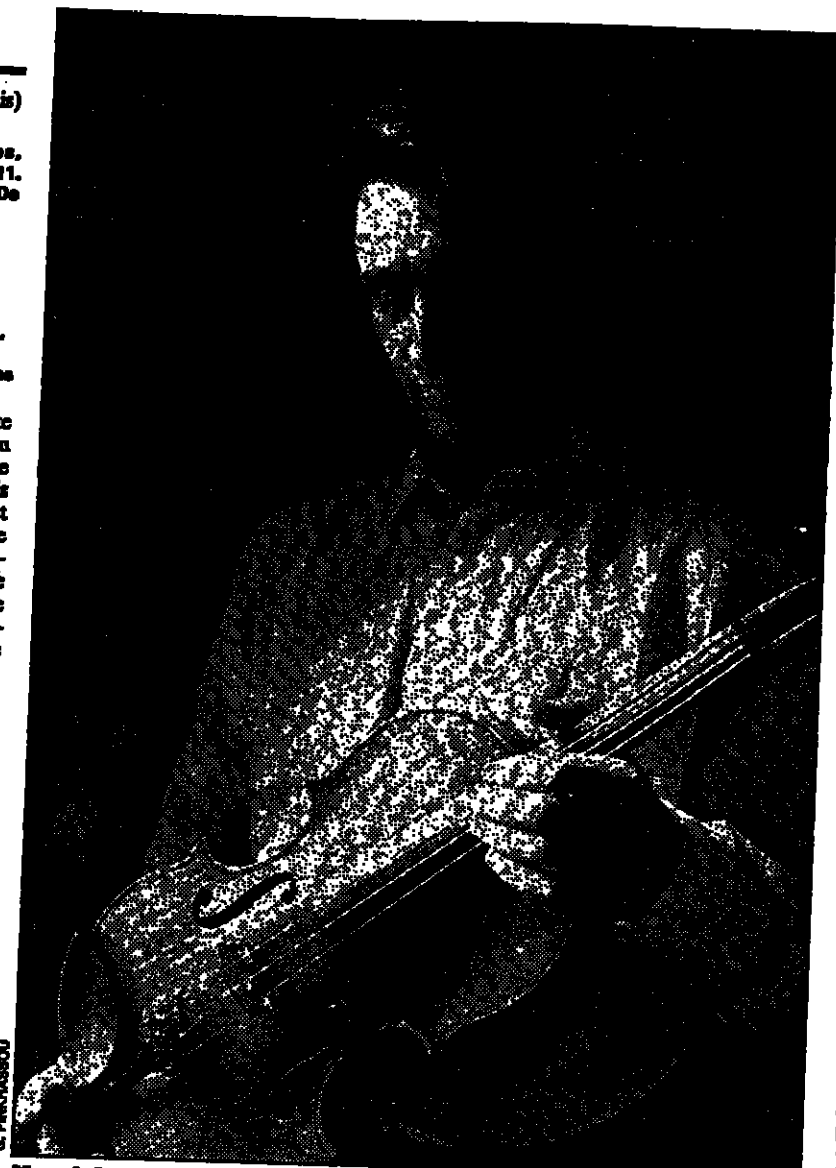
Le 23, Théâtre de l'archevêché, 21 h 15 (et les 27 et 28 juillet). Tél. : 42-23-11-20. 240 F.

Wolf
 Lieder
 Elly Ameling (soprano), Rudolf Jansen (piano).
 La voix d'Elly Ameling a la pureté d'un chant d'oiseau, elle en a aussi, parfois, la monotonie. Et dans les lieder de Wolf cela ne pardonne pas. Mais ne préjugeons pas trop, Ameling peut, certains soirs, oublier ses bonnes manières et habiter son chant d'une passion qui l'a rendue célèbre aux États-Unis.
 Le 24, Cour de l'hôtel Mayeur d'Oppède, 18 h 30. Tél. : 42-23-11-20. 240 F.

Ockeghem
 Requiem
 The Hilliard Ensemble.
 Austère, solennel, le Requiem de Ockeghem est une œuvre difficile, sans la théâtralité des œuvres religieuses d'un Mozart qu'on imagine plus volontiers chanter dans un opéra que dans une église. Les Hilliard sont connus pour leur intrépidité musicale, c'est à voix nue (sans support instrumental) qu'ils chanteront cette messe des défunts.
 Le 25, Cathédrale Saint-Sauveur, 21 heures. Tél. : 42-23-11-20. 120 F.

Alban Berg
 Mendelssohn
 Symphonie pour cordes n° 9
 Concerto pour violon et cordes
Mendelssohn
 Transcr. :
Grieg
 Danse norvégienne
Chostakovitch
 Prélude et scherzo
 Youri Bashmet (direction), les Solistes de Moscou.
 Les Solistes de Moscou sont un ensemble de cordes réelles et dirigées par l'altiste Youri Bashmet. Chacun des musiciens de cet orchestre est un instrumentiste de premier plan ; ensemble, ils sonnent comme un seul homme. Et, pour tout dire, n'est aucun rival sérieux de par le monde. Un bonhomme.
 Le 23, Châteauneuf de Saint-Etienne, 20 heures. Tél. : 85-84-72-54. De 100 F à 150 F.

Montpellier
Schubert
 Sonates D. 837, D. 864 et D. 784
 Jean-Claude Pennetier (piano).
 Après ses cours d'interprétation et son récital au Festival international de piano en côte basque, Jean-Claude Pennetier vient jouer quelques sonates de Schubert pour une intégrale des sonates que le Festival de



Youri Bashmet est l'un des artistes soviétiques qui, sans être passés à l'Ouest, ont accompli leur fulgurante carrière internationale dans la plus complète liberté. Magnifique artiste, cet ancien rockeur de Rostov a formé un ensemble de chambre des plus classiques, les Solistes de Moscou, qui lui suit cette semaine d'Aix-en-Provence à Tours.

chanté par Maria Callas, et pour avoir été le directeur du Conservatoire de Paris (qui, à ce titre, en refusant l'entrée au jeune Franz Liszt), Cherubini est un compositeur de premier plan dont on redécouvre la musique religieuse et les œuvres pour piano. Cette Lodovico est malheureusement publiée d'un livre dont les bons sentiments ne parviennent pas à en masquer l'indigence. Quant à la musique du compositeur de Requiem à la mémoire de Louis XVI, nous n'en savons rien, pour ne l'avoir jamais entendue.

Le 21, Cour Jacques-Cœur, 22 heures. Tél. : 67-52-53-53. De 70 F à 170 F.

Schumann
 Lieder
 Wagner
 Mélodrame et scènes dramatiques
 Cyril Huvé (piano), Daniel Menges (comédien).
 Cyril Huvé et Daniel Menges poursuivent leur tour de France des festivals en « jouant » quelques mélodrames de Franz Liszt. Dans ces œuvres, moins célèbres que les « grandes machines » pour piano seul, Liszt traite le piano à égalité avec la voix de l'acteur et jette des ponts vers l'avenir. L'un des belles idées musicales de l'été.

Le 24, Cour, salle Pasteur, 19 heures. Tél. : 67-52-53-53. De 40 F à 80 F.

Schubert
 Sonates D. 840 et D. 869
 Michel Delorme (piano).
 C'est un disque Schubert qui a fait connaître Michel Delorme aux lendemains de ses prix Clara-Haskil et Leeds. Agé de vingt-cinq ans, le jeune pianiste réussit un coup de maître : un grand prix de l'Académie Charles-Cros et une critique dithyrambique qui devait propager son nom jusqu'aux États-Unis (le senior critic du Boston Globe n'hésite pas à écrire que « Michel Delorme est le plus grand schubertien depuis Arthur Schnabel »). Huit années plus tard, les interprétations schubertiennes de Delorme n'ont rien perdu de leur intensité, mais ont gagné, au contraire, en maturité poignante.

Le 21, Cour, salle Pasteur, 19 heures. Tél. : 67-52-53-53. De 40 F à 80 F.

Cherubini
 Lodovico
 Anne-Marie Rodde (soprano), John Alar (ténor), Richard Cowen (baryton), Frédéric Jansen (baryton), Zdzislaw Nizkowski (ténor), Hélène Gorzyńska (soprano), Jerzy Mielnik (soprano), François Perrin (ténor), Orchestre Sinfonietta de Varsovie, Robert Silen (direction).
 Surtout connu pour avoir composé Médée, un opéra

Lively est un esprit aventureux. L'année dernière Le Chant du Monde publiait son enregistrement live de l'Art de la fugue, de Jean-Sébastien Bach, belle performance instrumentale et musicale qui situe ses exigences intellectuelles. Au Festival de Saint-Lizier, il a programmé l'intégrale des nocturnes de Fauré. Des œuvres qui n'apportent peut-être pas un grand succès public, mais qui signalent un goût certain.

Le 25, Cathédrale, 20 h 30. Tél. : 67-52-53-53. De 80 F à 120 F.

Le 9 août, 20 h 30, Fauré (intégrale des Nocturnes, deuxième partie n° 7 à 13), Debussy (Images), Ravel (Tombes de Couperin).

Saint-Niquier
 Mozart
 Mozart
 Quatuor à cordes n° 18 KV 464
 Ravel
 Quatuor en la majeur
 Quatuor Ysaye.

Le 25, Cathédrale, 20 h 30. Tél. : 67-52-53-53. De 80 F à 120 F.

Schubert
 Sonates D. 840 et D. 869
 Alain Neveu (piano).
 Élève de Vlado Perlemuter, champion de la musique contemporaine, Alain Neveu est l'un des musiciens les plus discrets de la jeune génération. Pianiste à la sonorité douce, en jeu poétique, à la technique impeccable, il joue Debussy avec une intensité distanciée idéale.

Le 25, Cour, salle Pasteur, 19 heures. Tél. : 67-52-53-53. De 40 F à 80 F.

Saint-Lizier
 Fauré
 Intégrale des Nocturnes, première partie n° 1 à 6
 Liszt
 Douzième Ballade
 Six Études d'après Paganini
 David Lively (piano).
 Pianiste américain installé en France depuis de nombreuses années, David

mélodie musicale sérieuse et œuvres chatoyantes. Un programme euphorisant qui vous vive à votre fantaisie. Et ce pianiste s'appelle Nikolai Petrov, l'une des plus belles machines pianistiques de notre temps. Un virtuose digne de cet âge d'or du piano dont les Hoffmann, Lhevinne, Cortot, Novak et autres Rachmaninov furent les héros. Autrefois...
 Le 21, Hôtel de ville, 21 heures. Tél. : 47-06-57-27. De 80 F à 130 F.

Schubert
 La Jeune Fille et la mort
 Britten
 Lullaby
 Schoenberg
 La Nuit transfigurée
 Les Solistes de Moscou, Youri Bashmet (ténor et direction).

C'est à genoux qu'il faut aller entendre la Nuit transfigurée de Schoenberg jouée par cette formation unique au monde. Qu'elle l'enregistre, et vive.

Le 22, Église Saint-Sauveur, 21 heures. Tél. : 47-06-57-27. De 70 F à 170 F.

Uzès
Beethoven
 Concerto pour piano et orchestre n° 5 « l'Empereur »
Berlioz
 Symphonie fantastique
 Gerhard Oppitz (piano), Orchestre national de Lyon, Emmanuel Krivine (direction).

En décembre dernier, l'intégrale d'Oppitz est passée presque impérisable. Salle Gaveau. Du public parisien, par-dessus comme à son habitude, mais pas des confères de ce pianiste, qui sont venus lui faire fête. Comme les plus grands orchestres du monde entier, les chefs les plus en vue, lui font fête à longueur d'année depuis qu'il a remporté le Premier prix du premier Concours Rubinstein, en 1976. Et lorsqu'un musicien mène une telle carrière, sans l'appui d'une multinationale de disques, il n'y a qu'à s'incliner : il a du talent.

Le 20, Jardin de l'Évêché, 22 heures. Tél. : 67-22-70-11. De 80 F à 140 F.

Verdier
 Héroïde
 Aïda d'opéra
 Richard Strauss
 Lieder
 Follia
 Sept Chansons populaires espagnoles
 Ravel
 Shéhérazade
 Joseph Morvan (soprano), Delmon Bédou (piano), Alain Marlot (ténor).

Bon pour les mélomanes fortunés, pas pour les amateurs de musique qui, ce soir-là, resteront à la maison pour écouter l'un des disques que Jesse Norman a enregistrés pour Philips. Par exemple, Ariane à Naxos, de Richard Strauss (Phi-

lippi 422 084-2). Avec la monnaie, ils pourront même acheter un lecteur de disques compacts.
 Le 19, 20 h 30, châteauneuf. Tél. : 47-53-47-42. De 150 F à 1800 F.

JAZZ
Herbie Hancock
 à Sceaux-de-Provence
 Herbie Hancock a choisi, pour la collection de l'été, une formule solide, ronde, sans une faiblesse, avec l'exceptionnel Mino Cinquini le plus rayonnant des musiciens (d'origine antillaise). A force de fréquenter les plus grands (Miles Davis, Weather Report, Sting, Peter Gabriel), c'est Mino Cinquini qui finit par les qualifier. Entre deux démonstrations de ses Headmasters, Herbie Hancock se met au piano acoustique (quoiqu'il faut préciser), avec sa distinction tout acoustique et ses lunettes acoustiques. Et là, il joue comme autrefois, quand l'électricité n'avait pas été inventée.

Festival de Sceaux-de-Provence : Yochi'o Soffer, Herbie Hancock, Headmasters (le 20) ; Tuck and Patti, Count Basie Orchestra (le 21) ; Dixie Gillespie, All Stars, Michel Petrucci (le 24). Concerts au châteauneuf de l'été, à 21 h. Tél. : 90-58-00-42.

Keith Jarrett
 à Antibes
 Keith Jarrett a choisi pour la collection de l'été une formule délicate, salutaire et exclusive. Il donne un seul concert, dans la pléiade de Juan-les-Pins, le 22, intitulé en toute simplicité Standard Recital. Comprendre donc qu'il s'agit plus d'un récital que d'un concert, qu'il s'agit de jazz pur (comme on dit du vin pur), qu'il s'agit d'un solo, sur un répertoire solide, avec les petites mimiques et les petits glissements qui feront se pâlir les festivaliers les plus jolis à voir, ceux d'Antibes-Juan-les-Pins.

Festival d'Antibes : Chick Corea, Almod Jansz, Michel Camilo (le 20), Keith Jarrett Standard Recital (le 22), George Benson et McCoy Tyner (le 24), Oscar Peterson, Charles Lloyd (le 25), Joe Connor (le 26). Tél. : 63-53-98-64.

Eddy Loucas
 à Sète
 Eddy Loucas n'a pas de formule spéciale pour l'été. Il ignore le « concept ». Ce qu'il sait faire, mais alors comme personne, c'est danser la musique, la porter à une forme de gaieté, de vibration et d'énergie rythmique qui invalide sur-le-champ tout ce qu'on peut entendre à la radio. Eddy Loucas a un secret. Il le partagera avec un autre poète du clavier, d'un genre très différent et très proche à la fois, Michel Petrucci.

Festival de Sète : Harper Brothers (le 21), Michel

Le 22 juillet, à partir de 18 heures, à l'Oratoire du bois, Marseille. Renseignements, tél. : 86-88-80-70, 120 F à la location à Paris à FNAC, Virgin et Océ. 150 F sur place.

Canons
Jerry Lee Lewis et Bo Diddley
 Deux légendes dont le métier est de jouer à la légende. Le Killer est trop abîmé aujourd'hui pour grimper sur son piano, et le martèlement vaudrait Bo Diddley tire de sa guitare rectangulaire et tombé dans le domaine public. Mais ce sont deux prophètes, deux géants qu'il faut aller voir, ne serait-ce que pour pouvoir le raconter à ses petits-enfants.

Le 22 juillet, dans le cadre du classique Festival antillais de Cannes, à 21 h 30, au Palais des festivals. Réservation, tél. : 82-88-82-77. De 80 F à 200 F.

Sète
Michael Franks
 Si l'on ne devait garder qu'un baladin californien à la voix douce, aux rythmes jazz-brésiliens (d'ailleurs João Gilberto est également à l'affiche de cette soirée), ce serait celui-là. Sa virtuosité réelle ferait presque oublier sa tendance à la mièvre.

Le 20 juillet, à 21 h 30, théâtre de la Mer, Sète. 120 F à 180 F.

La collection : «Musiques» a été établie par : Alain Lompech «Jazz» : Francis Marmontel «Rock» : Thomas Sotinel

Rectificatif. - Contrairement à ce que nous avons écrit dans le supplément « Arts-Spectacles » (Le Monde du 13 juillet), Roméo et Juliette, l'opéra de Pascal Dusapin et Olivier Cadix, a été créé au Festival de Montpellier, les 10 et 12 juillet, avant d'être repris à Avignon, les 17, 18 et 19.

Festival Musical du Périgord Noir

DU 21 JUILLET AU 30 AOÛT 1989

L'EUROPE BAROQUE

Cycle d'œuvres vocales (Bach, Monteverdi, Pärt...) ; films et clips classiques.

CYCLE BRAHMS

Cycle de musique de chambre (Brahms, Schubert, Schumann, Dvořák, Kodály...)

Observations : Tél. : (33) 51-95-17 (Mérignac, Dordogne) / 36-15 code PSTL ou BILLETTEL.

FONDATION

TELECOM

QUESTIONS-RÉPONSES

WILLIAM CHRISTIE THÉATRALISE PURCELL

Le discours de sa méthode

Après avoir triomphé avec *Atys*, de Lully, le chef d'orchestre William Christie s'attaque à la version intégrale de *The Fairy Queen*, de Purcell, présentée au Festival d'Aix (1). C'est l'occasion pour le chef-musicologue de revenir sur l'enseignement et sur l'art de la rhétorique.

William Christie a conduit, *Atys* de Lully, vers les triomphes que l'on sait. Cet été, il est le maître d'œuvre de *The Fairy Queen* créé dans sa version intégrale — pièce et musique, — au Festival d'Aix. Pour le fondateur des Arts florissants, c'est l'occasion d'évoquer sa passion pour le théâtre, l'art de la rhétorique, et de dénoncer les carences de l'enseignement français. C'est aussi l'occasion de réaffirmer que tout un pan de la musique du dix-septième siècle ne peut « vivre » sans une étroite complicité entre la musique et la parole.

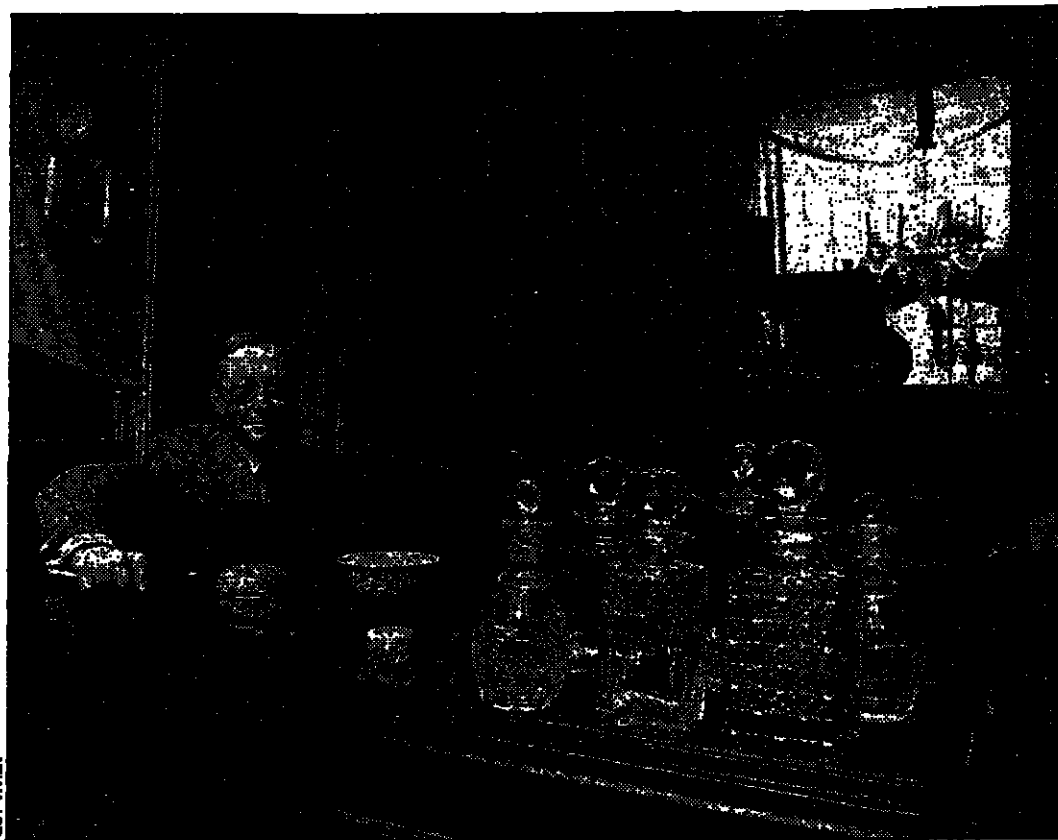
« Pour cette nouvelle production de *The Fairy Queen*, avez-vous indiqué aux comédiens comment poser leur voix ? Leur avez-vous donné des conseils sur la façon de déclamer vers shakespeariens ?

— Pour critiquer la façon de déclamer un vers, de poser la voix, un musicien doit avoir acquis une grande expérience. Or je suis un débutant, et le serai longtemps encore. Mais je constate une chose : les Anglais ont plusieurs façons d'aborder la langue. Ils ont un parler de tous les jours et un parler d'ornement que les Français ont oublié, y compris ceux qui se préoccupent de déclamation. Mon admiration pour la façon dont on monte le théâtre classique en France se double parfois d'un peu de mépris. Le public accepte trop souvent des voix cassées, usées, abîmées par le tabac ou un mauvais placement. Comme il accepte encore une diction noyée dans une sorte de monotonie tonale que le comédien tente de casser par un débit rapide. Écouter une belle voix, au théâtre, est un plaisir qu'on a tendance à oublier, mais que je range à part égale avec celui du geste, de l'interprétation, de la présence d'un comédien.

— Lorsque j'ai commencé à travailler sur *The Fairy Queen*, j'ai convoqué les comédiens réunis par Adrian Noble — le metteur en scène du spectacle — afin de savoir qui pouvait chanter. Sur les douze comédiens, une bonne moitié aimait chanter, et pouvaient le faire avec une belle voix. Sans vouloir faire de procès d'intention — je n'ai jamais travaillé avec des comédiens français, — je serais très étonné d'obtenir la même réponse... En revanche, je peux parler des chanteurs français. La plus grande difficulté que je dois affronter avec eux tient dans le résultat d'une pédagogie et d'une attitude un peu douteuse face aux langues étrangères et à leur enseignement. Je me suis encore heurté à ce problème pour *The Fairy Queen*, car l'anglais est une langue difficile à chanter, même pour les Anglais.

— On affirme parfois que le peu de dons des Français pour les langues étrangères serait lié à un problème physiologique. Le palais des Français serait mal adapté aux souplesses requises pour une bonne prononciation.

— Je ne le crois pas du tout ! Cette inaptitude relève pour moi d'un mélange de paresse et d'orgueil ; de paresse pédagogique et d'orgueil, car, en disant cela, on



Minutieux, perfectionniste, William Christie spéculé...



...et se laisse gagner par l'inspiration

perpétue l'idée que le gosier français est différent de tous les gosiers du monde. C'est absurde ! Les chanteurs français, à quelques exceptions près, sont handicapés par une éducation que j'estime insuffisante. Pour *Atys*, je les avais prévus : sans merci, nous serions sans merci... Les chanteurs belges ou américains étaient mieux préparés à bien chanter en français, et en avaient le souci.

— Êtes-vous passionné par le dix-septième siècle, cet âge d'or de la rhétorique ?

— Absolument. Que ce soit sur une scène, ou du haut d'une chaire, la rhétorique était un art de

convaincre. Cet art de la rhétorique pour l'opéra a des règles qui sont peut-être plus contraignantes qu'un simple problème d'orchestration ou de distribution de voix. La rhétorique, c'est un rythme, un phrasé, une articulation, une syllabisation, une coloration des mots. Tout cela n'a rien d'impressionniste. La rhétorique nous éclaire sur la démarche profonde, sur la couleur de l'œuvre. Pour des raisons de rhétorique encore, il est probable que le diapason de Purcell était au moins un demi-ton plus bas que le *la* 440, qui oblige, aujourd'hui, les sopranos à le chanter avec des voix de petites souris, et retire à leur diction toute saveur de modulation.

— Lorsque vous lisez une pièce de théâtre, un poème, un roman, y entendez-vous la musique qui lui est contemporaine ?

— Je suis en train de lire les *Mémoires* du cardinal de Retz. La langue y a une musique qui n'évoque pas du tout le dix-huitième siècle. Elle reste un peu rude. Avec le théâtre classique et pré-classique, j'entends la musique de Bouzignac ou celle de Claude Lèjeune. Une musique qui n'a pas appris à se comporter comme celle de Lully ou de Delalande. Et je souffre en entendant jouer Molière, Racine ou Corneille accompagnés par ces stupidités qu'on nous donne à la Comédie-Française.

— Vous allez bientôt retrouver Jean-Marie Villégier, avec qui vous avez monté *Atys*, pour le *Malade imaginaire*, que l'on verra sur la scène du Châtelet l'année prochaine.

— Nous travaillons à ce projet depuis un an déjà. Jamais cette pièce n'avait pu être remontée dans sa version originale, car on avait perdu des pages entières de la musique de Marc Antoine Charpentier. Grâce à la patience d'un jeune chercheur américain,

elles viennent d'être retrouvées dans les archives de la Comédie-Française.

— Les pages de cette musique sont en vrac, comme celle de *The Fairy Queen*. Il existe deux prologues, un petit et un grand. Tout le monde pensait que, lors des représentations parisiennes, le *Malade imaginaire* était précédé du petit prologue. Or nous savons depuis quelques mois que la bonne bourgeoisie parisienne de l'époque avait décidé de financer un grand prologue d'une demi-heure. En consultant les factures des fourneurs de chandeliers, qui ont été retrouvées, on a découvert que la première avait été donnée avec le grand prologue. Nous savons aussi que la situation financière de Molière était alors épouvantable, et sans doute pas étrangère à ses ennemis de santé.

— Les rapports entre le théâtre et la musique, au dix-septième siècle, sont-ils encore des terres inconnues ?

— Un continent ! Cette production de *The Fairy Queen* peut aider le public à découvrir cet immense répertoire de théâtre accompagné de musique. Pas seulement Molière, mais aussi celui de Thomas Corneille, Poisson ou Devisy. Nous ne connaissons rien de la musique que Molière a pourtant entendue au jour le jour, avec sa troupe. Le peu d'intérêt que les metteurs en scène lui ont manifesté est le signe de leur orgueil. Ce n'est pas un goût immodéré pour la reconstitution historique qui me fait m'y intéresser, mais les textes comiques de Molière mis en musique sont extraordinaires. Et on ne peut imaginer qu'ils aient été écrits sans une grande complicité entre l'écrivain et le compositeur.

— Vous n'avez pas, dites-vous, un goût immodéré pour la reconstitution. On vous imagine pourtant fouillant les bibliothèques à la recherche des sources musicologiques, des règles en cours au dix-septième et dix-huitième siècles.

— L'aine et le formalisme, et la liberté, et je trouve les deux au dix-septième siècle. J'aime aussi la jeunesse de ce siècle qui se cherche avant de donner naissance à une tradition qui trouve son apogée avec Charpentier et Lully. J'aime encore la saveur de la langue française à cette époque. Et si le dix-huitième siècle me fascine, je suis plus à mon aise dans le dix-septième siècle.

— Nous avons beaucoup parlé de théâtre, de rhétorique... Une question au chef d'orchestre, cette fois. Vos gestes sont-ils un jeu, ou sont-ils intimement liés, conduits par la musique ?

— Il y a beaucoup de jeu dans les gestes d'un chef d'orchestre. À côté des gestes essentiels à la bonne marche de la troupe, donner les départs, indiquer les fins de phrases, etc., le geste peut être un petit clin d'œil, un signe qui incite un chanteur, ou un ensemble, à aller plus loin, à prendre plus de risques. Mais tout cela n'est possible que si l'on a suffisamment répété.

Propos recueillis par

ODILE QUIROT

À venir de paraître : William Christie, *Sonate baroque*, de Jean-François Labie. Entre deux textes personnels sur le baroque, Rome et le lieu commun (que l'auteur n'évite pas toujours), une conversation à bâtons rompus avec William Christie, qui rend bien la passion, la fougue, la rigueur et l'irrévérence du fondateur des Arts florissants. (Alinéa, 182 pages, 89F).

(1) Lire la critique de Jacques Lancelotti (*Le Monde* du 14 juillet, page 26). Prochaines représentations, les 20, 25 et 28 juillet, à 21 h 15, au Festival d'Aix-en-Provence.

COMPAGNIE
D. HOUDART - J. HEUCLIN
THEATRE D'EPINAL

SAISON 89.90

LE COLPORTEUR
DE LA REVOLUTION

Tournée en France, Egypte, Yémen, Iraq, Grèce, R.F.A., Argentine, Uruguay, Brésil, Djibouti, Ethiopie, Ouganda, Kenya, Tanzanie, Grandes Comores, Madagascar, Burundi, Rwanda, Zaïre, Autriche, Pologne, D.D.R. 130 représentations.

LA DEUXIEME NUIT
de Gérard Lépinos

Reprise en France, en Allemagne et en Espagne.
Série à Aubervilliers au théâtre de la Commune en janvier 90.

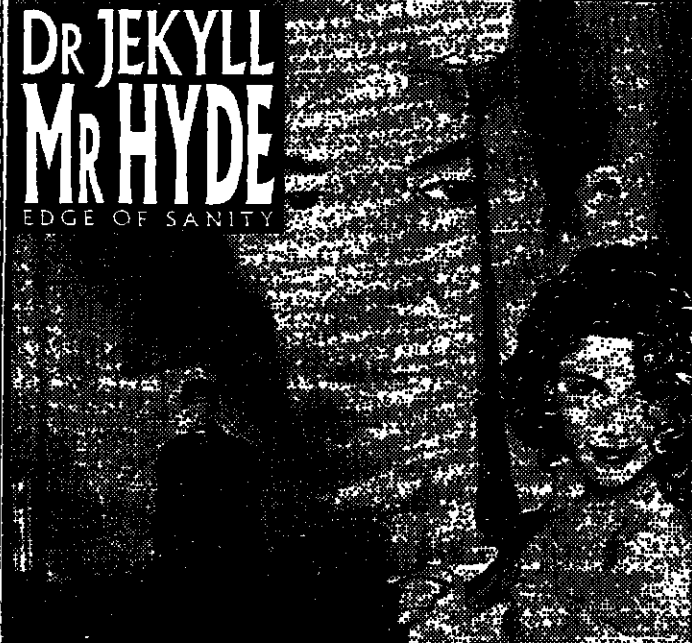
LE TOURMENT DE DIEU
de Alain Bosquet

Création en Mars 90 à Epinal

La Compagnie est subventionnée par le Ministère de la Culture, la Ville d'Epinal, l'A.F.A.A., la Région Lorraine, le Ministère de l'Education et le Département des Vosges.

AUJOURD'HUI

ANTHONY PERKINS

DR JEKYLL
MR HYDE
EDGE OF SANITYDOMINIQUE et JANINE SOLANE
DANSE

expressive et musicale,
création personnelle.
ENFANTS de tous âges. Mise en forme et technique pour ADULTES.
1 bis, rue de la Grande-Chaumière, 75006 PARIS - Tél. 43-54-79-28.

PROFESSION INGÉNIEUR CULTUREL

Claude Mollard

Pour en savoir plus sur ABCD la première Agence d'Ingénierie Culturelle, créée il y a 2 ans. Pour devenir ingénieur culturel, producteur ou administrateur en musique, théâtre, danse, arts plastiques, cinéma et télévision.

L'ISMIC, l'Institut Supérieur de Management Culturel :
— Un troisième cycle de formation professionnelle, durée 1 an. Concours en septembre.
— Des cycles courts de formation permanente à partir du 4 septembre 1989

ABCD - ISMIC : Téléphone 43.20.73.73
3, rue Danville - 75014 Paris

EDITIONS NDRI
Nouvelle édition, augmentée et illustrée
100 p., 50 ill. Prix : 85 F (port en sus : 15 F)

Bon de commande à retourner à l'ordre de Charles Le Douil : 6, rue de la Galtière, 91900 Morsang d'Orge

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____ Ville : _____
dont règlement par : ☐ chèque bancaire ☐ chèque postal

هكدامن الأجل